

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

TOME 90.

N° 4

AVRIL 1904

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

BADE (GRAND-DUCHÉ DE) — SUISSE.

Déclaration concernant la correspondance directe entre les officiers de l'état civil.

(Du 10/18 mars 1904) (1)

Déclaration ministérielle.

Le Gouvernement du grand-duché de Bade et le haut Conseil fédéral suisse ayant reconnu, d'un commun accord, qu'en vue de faciliter et d'activer les relations entre les ressortissants des deux pays, il y a lieu d'autoriser sans restriction les officiers de l'état civil badois et suisses à correspondre directement entre eux, le gouvernement grand-ducal, après avoir reçu une déclaration correspondante du haut Conseil fédéral suisse, donnera des ins-

Déclaration

Le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement du grand-duché de Bade ayant reconnu, d'un commun accord, qu'il y a lieu d'autoriser sans restriction les officiers de l'état civil suisses et badois à correspondre directement entre eux, le Conseil fédéral suisse déclare de son côté au Gouvernement grand-ducal qu'il donnera sans tarder des instructions dans ce sens aux officiers de l'état civil suisse.

En foi de quoi, la présente déclara-

(1) Recueil officiel des lois fédérales, Nouvelle série, 1904, tome XX, p. 39.

tructions dans ce sens aux officiers de l'état civil badois.

Carlsruhe, le 10 mars 1904.

Ministère badois de la Maison du Grand-Duc et des Affaires étrangères.

Baron de MARSCHALL,
Directeur ministériel ad intérim.

ration, correspondant à la déclaration ministérielle badoise du 10 mars 1904, a été signée par le président et le chancelier de la Confédération suisse et munie du sceau du Conseil fédéral.

Berne, le 18 mars 1904.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le Président de la Confédération.

COMTESSE.

Le Chancelier de la Confédération.

RINGIER.

Circulaire du Conseil fédéral suisse à tous les Etats confédérés concernant la correspondance directe entre les officiers d'état civil de la Suisse et ceux du grand-duché de Bade.

(Du 18 mars 1904) ⁽¹⁾.

Fidèles et chers confédérés,

Jusqu'à ce jour, la correspondance directe entre les officiers d'état civil suisses et ceux du grand-duché de Bade n'était admise qu'en ce qui concernait les promesses de mariage transmises au bureau d'état civil du lieu d'origine badois des fiancés pour y être publiées. Une exception était faite en faveur des « Städteordnungsgemeinden », soit des villes de Carlsruhe, Mannheim, Fribourg, Heidelberg, Pforzheim, Bade, Constance, Bruchsal et Lahr ; la correspondance avec les autres bureaux d'état civil badois se faisait par l'entremise des tribunaux de district, en leur qualité d'autorité de surveillance de ces bureaux.

Le gouvernement badois nous a fait savoir dernièrement que les officiers d'état civil du grand-duché étant aujourd'hui suffisamment familiarisés avec le nouveau code civil allemand, il n'hésitait pas à renoncer à la formalité de l'autorisation des tribunaux de district.

Dans ces conditions, il n'y a plus de motif de restreindre la correspondance entre les officiers de l'état civil des deux pays ; les deux gouvernements sont donc convenus, par l'échange de déclarations réciproques (voir *Rec. off.*, n. s., XX. 39) ⁽²⁾, que dorénavant les officiers d'état civil suisses et ceux du grand-duché de Bade correspondront entre eux directement et sans restriction.

En vous priant de bien vouloir à cet égard donner aux officiers d'état civil de votre canton les instructions nécessaires, nous vous recommandons avec nous, fidèles et chers confédérés, à la protection divine.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le président de la Confédération,

COMTESSE.

Le Chancelier de la Confédération,

RINGIER.

⁽¹⁾ Feuille fédérale suisse, LVI^e année, vol. II, N° 12, 23 mars 1904, p. 134.

⁽²⁾ Voir ci-dessus.

BELGIQUE — CANADA.

Acte additionnel à l'arrangement entre la Belgique et le Canada pour l'échange de mandats-poste, signé à Ottawa le 1^{er} septembre 1883.

(16 mars 1904) (1).

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus de ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Les mots « un quart pour cent. » sont substitués aux mots « un demi pour cent » à l'article 7 de l'arrangement précité du 1^{er} septembre 1883.

Art. 2. — Le présent acte, qui aura la même durée que l'arrangement précité, entrera en vigueur le 1^{er} avril 1904.

Fait à Ottawa, en double exemplaire, le 16 mars 1904.

Le Consul général de Belgique,
H. CHARMANNE.

Le Maître général des postes du Canada,
WILLIAM MULOCK.

Certifié par le Secrétaire Général du Ministère des Affaires Etrangères,
B^{on} LAMBERMONT.

FRANCE — ITALIE.**Convention d'arbitrage.**

(25 décembre 1903) (2)

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de S. M. le roi d'Italie, signataires de la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, conclue à La Haye, le 29 juillet 1899,

Considérant que, par l'article 19 de cette convention, les hautes parties contractantes se sont réservé de conclure des accords en vue du recours à l'arbitrage, dans tous les cas qu'elles jugeront possible de lui soumettre.

Ont autorisé les soussignés à arrêter les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. — Les différends d'ordre juridique ou relatifs à l'interprétation des traités existant entre les deux parties contractantes, qui viendraient à se produire entre elles et qui n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique, seront soumis à la cour permanente d'arbitrage établie par la convention du 29 juillet 1899, à La Haye, à la condition toutefois qu'ils ne mettent en cause ni les intérêts vitaux, ni l'indépendance ou l'honneur de deux Etats contractants et qu'ils ne touchent pas aux intérêts de tierces puissances.

Art. 2. — Dans chaque cas particulier, les hautes parties contractantes, avant de s'adresser à la cour permanente d'arbitrage, signeront un compromis spécial, déterminant nettement l'objet du litige, l'étendue des pou-

(1) *Moniteur belge*, 30 mars 1904.

(2) Ratifications échangées à Paris le 25 mars 1904. Décret portant promulgation de ladite convention en France, 26 mars 1904 (*Journ. Officiel* 30 mars).

voirs des arbitres et les délais à observer, en ce qui concerne la constitution du tribunal arbitral et la procédure.

Art. 3. — Le présent arrangement est conclu pour une durée de cinq années, à partir du jour de la signature.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 25 décembre 1903.

(L.-S.) Signé : DELCASSÉ.

(L.-S.) Signé : G. TORNIELLI.

FRANCE — PAYS-BAS

Convention commerciale relative aux colonies néerlandaises.

(13 août 1902) (1)

Le Président de la République française et Sa Majesté la reine des Pays-Bas,

Désirant faciliter les relations commerciales entre la France et les colonies néerlandaises, ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs,

Le Président de la République française :

M. Baylin de Monbel, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française près Sa Majesté la reine des Pays-Bas,

Et Sa Majesté la reine des Pays-Bas :

M. le baron R. Melvil de Lynden, son ministre des affaires étrangères,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Les denrées coloniales de consommation suivantes : café, cacao, chocolat, poivre, piment, amomes et cardamomes, canelle, cassia lignea, muscades, macis, girofles, vanille et thé, originaires des colonies néerlandaises, bénéficieront à leur importation en France, en Algérie, dans les colonies et possessions françaises, dans les pays de protectorat de l'Indo-Chine et de la Tunisie, des taxes de douane les plus réduites applicables aux produits similaires de toute autre origine étrangère.

Art. 2. — Réciproquement, les produits naturels et fabriqués, originaires de France, d'Algérie, des colonies et possessions françaises, des pays de protectorat de l'Indo-Chine et de la Tunisie, bénéficieront à leur importation dans les colonies néerlandaises, des taxes de douane les plus réduites applicables aux produits similaires de toute autre origine étrangère.

Ces stipulations ne s'appliquent pas à la franchise de droits d'entrée accordée aux Etats indigènes de l'archipel oriental pour l'importation de leurs produits dans les colonies des Pays-Bas.

Art. 3. — Les certificats d'origine qui seraient exigés pour l'admission des marchandises aux régimes de faveur stipulés par la présente convention, seront visés par les consuls français et les consuls néerlandais en gratuité des taxes consulaires de chancellerie,

(1) Echange des ratifications à La Haye le 2 mars 1904. La présente convention a été approuvée par les Chambres et promulguée, en France, par décret en date du 29 mars 1904 (*Journ. Officiel*, 31 mars 1904).

Art. 4. — La présente convention sera ratifiée par les deux Gouvernements aussitôt que faire se pourra et les ratifications en seront échangées à La Haye. Elle entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications et demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une des hautes parties contractantes aura notifié son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi, les plénipotentiaires mentionnés ci-dessus ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à La Haye, le 13 août 1902.

(L. S.) Signé : MONBEL.

(L. S.) Signé ; Baron MELVIL DE LYNDEN.

ESPAGNE — NORVÈGE

Convention additionnelle modifiant la Convention de commerce entre la Norvège et l'Espagne du 27 juin 1892.

(23 août 1903) ⁽¹⁾

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège et Sa Majesté le Roi d'Espagne ayant jugé bon et utile de conclure une Convention additionnelle modifiant la Convention de commerce entre la Norvège et l'Espagne du 27 juin 1892, ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires :

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, M. Frédéric Hartwig Herman, Baron de Wedel-Jarlsberg, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique, Commandeur de première classe des Ordres de Saint-Olaf et de l'Etoile Polaire, Grand' Croix de Charles III et d'Isabelle la Catholique, etc., etc.

Sa Majesté le Roi d'Espagne, Don Manuel Mariátegui y Vinyals, Comte de San Bernardo, Duc de Monteleon, Grand d'Espagne de première classe, Sénateur du Royaume, etc., etc., Son Ministre d'Etat.

Lesquels, après s'être communiqué Leurs Pleins Pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Les tarifs A et B et les tableaux A et B annexés à la Convention du 27 juin 1892 entre la Norvège et l'Espagne sont remplacés par les tarifs A et B et les tableaux A et B annexés à cette Convention additionnelle.

Cette Convention additionnelle, après avoir été approuvée par les représentations nationales respectives, sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Madrid le plus tôt possible. Sept jours après l'échange des ratifications, la présente Convention additionnelle entrera en vigueur, et cette Convention additionnelle et la Convention du 27 juin 1892 ainsi modifiée avec le protocole et protocole final y annexés, resteront, à partir du

(1) Echange des ratifications à Madrid le 18 février 1904. La présente convention a été approuvée et promulguée dans les deux pays: Espagne (*Ley sancionada por S. M. autorizando al gobierno para ratificar*) 16 février 1904 (*Gaceta de Madrid*, 19 février 1904. T. I, N° 50, p. 697); Norvège: décret portant ratification de la dite convention 16 février 1904; le texte français et la traduction norvégienne ont été publiés le 20 février 1904 dans *l'Overenskomst med fremmede Stater* N° 1, 1904 (p. 1 et suiv.).

même jour, exécutoires pendant cinq années et ensuite jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes les aura dénoncées.

Fait en double expédition, à Saint-Sébastien, le 25 août 1903.

(L. S.) Signé : F. WEDEL JARLSBERG.

(L. S.) Signé : EL CONDE DE SAN BERNARDO.

TARIF A

Droits à l'entrée en Espagne

Dénomination des articles	Bases	Droits	
		Pest.	Cent.
Pâte de bois.....	100 kilogs.	1	00
Morue salée et séchée (Klipfish et Stockfish) (droits de douane 18 pest. : droits intérieurs 6 pest.)..	—	24	00
Poudre de poisson.....	—	12	00
Huile de foie de morue purifiée pour l'usage médical.....	—	2	00
Huile de poisson et baleine et autres graisses animales.....	—	1	00
Rogue et autres dépouilles animales non dénommées.....	—	0	50
Guano de poisson et de baleine et autres engrais naturels.....	—	0	05
Poissons salés, fumés et marinés.....	—	12	00
Lait concentré.....	1 kilog.	1	00
Bois communs en planches, planchettes, madriers, poutres, perches, les mâts et bois pour constructions navales.....	Mèt. cube	5	00

TABEAU A

Articles norvégiens auxquels, à l'entrée en Espagne, sont applicables les dispositions de l'Article 6 de la Convention du 27 juin 1892.

Poissons frais ou avec le sel indispensable pour leur conservation.	Cartons de toute sorte.
Pierres et terres employées dans l'industrie, les arts et les constructions ; ciment, chaux et plâtre.	Douves.
Porcelaine et autre poterie.	Futaillies et cercles.
Verre de toute sorte.	Bois rabotés, rainés et (ou) bouchés.
Goudron, résine, brai, asphalte et bitume.	Bois ouvré et de menuiserie de toute sorte.
Clous à ferrer les animaux.	Allumettes.
Clous et vis de fer.	Cuirs et peaux brutes.
Colle de poisson.	Instruments et machines agricoles.
Poudre, explosifs et mèches pour les mines.	Moteurs et autres machines.
Papier de toute sorte, y compris les ouvrages en papier.	Beurre et fromage.
	Alcools et eaux-de-vie.
	Liqueurs.
	Bière.
	Conserves alimentaires.
	Embarcations.

TARIF B

Droits à l'entrée en Norvège.

Dénomination des articles	Bases	Droits	
		Cour.	Ore.
Oranges fraîches de toute sorte.....	100 kilogs.	2	00
Citrons frais.....	—	2	00
Raisins frais.....	—	2	00
Melons.....	—	2	00
Raisins secs.....	—	8	00
Figues.....	—	5	00
Amandes en coque.....	—	5	00
Noisettes.....	—	5	00
Légumes secs.....	—	5	00
Vin (non mousseux, contenant jusqu'à 21 o/o d'alcool) (1):			
en cercles.....	1 litre	0	40
en bouteilles.....	1 litre	0	70
Riz :			
non décortiqué en vrac.....	100 kilogs.	3	90
— emballé.....	1 kilog.	0	05
décortiqué emballé.....	1 kilog.	0	07
Sel de cuisine brut et raffiné.....		Libre	
Liège brut.....		Libre	

TABLEAU B

Articles Espagnols auxquels, à l'entrée en Norvège, sont applicables les dispositions de l'Article 7 de la Convention du 27 juin 1892.

Vins de toute sorte, mousseux et non mousseux.	Plumes épurées.
Cuir.	Sardines.
Liège travaillé.	Céréales.
Bouchons de liège (sans garniture).	Ecorces d'oranges.
Huile d'olive.	Eaux de-vie.
Plomb en lingots.	Liqueurs.
Autre métaux bruts.	Sucre.
Minerais.	Légumes et fruits potagers de toute sorte, frais et secs, non compris dans le Tarif B.
Sparte.	Conserves.
Noix.	

Notes échangées entre le ministre de Suède et de Norvège et le Ministre d'Espagne des affaires étrangères, le 25 août 1903.

Ministerio de Estado.

San Sebastian, 25 de Agosto de 1903.

Excmo. Señor.

Muy Señor mio : Al tener la honra de firmar el Convenio de comercio

(1) Voir ci-dessous, à ce sujet, notes échangées entre les plénipotentiaires des deux puissances contractantes.

entre España y Noruega, adicional al de 27 de junio de 1892, cùmpleme dejar consignado, de conformidad con lo que hemos convenido verbalmente que, los veintiun grados que se fijan para los vinos en la tarifa B, se entiende que son grados centesimales del alcohometro de Gay-Lussac, tomados á la temperatura de quince centigrados.

Aprovecho esta oportunidad para reiterar á V. E. las seguridades de mi mas distinguida consideración.

(S.) El Conde DE SAN BERNARDO.

Excmo Señor Baron de Wedel Jarlsberg, Ministro Plenipotenciario de S. M. el Rey de Suecia y de Noruega.

Légation de Suède et Norvège.

p. t. Saint-Sébastien, le 25 août 1903.

Monsieur le Comte,

En réponse à la Note de Votre Excellence en date d'aujourd'hui, je suis autorisé de Vous faire savoir, qu'il est bien entendu que les vingt et un degrés, fixés dans le tarif B de la Convention additionnelle, signée ce jour, comme limite de la force alcoolique des vins, soient des degrés centésimaux pris à la température de quinze degrés centigrades avec l'alcoomètre Gay-Lussac.

Je profite, etc., etc.

(Signé) : F. WEDEL JARLSBERG.

Son Excellence

Monsieur le Comte de San Bernardo,

Ministre d'Etat, etc., etc.

Déclaration

(15 février 1904)

Le Sénat espagnol ayant approuvé la Convention additionnelle du 25 août 1903, à la Convention de commerce entre la Norvège et l'Espagne, du 27 juin 1892 avec l'indication que la durée stipulée des dites Conventions soit changée de façon qu'elles puissent être dénoncées avec un an d'anticipation, les Gouvernements respectifs désirant se rendre autant que possible à cette indication ont autorisé les soussignés (pour le cas où le Storthing de Norvège et le Congrès des députés approuvent aussi cette Convention additionnelle) de fixer par cette déclaration la durée des Conventions en question à un an, et de convenir, en outre, que cette durée sera comptée du jour même de l'échange des ratifications et que les Conventions continueront ensuite en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes les aura dénoncées.

Faite à Madrid, en double expédition, le cinq février mil neuf cent quatre.

(L. S.) Signé : F. WEDEL JARLSBERG.

(L. S.) Signé : FAUSTINO RODRIGUEZ SAN PEDRO.

ITALIE — ROUMANIE

Convention pour la protection des marques de fabrique et de commerce

(Du 24 mai/6 juin 1903) (1)

Sa Majesté le Roi de Roumanie et Sa Majesté le Roi d'Italie, également animés du désir d'assurer une protection efficace à la propriété des marques de fabrique ou de commerce des nationaux respectifs, ont résolu de conclure à cet effet une convention spéciale et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi de Roumanie,

Monsieur Ion I. C. Bratianu, Son Ministre Secrétaire d'Etat au Département des affaires étrangères,

et Sa Majesté le Roi d'Italie,

Monsieur Emmanuel des Marquis Beccaria Incisa, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Roumanie,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER. — Les sujets roumains en Italie et les Italiens en Roumanie jouiront de la même protection que les nationaux en ce qui concerne les marques de fabrique ou de commerce, à savoir : les divers signes qui servent à distinguer les produits d'une industrie ou d'un commerce, tels que le nom sous une forme spéciale, les noms commerciaux (*denumirile*), les empreintes, timbres, cachets, reliefs, vignettes, chiffres, enveloppes et autres semblables.

ART. 2 — Pour assurer à leurs marques la protection garantie par l'article précédent, les ressortissants de l'un ou de l'autre Etat devront remplir les conditions et formalités prescrites par les lois et règlements de l'autre.

ART. 3. — Les marques de fabrique ou de commerce auxquelles s'applique la présente convention, sont celles qui, dans les deux pays, sont légitimement acquises aux industriels ou négociants qui en usent, c'est-à-dire que le caractère d'une marque roumaine doit être apprécié en Italie d'après la loi roumaine, de même que le caractère d'une marque italienne doit être jugé en Roumanie d'après la loi italienne.

Il est toutefois entendu que chacun des deux Etats se réserve le droit de refuser le dépôt et d'interdire l'usage de toute marque qui serait par sa nature contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs dans l'Etat où le dépôt en aurait été demandé ou effectué.

ART. 4. — En Roumanie, le dépôt des marques de fabrique ou de commerce italiennes sera effectué au greffe du Tribunal de commerce de Bucarest.

(1) Echange des ratifications, à Bucarest, le 11 mars 1904. Décret portant promulgation de la dite convention en Italie, 13 mars 1904. *Raccolta ufficiale delle leggi et dei decreti*, 1904, n° 136 ; *Gazetta ufficiale del Regno d'Italia*, 1904, n° 87 (13 avril).

rest et réciproquement, en Italie, le dépôt des marques de fabrique ou de commerce roumaines sera fait au Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce à Rome, ou à l'une des Préfectures du Royaume.

ART. 5. — Le dépôt étant déclaratif et non attributif de propriété, la contrefaçon ou l'usurpation qui serait faite d'une marque de fabrique ou de commerce, avant que le dépôt en eût été opéré conformément aux dispositions des articles 2 et 4, n'infirmes pas les droits du propriétaire desdites marques contre les auteurs de cette contrefaçon ou de cette usurpation.

Toutefois, ces droits n'impliquent pas pour lui la faculté de requérir des dommages-intérêts en raison de l'usage fait des contrefaçons ou usurpations antérieurement au dépôt.

ART. 6. — En ce qui concerne les enseignes, raisons de commerce ou sociales (*firme*), les ressortissants de chacun des deux Etats contractants jouiront également dans l'autre de la même protection que les nationaux, à condition de se conformer aux lois et règlements intérieurs de l'Etat respectif.

ART. 7. — Lorsque la protection des modèles et des dessins industriels sera réglée en Roumanie par une loi, les Hautes Parties Contractantes s'entendront pour garantir cette protection aux ressortissants de chacun des deux Etats sur le territoire de l'autre.

ART. 8. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Bucarest aussitôt que possible. Elle entrera en vigueur trois semaines après l'échange des ratifications et demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront la dénonciation faite par l'une ou l'autre des Parties Contractantes.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait en double expédition à Bucarest, le 24 mai/6 juin 1903.

ION I. C. BRATIANU.
(L. S.)

E. DI BECCARIA.
(L. S.)

Avis

Les conventions anglo-françaises ci-dessous, passées le 8 avril 1904, n'ont été encore ni approuvées par les chambres, ni ratifiées et ne peuvent être considérées comme étant entrées en vigueur. Toutefois, vu leur importance politique actuelle, nous tenons à les donner immédiatement à titre documentaire, nous réservant de noter ultérieurement leur approbation et leur ratifications éventuelles. Le lecteur pourra aisément grouper tous les renseignements y relatifs grâce aux tables analytiques publiées par les « Archives » à la fin de chaque année.

N. d. l. R.

FRANCE — GRANDE-BRETAGNE

Déclaration concernant l'Égypte et le Maroc

(8 avril 1904)

ARTICLE PREMIER

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique déclare qu'il n'a pas l'intention de changer l'état politique de l'Égypte.

De son côté, le Gouvernement de la République Française déclare qu'il n'entravera pas l'action de l'Angleterre dans ce pays en demandant qu'un terme soit fixé à l'occupation Britannique ou de toute autre manière, et qu'il donne son adhésion au projet de Décret Khédivial qui est annexé au présent Arrangement, et qui contient les garanties jugées nécessaires pour la sauvegarde des intérêts des porteurs de la Dette Égyptienne, mais à la condition qu'après sa mise en vigueur aucune modification n'y pourra être introduite sans l'assentiment des Puissances Signataires de la Convention de Londres de 1885.

Il est convenu que la Direction-Générale des Antiquités en Égypte continuera d'être, comme par le passé, confiée à un savant Français.

Les écoles Françaises en Égypte continueront à jouir de la même liberté que par le passé.

ARTICLE I

His Britannic Majesty's Government declare that they have no intention of altering the political status of Egypt.

The Government of the French Republic, for their part, declare that they will not obstruct the action of Great Britain in that country by asking that a limit of time be fixed for the British occupation or in any other manner, and that they give their assent to the draft Khedivial Decree annexed to the present Arrangement, containing the guarantees considered necessary for the protection of the interests of the Egyptian bondholders, on the condition that, after its promulgation, it cannot be modified in any way without the consent of the Powers Signatory of the Convention of London of 1885.

It is agreed that the post of Director-General of Antiquities in Egypt shall continue, as in the past, to be entrusted to a French *savant*.

The French schools in Egypt shall continue to enjoy the same liberty as in the past.

ARTICLE II

Le Gouvernement de la République Française déclare qu'il n'a pas l'intention de changer l'état politique du Maroc.

De son côté, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique reconnaît qu'il appartient à la France, notamment comme Puissance limitrophe du Maroc sur une vaste étendue, de veiller à la tranquillité dans ce pays, et de lui prêter son assistance pour toutes les réformes administratives, économiques, financières, et militaires dont il a besoin.

Il déclare qu'il n'entravera pas l'action de la France à cet effet, sous réserve que cette action laissera intacts les droits dont, en vertu des Traités, Conventions et usages, la Grande-Bretagne jouit au Maroc, y compris le droit de cabotage entre les ports Marocains dont bénéficient les navires Anglais depuis 1901.

ARTICLE III

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, de son côté, respectera les droits dont, en vertu des Traités, Conventions et usages, la France jouit en Egypte, y compris le droit de cabotage accordé aux navires Français entre les ports Egyptiens.

ARTICLE IV

Les deux Gouvernements, également attachés au principe de la liberté commerciale tant en Egypte qu'au Maroc, déclarent qu'ils ne s'y prêteront à aucune inégalité, pas plus dans l'établissement des droits de douanes ou autres taxes que dans l'établissement des tarifs de transport par chemin de fer.

Le commerce de l'une et l'autre nation avec le Maroc et avec l'Egypte

ARTICLE II

The Government of the French Republic declare that they have no intention of altering the political status of Morocco.

His Britannic Majesty's Government, for their part, recognize that it appertains to France, more particularly as a Power whose dominions are conterminous for a great distance with those of Morocco, to preserve order in that country, and to provide assistance for the purpose of all administrative, economic, financial, and military reforms which it may require.

They declare that they will not obstruct the action taken by France for this purpose, provided that such action shall leave intact the rights which Great Britain, in virtue of Treaties, Conventions, and usage, enjoys in Morocco, including the right of coasting trade between the ports of Morocco, enjoyed by British vessels since 1901.

ARTICLE III

His Britannic Majesty's Government, for their part, will respect the rights which France, in virtue of Treaties, Conventions, and usage, enjoys in Egypt, including the right of coasting trade between Egyptian ports accorded to French vessels.

ARTICLE IV

The two Governments, being equally attached to the principle of commercial liberty both in Egypt and Morocco, declare that they will not, in those countries, countenance any inequality either in the imposition of customs duties or other taxes, or of railway transport charges.

The trade of both nations with Morocco and with Egypt shall en-

jouira du même traitement pour le transit par les possessions Françaises et Britanniques en Afrique. Un accord entre les deux Gouvernements réglera les conditions de ce transit et déterminera les points de pénétration.

Cet engagement réciproque est valable pour une période de trente ans. Faute de dénonciation expresse faite une année au moins à l'avance, cette période sera prolongée de cinq en cinq ans.

Toutefois, le Gouvernement de la République Française au Maroc et le Gouvernement de Sa Majesté Britannique en Egypte se réservent de veiller à ce que les concessions de routes, chemins de fer, ports, etc., soient données dans des conditions telles que l'autorité de l'Etat sur ces grandes entreprises d'intérêt général demeure entière.

ARTICLE V

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique déclare qu'il usera de son influence pour que les fonctionnaires Français actuellement au service Egyptien ne soient pas mis dans des conditions moins avantageuses que celles appliquées aux fonctionnaires Anglais du même service.

Le Gouvernement de la République Française, de son côté, n'aurait pas d'objection à ce que des conditions analogues fussent consenties aux fonctionnaires Britanniques actuellement au service Marocain.

ARTICLE VI

Afin d'assurer le libre passage du Canal de Suez, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique déclare adhérer aux stipulations du Traité conclu le 29 octobre 1888, et à leur mise en vigueur. Le libre passage du Canal étant ainsi garanti,

joy the same treatment in transit through the French and British possessions in Africa. An Agreement between the two Governments shall settle the conditions of such transit and shall determine the points of entry.

This mutual engagement shall be binding for a period of thirty years. Unless this stipulation is expressly denounced at least one year in advance, the period shall be extended for five years at a time.

Nevertheless, the Government of the French Republic reserve to themselves in Morocco, and His Britannic Majesty's Government reserve to themselves in Egypt, the right to see that the concessions for roads, railways, ports, etc., are only granted on such conditions as will maintain intact the authority of the State over these great undertakings of public interest.

ARTICLE V

His Britannic Majesty's Government declare that they will use their influence in order that the French officials now in the Egyptian service may not be placed under conditions less advantageous than those applying to the British officials in the same service.

The Government of the French Republic, for their part, would make no objection to the application of analogous conditions to British officials now in the Moorish service.

ARTICLE VI

In order to insure the free passage of the Suez Canal, His Britannic Majesty's Government declare that they adhere to the stipulations of the Treaty of the 29th October, 1888, and that they agree to their being put in force. The free passage

l'exécution de la dernière phrase du paragraphe 1 et celle du paragraphe 2 de l'article 8 de ce Traité resteront suspendues.

ARTICLE VII

Afin d'assurer le libre passage du Détroit de Gibraltar, les deux Gouvernements conviennent de ne pas laisser élever des fortifications ou des ouvrages stratégiques quelconques sur la partie de la côte Marocaine comprise entre Melilla et les hauteurs qui dominent la rive droite du Sébou exclusivement.

Toutefois, cette disposition ne s'applique pas aux points actuellement occupés par l'Espagne sur la rive Marocaine de la Méditerranée.

ARTICLE VIII

Les deux Gouvernements, s'inspirant de leurs sentiments sincèrement amicaux pour l'Espagne, prennent en particulière considération les intérêts qu'elle tient de sa position géographique et de ses possessions territoriales sur la côte Marocaine de la Méditerranée; et au sujet desquels le Gouvernement Français se concertera avec le Gouvernement espagnol.

Communication sera faite au Gouvernement de Sa Majesté Britannique de l'accord qui pourra intervenir à ce sujet entre la France et l'Espagne.

ARTICLE IX

Les deux Gouvernements conviennent de se prêter l'appui de leur diplomatie pour l'exécution des clauses de la présente Déclaration relative à l'Égypte et au Maroc.

En foi de quoi Son Excellence l'Ambassadeur de la République Française près Sa Majesté le Roi du

of the Canal being thus guaranteed, the execution of the last sentence of paragraph 1 as well as of paragraph 2 of article VIII of that Treaty will remain in abeyance.

ARTICLE VII

In order to secure the free passage of the Straits of Gibraltar, the two Governments agree not to permit the erection of any fortifications or strategic works on that portion of the coast of Morocco comprised between, but not including, Melilla and the heights which command the right bank of the River Sebou.

This condition does not, however, apply to the places at present in the occupation of Spain on the Moorish coast of the Mediterranean.

ARTICLE VIII

The two Governments, inspired by their feeling of sincere friendship for Spain, take into special consideration the interests which that country derives from her geographical position and from her territorial possessions on the Moorish coast of the Mediterranean. In regard to these interests the French Government will come to an understanding with the Spanish Government.

The agreement which may be come to on the subject between France and Spain shall be communicated to His Britannic Majesty's Government.

ARTICLE IX

The two Governments agree to afford to one another their diplomatic support, in order to obtain the execution of the clauses of the present Declaration regarding Egypt and Morocco.

In witness whereof his Excellency the Ambassador of the French Republic at the Court of His Majesty

Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, et le Principal Secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Déclaration et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Londres, en double expédition, le 8 avril 1904.

(L. S.). Paul CAMBON.

the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, duly authorized for that purpose, have signed the present Declaration and have affixed thereto their seals.

Done at London, in duplicate, the 8th day of April, 1904.

(L. S.). LANSDOWNE.

ANNEXE

Projet de Décret

Nous, Khédive d'Egypte,

Vu les Décrets mentionnés aux Annexes à la présente Loi ;

Avec l'assentiment des Puissances signataires de la Convention de Londres ;

Sur la proposition de notre Ministre des Finances et l'avis conforme de notre Conseil des Ministres,

Décrétons :

TITRE I^{er}. — DE LA DETTE PUBLIQUE

1. Sont comprises dans la Dette Publique :

La Dette Garantie ;

La Dette Privilégiée ;

La Dette Unifiée ;

La Dette Domaniale ;

La Dette Générale de la Daïra Sanieh.

2. Toutes ces dettes sont représentées par des titres au porteur, munis de coupons semestriels.

3. Les coupons sont payables et les titres sont remboursables en or, sans aucune déduction.

4. Les paiements et remboursements ci-dessus sont effectués, pour ce qui concerne les Dettes Garantie, Privilégiée et Unifiée, au Caire, à Londres, à Paris et à Berlin.

Le change des paiements à Paris et à Berlin est fixé en monnaie française et en monnaie allemande, par la Commission de la Dette Publique, de concert avec le Ministre des Finances, sans que ce change puisse jamais dépasser la parité de la livre sterling, ni être inférieure à 25 fr., ou 20 marks 25 pfennigs.

5. Pour ce qui concerne les Dettes Domaniale et Daïra Sanieh, les paiements et remboursements continueront à être effectués dans les mêmes villes et aux mêmes taux d'échange que jusqu'ici.

6. Il n'est pas admis d'opposition au paiement des coupons ou au remboursement des titres.

Toutefois, au cas où la déclaration de la perte ou du vol de titres ou de coupons leur paraîtrait suffisamment établie, les Administrations et banques chargées du service des emprunts, auront la faculté de surseoir provisoirement au paiement des dits titres ou coupons.

7. L'intérêt annuel des obligations de la Dette garantie est de 3 pour cent ; il est payable semestriellement aux échéances du 1^{er} mars et du 1^{er} septembre.

Celui des obligations de la Dette Privilégiée est de 3 1/2 pour cent, payable le 15 avril et le 15 octobre.

Celui des obligations de la Dette Unifiée est de 4 pour cent, payable le 1^{er} mai et le 1^{er} novembre.

Celui des obligations de la Dette Domaniale est de 4 1/4 pour cent, payable le 1^{er} juin et le 1^{er} décembre.

Celui des obligations de la Dette Daïra Sanieh est de 4 pour cent, payable le 15 avril et le 15 octobre.

8. Les obligations des dettes ci-dessus ne pourront être frappées d'aucun impôt au profit du Gouvernement égyptien.

9. Les obligations de la Dette Garantie jouissent de la garantie résultant de la Convention Internationale en date du 18 mars 1885.

Les dites obligations, ainsi que celles des Dettes Privilégiée et Unifiée sont, en outre, garanties de la manière résultant des articles 30 à 43 de la présente loi.

10. Les Emprunts Domanial et Daïra Sanieh continueront à être réglés par les dispositions des Conventions, Lois et Décrets antérieurs, en tant qu'elles ne sont pas expressément abrogées ou modifiées par la présente loi. Les dispositions du titre III de la présente loi leur seront en outre applicables.

TITRE II. — DES DETTES GARANTIE, PRIVILÉGIÉE, ET UNIFIÉE

Composition de la Commission de la Dette Publique

11. La Commission de la Dette Publique, instituée par Décret du 2 mai 1876, reste chargée du service des intérêts et de l'amortissement des Dettes Garantie, Privilégiée, et Unifiée, dans les conditions édictées par la présente Loi.

12. Cette Commission est permanente jusqu'à l'entier amortissement ou remboursement de ces dettes.

13. Elle est composée de six Commissaires étrangers : un Allemand, un Anglais, un Autrichien, un Français, un Italien, et un Russe.

14. Les Commissaires sont nommés, comme fonctionnaires Egyptiens, par Décret Khédivial, après avoir été indiqués par leurs Gouvernements respectifs, sur la demande du Gouvernement Égyptien, comme aptes à remplir leurs fonctions.

15. Ils ne pourront être relevés de leur fonctions sans le consentement de leurs Gouvernements respectifs.

16. Ils ne peuvent accepter d'autres fonctions en Egypte.
17. Ils siègent au Caire.
18. Ils pourront confier à l'un d'eux les fonctions de Président, lequel en donnera avis au Ministre des Finances.

Attributions administratives de la Commission.

19. La Caisse de la Dette reçoit les fonds destinés au service des intérêts et de l'amortissement des Dettes Garantie, Privilégiée, et Unifiée, et fait l'emploi de ce fonds conformément aux dispositions de la présente Loi.
20. La Commission de la Dette nomme et révoque les employés de la Caisse de la Dette.
21. Elle règle les rapports entre la Caisse et ses correspondants.
22. Les dépenses de personnel et de matériel de la Caisse, les commissions et allocations diverses de ses correspondants, les frais de change, assurances, transports d'espèces, et généralement toutes dépenses nécessaires pour l'exécution des services des Dettes Garantie, Privilégiée, et Unifiée seront imputées sur les revenus affectés en vertu de l'Article 30, et feront annuellement l'objet d'un budget arrêté par la Commission de la Dette, lequel devra pour toute somme dépassant £ E. 35.000 être approuvé par le Conseil des Ministres.
23. Toutes sommes se trouvant entre les mains de la Commission de la Dette en exécution de la présente Loi pourront, jusqu'au jour de leur emploi, être placées en titres de la Dette Egyptienne.
Elles pourront, en outre, être placées à intérêt de toute manière déterminée d'un accord commun par la Commission de la Dette et le Ministre des Finances.
24. En cas de placement en Egypte, contre dépôt de titres, les dispositions de la loi générale Egyptienne en matière de gage, tant au point de vue de la date certaine que de l'exécution, ne seront pas opposables à la Commission de la Dette en ce qui concerne les titres déposés.
En conséquence, dans tous les cas prévus dans les contrats de gage, la commission de la Dette pourra procéder à la vente de tout ou partie des titres engagés, sans aucune formalité judiciaire ou extrajudiciaire et notwithstanding toutes saisies, défenses ou oppositions de la part tant des propriétaires que des tiers.
25. Les bénéfices produits par les placements prévus à l'Article 23 s'ajouteront, faute de disposition contraire, aux fonds entre les mains de la Commission destinée au service des intérêts des dettes ci-dessus.
26. Sauf les dispositions des Articles précédents, la Commission de la Dette ne pourra employer aucun fonds, disponible ou non, en opérations de crédit, de commerce, d'industrie, ou autres.
27. La Caisse est dotée d'une somme de £ E. 1.800.000, pour servir comme fonds de réserve, et d'une somme de £ E. 500.000 à titre de fonds de roulement.
28. Les décisions de la Commission de la Dette sont prises à la majorité absolue des membres qui la composent.
29. Annuellement, la Commission de la Dette publiera un Rapport sur

ses opérations et soumettra son compte de gestion à l'autorité qui sera chargée de juger les comptes des Administrations Publiques.

Service et Garanties des Dettes Garantie, Privilégiée, et Unifiée.

30. Le produit brut des impôts fonciers (non compris l'impôt sur les dattiers) dans toutes les provinces d'Egypte, à l'exception de Keneh, et sous réserve des dispositions de l'Article 63, est affecté au service des Dettes Garantie, Privilégiée, et Unifiée. Aussitôt que les sommes provenant de ce chef dans l'année seront suffisantes pour parfaire au service de la Dette, y compris les dépenses de la Caisse, tout excédent sera versé directement au Ministère des Finances. Il est constaté qu'à la date du présent Décret les dits impôts produisent £ E. 4.200.000, et que le service de la Dette, y compris les dépenses de la Caisse, exige annuellement une somme d'environ £ E. 3.600.000.

31. A cet effet les comptables supérieurs de ces provinces sont tenus de verser à la Caisse de la Dette le produit brut des impôts fonciers jusqu'à ce que les versements atteignent la somme nécessaire pour parfaire chaque année à l'annuité affectée au service de la Dette Garantie, ainsi qu'aux intérêts sur les Dettes Privilégiée et Unifiée et aux dépenses budgétaires de la caisse, et jusqu'à ce que cette obligation soit remplie ils ne seront libérés que par les quittances de la Commission de la Dette.

32. Les dits comptables sont tenus de fournir directement à la Commission de la Dette des relevés mensuels faisant connaître :

Les droits constatés des échéances de l'impôt foncier de l'année courante et les arriérés dus sur les années antérieures ;

Les recouvrements et les dégrèvements ;

Les versements effectués à la Caisse de la Dette ;

Les restes en caisse au dernier jour du mois.

33. Est affectée au service de la Dette Garantie une annuité fixe de £ E. 307.125 (315.000 l.), qui sera prélevée comme première charge sur toutes les sommes affectées au service des dettes Garantie, Privilégiée, et Unifiée.

La portion de cette annuité qui ne serait pas absorbée par le service de l'intérêt sera affectée à l'amortissement de la Dette Garantie.

34. Le service des intérêts de la Dette Privilégiée sera prélevé comme seconde charge sur les revenus affectés, et ensuite viendra comme troisième charge le service des Intérêts de la Dette Unifiée.

35. En cas d'insuffisance des revenus affectés, la Commission de la Dette recourra, pour assurer le service des Dettes Garantie, Privilégiée, et Unifiée, au fonds de réserve, en observant les priorités ci-dessus et à charge de reconstituer entièrement ce fonds au moyen des premiers revenus reçus par elle qui resteraient disponibles.

Subsidiairement, le service des Dettes Garantie, Privilégiée, et Unifiée, sera assuré par les ressources générales du Trésor.

36. Le Gouvernement ne pourra, sans l'assentiment des Puissances, apporter aux impôts fonciers dans les provinces mentionnées à l'Article 30 des modifications de nature à réduire leur rendement annuel au-dessous de £ E. 4.000.000.

37. Les Commissaires de la Dette auront, même individuellement,

qualité pour poursuivre devant les Tribunaux Mixtes, comme représentants légaux des porteurs des titres, l'Administration Financière représentée par le Ministre des Finances, pour l'inexécution de toute obligation qui incombe au Gouvernement en vertu de la présente Loi à l'égard de tout ce qui concerne le service des Dettes Garantie, Privilégiée, et Unifiée.

Amortissement et Remboursement.

38. Aucune partie des Dettes Garantie, Privilégiée, et Unifiée ne pourra être remboursée avant les dates indiquées à l'Article suivant, sous réserve, en ce qui concerne la Dette Garantie, des dispositions de l'Article 33.

39. A partir du 15 juillet, 1910, le Gouvernement aura pleine liberté à rembourser au pair les Dettes Garantie et Privilégiée, soit à une même époque, soit à des époques différentes. Il en sera de même pour la Dette Unifiée à partir du 15 juillet, 1912.

40. A partir de la même date, il sera loisible au Gouvernement de verser à la Caisse de la Dette toute somme dont il pourrait disposer, pour être employée à l'amortissement de l'une quelconque de ces dettes.

41. Tout amortissement prévu à l'article 33 ou à l'article 40, se fera par les soins de la Commission de la Dette

Lorsque le cours du marché est au-dessous du pair, il se fera par rachats au cours du marché. Dans le cas contraire il s'effectuera au pair par voie de tirage.

42. Les tirages s'effectueront en séance publique; dans le cas d'amortissement en vertu de l'article 40, avis en sera donné au *Journal officiel* deux mois d'avance.

43. Le remboursement des titres sortant au tirage aura lieu à partir de l'échéance du coupon suivant.

TITRE III. — DES DETTES DOMANIALE ET DAÏRA SANIEH

Dette Domaniale.

44. Toute insuffisance des revenus des Domaines pour parfaire au service du coupon sera comblée par le Ministre des finances dans les conditions prescrites par les Conventions passées entre le Gouvernement et MM. de Rothschild.

45. Seront employés à l'amortissement de la Dette Domaniale :

- a). Le produit des ventes des propriétés du Domaine ;
- b). Les excédents des revenus nets des Domaines après paiement des coupons au taux actuel et des impôts fonciers dus au Gouvernement.

Aucun autre mode d'amortissement n'est admis.

46. Lorsque le cours du marché est au-dessous du pair, l'amortissement se fera par rachats au cours du marché. Dans le cas contraire il s'effectuera au pair par voie de tirage.

47. Sauf l'amortissement prévu à l'article 45, la Dette Domaniale ne

pourra être remboursée avant le 1^{er} janvier 1915. A partir de cette date, elle sera remboursable au pair.

48. Les ventes des propriétés des Domaines pourront être consenties moitié au comptant, moitié par annuités portant intérêt à 4,25 pour cent, et dont le nombre ne pourra excéder quinze.

49. Les porteurs des anciennes obligations domaniales hypothécaires d'Egypte 5 pour cent seront déchus, quinze ans après la date de la promulgation du Décret du 25 mars 1893, relatif à la conversion de ces obligations, du droit de réclamer les sommes ou les titres nouveaux qui pourront leur avoir été dus par suite du remboursement ou de la conversion de leurs anciens titres.

Toute somme devenant disponible par suite de cette prescription sera considérée comme faisant partie des revenus annuels des Domaines ; tout titre nouveau sera dans les mêmes conditions, annulé.

Dette Daïra Sanieh.

50. Les dispositions des articles 45 et 46 seront applicables à la Dette Daïra Sanieh.

51. Sous réserve des dispositions ci-dessus relatives à l'amortissement, la Dette Daïra Sanieh ne pourra être remboursée avant le 15 octobre 1905. A partir de cette date elle sera remboursable au pair.

TITRE IV. — DISPOSITIONS DIVERSES

Transfert du Fonds de Réserve et des Economies de Conversion, etc.

52. Les titres de la Dette publique et les sommes en espèces actuellement déposés à la Caisse et représentant le fonds de réserve constitué conformément au Décret du 12 juillet 1888, et les économies réalisées par suite des conversions des anciennes Dettes Privilégiée, Domaniale, et Daïra Sanieh, conformément au Décret du 6 juin 1890, sont entièrement libérés de leur affectation actuelle et seront versés au Ministère des finances, déduction faite d'une somme suffisante pour parfaire au fonds de réserve et au fonds de roulement prévus à l'article 27 du présent Décret.

53. Seront également versés au Ministère des finances tous les autres fonds actuellement entre les mains de la Commission de la Dette, sous réserve des dispositions de l'article 56.

Dans l'application du présent article et du précédent, les titres retenus par la Caisse de la Dette entreront en compte au pair.

Liquidation de 1880.

54. Toute condamnation judiciaire, résultant d'une réclamation contre le Gouvernement à raison de droits acquis antérieurement au 1^{er} janvier 1880, constatés avant le 1^{er} janvier 1886, soit par une instance engagée devant les Tribunaux, soit par un accusé de réception émanant d'une

Administration compétente, soit par un acte d'huissier, sera payée intégralement en espèces.

55. Le montant de ces condamnations sera prélevé, jusqu'à épuisement complet, sur la somme de 50.000*l.*, actuellement en dépôt à la Caisse de la Dette en titres de la Dette Privilégiée et représentant le solde de l'actif de la liquidation de 1880. En cas d'insuffisance de cette somme, ces condamnations seront payées par le Gouvernement.

56. La somme de 50.000*l.* ci-dessus continuera en dépôt à la Caisse de la Dette pour satisfaire aux condamnations résultant des réclamations en suspens.

57. Le montant des coupons des titres qui le représentent s'ajouteront aux fonds entre les mains de la Commission de la Dette affectés au service des Dettes Garantie, Privilégiée et Unifiée.

Tout excédent, après satisfaction des réclamations en suspens, sera versé au Ministère des finances.

Moukabalah.

58. — Sont maintenues, jusqu'au 30 juin 1930, et suivant la répartition déjà faite, les annuités s'élevant à la somme de £ E. 150.000 par an, actuellement admises en diminution des impôts fonciers sur les terrains, à l'égard desquels la Moukabalah a été payée antérieurement à l'année 1880.

59. Continueront à être tenus, à cet effet, les registres établis dans les villages, où sont consignés des comptes ouverts à chaque ayant droit, avec indication des annuités successives et désignation détaillée par lieux dits, contenances et quotes-parts d'impôts des terres auxquelles les annuités sont applicables.

60. Chaque année, les annuités seront inscrites sur les wirts ou extraits de rôles des contribuables en diminution de leurs impôts fonciers.

61. A chaque mutation de taklif, la portion des annuités correspondant à la portion des terres aliénées sera distraite, sur le registre, du compte de l'ancien propriétaire et reportée au compte du nouveau.

Il sera délivré au nouveau propriétaire, par les soins du Moudir, un certificat énonçant le montant des annuités pour lesquelles il se trouvera inscrit sur le registre du village.

Note en sera faite sur le certificat de l'ancien propriétaire ou ce certificat sera retiré, suivant le cas.

62. Lors de l'exécution du cadastre, l'évaluation des terres et la répartition de l'impôt seront faites sans tenir compte des annuités ci-dessus.

63. Les annuités prévues au présent chapitre seront considérées comme une réduction de l'impôt foncier aux fins des articles 30, 31 et 36 de la présente loi.

Prescriptions.

64. La prescription quinquennale et la prescription de quinze ans établies par les articles 275 et 272 du Code civil et déclarées applicables aux Dettes Unifiée et Privilégiée par le Décret du 17 juillet 1880, continueront à être applicables, la première aux intérêts des obligations des Dettes Ga-

rantie, Privilégiée et Unifiée, la seconde aux capitaux des mêmes obligations désignées par le tirage pour l'amortissement.

Les délais de prescription seront calculés d'après le calendrier Grégorien.

Le montant des intérêts et capitaux atteints par la prescription s'ajoutera aux fonds entre les mains de la Commission de la Dette affectés au service des dettes ci-dessus.

65. Les porteurs des titres des anciennes Dettes Privilégiée et Daïra Sanieh seront déchus, quinze ans après la date de la promulgation des Décrets du 7 juin 1890, ou du 5 juillet 1890, suivant le cas, relatifs à la conversion de ces dettes, du droit de réclamer les sommes ou les titres nouveaux qui pourront leur avoir été dus par suite du remboursement ou de la conversion de leurs anciens titres.

Toute somme, ainsi que tout titre devenant disponible par suite de ces prescriptions seront versés au Ministère des finances.

Abrogations.

66. Sont et demeureront abrogés, sous réserve des dispositions du second alinéa du présent article, les Décrets mentionnés à la première Annexe à la présente loi, ainsi que les articles de Décrets mentionnés à la seconde Annexe.

Néanmoins, aucune de ces abrogations n'aura pour effet :

1° De faire renaître à l'encontre du Gouvernement aucune action qui avait été annulée par l'un des Décrets ci-dessus mentionnés ou qui, immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente loi, serait prescrite ou périmée ;

2° De rendre aucune juridiction compétente pour connaître d'une réclamation dont, immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente loi, elle était incompétente pour connaître.

3° De remettre en vigueur aucune disposition antérieure de la loi abrogée par l'un des dits Décrets ;

4° D'interrompre aucune prescription.

Entrée en vigueur et Exécution.

67. La présente loi entrera en vigueur trente jours après sa promulgation au *Journal officiel*.

68. Nos ministres sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente loi.

SOUS-ANNEXE I

Liste des Décrets abrogés

DATE DU DÉCRET	OBJET
Le 6 avril, 1876.	Suspension de paiement de bons et assignations.
Le 2 Mai, 1876.	Instituant la Caisse de la Dette.
Le 7 Mai, 1876.	Unification de la Dette.
Le 25 Mai, 1876.	Règlement d'exécution du Décret du 7 mai 1876.
Le 18 Novembre, 1876.	Conversion de la Dette.
Le 6 Décembre, 1876.	Règlement d'exécution du Décret du 18 novembre 1876.
Le 15 Décembre, 1877.	Modification des époques du service de la Dette Unifiée.
Le 30 Mars, 1879.	Suspension du service de l'Emprunt 1864.
Le 22 avril, 1879.	Règlement des dettes du Gouvernement.
Le 25 Décembre, 1879.	Composition du Conseil d'Administration des Chemins de fer.
Le 3 Mars, 1880.	Suspension de l'amortissement de l'Emprunt 1864.
Le 31 Mars, 1880.	Instituant une Commission de Liquidation.
Le 26 Avril, 1880.	Paiement à 4 pour cent du coupon du 1 ^{er} mai 1880, de la Dette Unifiée.
Le 11 Mai, 1880.	Suspension du service de l'Emprunt 1867.
Le 6 Juillet, 1880.	Suspension du service de l'Emprunt 1865-66.
Le 12 Avril, 1885.	Retenue de 5 pour cent sur les coupons de la Dette jusqu'au 1 ^{er} juin 1885.
Le 27 Juillet, 1885.	Emprunt Garanti.
Le 28 Juillet, 1885.	Emission de l'Emprunt Garanti.
Le 22 Juin, 1886.	Emploi des sommes provenant de l'Emprunt Garanti.
Le 22 Juin, 1886.	Irrecevabilité de l'opposition au paiement des coupons et au remboursement des titres de la dette.
Le 12 avril, 1887.	Paiement des coupons des Dettes Privilégiée et Unifiée à Berlin en or.
Le 14 Juillet, 1887.	Autorisant les Commissaires de la Dette à fixer le change des paiements de la Dette à Paris et à Berlin.
Le 26 janvier, 1888.	Augmentation des dépenses administratives.
Le 2 Avril, 1888.	Augmentation des dépenses administratives pour le service de la Corvée.
Le 30 avril, 1888.	Emprunt de £ E. 2.000.000.
Le 12 Juillet 1888.	Constitution d'un fonds de réserve de £ E. 2.000.000.

DATE DU DÉCRET	OBJET
Le 14 Juin, 1889.	Augmentatton des dépenses administratives pour le service de la Corvée.
Le 19 Décembre, 1889.	Suppression de la Corvée.
Le 2 Juin, 1890.	Modification de la date à laquelle sera arrêté le compte des excédents des Revenus affectés.
Le 6 Juin, 1890.	Conversion des Dettes Privilégiée, Domaniale, et Daïra Sanieh.
Le 7 Juin, 1890.	Exécution de la conversion de la Dette Privilégiée.
Le 5 Juillet, 1890.	Exécution de la conversion de la Dette de la Daïra Sanieh.
Le 8 Novembre, 1890.	Dates du remboursement des Dette Privilégiée et Daïra Sanieh.
Le 13 Janvier, 1891.	Clôture des opérations de la conversion de la Dette Privilégiée.
Le 8 Décembre, 1891.	Augmentation des dépenses administratives pour l'assainissement de la ville du Caire.
Le 18 Mars, 1893.	Fixant à 4 1/4 pour cent le taux de la nouvelle Dette Domaniale.
Le 25 Mars, 1893.	Exécution de la conversion de la Dette Domaniale.
Le 29 Mai, 1893.	Date du remboursement de la Dette Domaniale.
Le 10 Février, 1894.	Prélèvement annuel de £ E. 5,000 sur le droit d'abatage.
Le 10 Décembre, 1894.	Affectation du droit de bacs sur les canaux.
Le 15 Mai, 1895.	Modification de l'Article 35 du Décret du 17 juillet 1880. Budget de la Commission de la Dette.
Le 26 Novembre, 1898.	Réduction de l'impôt foncier.
Le 13 Novembre, 1899.	Procédure pour les décisions de la Caisse de la Dette.
Le 20 Janvier, 1900.	Emploi des économies—remboursement et amortissement de la Dette Domaniale.
Le 12 Juillet, 1900.	Emprunt de £ E. 1,700,000,
Le 21 Mai, 1902.	Augmentation du budget des dépenses des chemins de fer.

SOUS-ANNEXE II

Liste des décrets abrogés en partie

DATE DU DÉCRET	OBJET	PARTIE ABROGÉE
Le 6 Janvier 1880.	Portant abrogation de la Moukalah.	Les Articles 3, 4.
Le 17 Juillet, 1880.	Loi de Liquidation	Les Articles 1-39, 63-98.
Le 8 Mars, 1891.	Loi sur les Patentes	L'Article 1, 2°, les Articles 2-29.
Le 26 décembre, 1891.	Rattachant au Gouvernorat d'Alexandrie le service des Contributions.....	L'Article 4.
Le 28 Janvier, 1892.	Portant suppression de la corvée, etc	Les articles 2, 3, 4, 6, 7.
Le 25 Décembre, 1894.	Portant prélèvement annuel de £ E. 40.000 sur les droits de phare, etc.....	L'Article 7.

FRANCE — GRANDE-BRETAGNE

Convention relative à Terre-Neuve signée à Londres le 8 avril 1904

Le Président de la République Française et Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, ayant résolu de mettre fin, par un arrangement amiable, aux difficultés survenues à Terre-Neuve, ont décidé de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs :

Le Président de la République Française, son Excellence M. Paul Cambon, Ambassadeur de la République Française près Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande et des Terri-

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and the President of the French Republic, having resolved to put an end, by a friendly Arrangement, to the difficulties which have arisen in New-foundland, have decided to conclude a Convention to that effect, and have named as their respective Plenipotentiaries :

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, the Most Honourable Henry Charles Keith Petty-Fitzmaurice,

toires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes ; et

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, le Très Honorable Henry Charles Keith Petty-Fitzmaurice, Marquis de Lansdowne, Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté au Département des Affaires Etrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit, sous réserve de l'approbation de leurs Parlements respectifs : —

ARTICLE I.

La France renonce aux privilèges établis à son profit par l'Article XIII du Traité d'Utrecht, et confirmés ou modifiés par des dispositions postérieures.

ARTICLE II.

La France conserve pour ses ressortissants, sur le pied d'égalité avec les sujets Britanniques, le droit de pêche dans les eaux territoriales sur la partie de la côte de Terre-Neuve comprise entre le Cap Saint-Jean et le Cap Raye en passant par le nord ; ce droit s'exercera pendant la saison habituelle de pêche finissant pour tout le monde le 20 Octobre de chaque année.

Les Français pourront donc y pêcher toute espèce de poisson, y compris la boëtte, ainsi que les crustacés. Ils pourront entrer dans tout port ou havre de cette côte et s'y procurer des approvisionnements ou de la boëtte et s'y abriter dans les mêmes conditions que les habitants de Terre-Neuve, en restant soumis aux Règlements locaux en vigueur ; ils pourront aussi pêcher à l'embouchure des rivières, sans toutefois pouvoir dépasser une

Marquess of Lansdowne, His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs ; and

The President of the French Republic, his Excellency M. Paul Cambon, Ambassador of the French Republic at the Court of His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India ;

Who, after having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed as follows, subject to the approval of their respective Parliaments : —

ARTICLE I

France renounces the privileges established to her advantage by Article XIII of the Treaty of Utrecht, and confirmed or modified by subsequent provisions.

ARTICLE II.

France retains for her citizens, on a footing of equality with British subjects, the right of fishing in the territorial waters on that portion of the coast of Newfoundland comprised between Cape St. John and Cape Ray, passing by the north ; this right shall be exercised during the usual fishing season closing for all persons on the 20th October of each year.

The French may therefore fish there for every kind of fish, including bait and also shell fish. They may enter any port or harbour on the said coast and may there obtain supplies or bait and shelter on the same conditions as the inhabitants of Newfoundland, but they will remain subject to the local Regulations in force ; they may also fish at the mouths of the rivers, but without going beyond a straight line drawn between the two extre-

ligne droite qui serait tirée de l'un à l'autre des points extrêmes du rivage entre lesquels la rivière se jette dans la mer.

Ils devront s'abstenir de faire usage d'engins de pêche fixes [« stake-nets and fixed engines »] sans la permission des autorités locales.

Sur la partie de la côte mentionnée ci-dessus, les Anglais et les Français seront soumis sur le pied d'égalité aux Lois et Règlements actuellement en vigueur ou qui seraient édictés, dans la suite, pour la prohibition, pendant un temps déterminé, de la pêche de certains poissons ou pour l'amélioration des pêcheries. Il sera donné connaissance au Gouvernement de la République française des Lois et Règlements nouveaux, trois mois avant l'époque où ceux-ci devront être appliqués.

La police de la pêche sur la partie de la côte susmentionnée, ainsi que celle du trafic illicite des liqueurs et de la contrebande des alcools, feront l'objet d'un Règlement établi d'accord entre les deux Gouvernements.

ARTICLE III

Une indemnité pécuniaire sera allouée par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique aux citoyens Français se livrant à la pêche ou à la préparation du poisson sur le « Treaty Shore », qui seront obligés soit d'abandonner les établissements qu'ils y possèdent, soit de renoncer à leur industrie, par suite de la modification apportée par la présente Convention à l'état de choses actuel.

Cette indemnité ne pourra être réclamée par les intéressés que s'ils ont exercé leur profession antérieurement à la clôture de la saison de pêche de 1903.

Les demandes d'indemnité seront soumises à un Tribunal Arbitral

mities of the banks, where the river enters the sea.

They shall not make use of stake nets or fixed engines without permission of the local authorities.

On the above-mentioned portion of the coast, British subjects and French citizens shall be subject alike to the laws and Regulations now in force, or which may hereafter be passed for the establishment of a close time in regard to any particular kind of fish, or for the improvement of the fisheries. Notice of any fresh laws or Regulations shall be given to the Government of the French Republic three months before they come into operation.

The policing of the fishing on the above-mentioned portion of the coast, and for prevention of illicit liquor traffic and smuggling of spirits, shall form the subject of Regulations drawn up in agreement by the two Governments.

ARTICLE III

A pecuniary indemnity shall be awarded by His Britannic Majesty's Government to the French citizens engaged in fishing or the preparation of fish on the « Treaty Shore », who are obliged, either to abandon the establishments they possess there, or to give up their occupation, in consequence of the modification introduced by the present Convention into the existing state of affairs.

This indemnity cannot be claimed by the parties interested unless they have been engaged in their business prior to the closing of the fishing season of 1903.

Claims for indemnity shall be submitted to an Arbitral Tribunal.

composé d'un officier de chaque nation, et en cas du désaccord, d'un sur-arbitre désigné suivant la procédure instituée par l'Article XXXII de la Convention de La Haye. Les détails réglant la constitution du Tribunal et les conditions des enquêtes à ouvrir pour mettre les demandes en état feront l'objet d'un Arrangement spécial entre les deux Gouvernements.

ARTICLE IV

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, reconnaissant qu'en outre de l'indemnité mentionnée dans l'Article précédent, une compensation territoriale est due à la France pour l'abandon de son privilège sur la partie de l'île de Terre-Neuve visée à l'Article II, convient avec le Gouvernement de la République Française, des dispositions qui font l'objet des Articles suivants : —

ARTICLE V

La frontière existant entre la Sénégalie et la Colonie Anglaise de la Gambie sera modifiée de manière à assurer à la France la possession de Yarboutenda et des terrains et points d'atterrissement appartenant à cette localité.

Au cas où la navigation maritime ne pourrait s'exercer jusque-là, un accès sera assuré en aval au Gouvernement Français sur un point de la Rivière Gambie qui sera reconnu d'un commun accord comme étant accessible aux bâtiments marchands se livrant à la navigation maritime.

Les conditions dans lesquelles seront réglés le transit sur la Rivière Gambie et ses affluents, ainsi que le mode d'accès au point qui viendrait à être réservé à la France, en exécution du paragraphe précédent, feront l'objet d'arrangements à

composed of an officer of each nation, and, in the event of disagreement, of an Umpire appointed in accordance with the procedure laid down by Article XXXII of The Hague Convention. The details regulating the constitution of the Tribunal and the conditions of the inquiries to be instituted for the purpose of substantiating the claims, shall form the subject of a special Agreement between the two Governments.

ARTICLE IV

His Britannic Majesty's Government, recognizing that, in addition to the indemnity referred to in the preceding Article, some territorial compensation is due to France in return for the surrender of her privilege in that part of the Island of Newfoundland referred to in Article II, agree with the Government of the French Republic to the provisions embodied in the following Articles : —

ARTICLE V

The present frontier between Senegambia and the English Colony of the Gambia shall be modified so as to give to France Yarboutenda and the lands and landing places belonging to that locality.

In the event of the river not being open to maritime navigation up to that point, access shall be assured to the French Government at a point lower down on the River Gambia, which shall be recognized by mutual agreement as being accessible to merchant ships engaged in maritime navigation.

The conditions which shall govern transit on the River Gambia and its tributaries, as well as the method of access to the point that may be reserved to France in accordance with the preceding paragraph, shall form the subject of

concerter entre les deux Gouvernements.

Il est, dans tous les cas, entendu que ces conditions seront au moins aussi favorables que celles du régime institué par application de l'Acte Général de la Conférence Africaine du 26 Février 1885, et de la Convention Franco-Anglaise du 14 juin, 1898, dans la partie Anglaise du bassin du Niger.

ARTICLE VI

Le groupe désigné sous le nom d'Iles de Los, et situé en face de Konakry, est cédé par Sa Majesté Britannique à la France.

ARTICLE VII

Les personnes nées sur les territoires cédés à la France par les Articles V et VI de la présente Convention pourront conserver la nationalité Britannique moyennant une déclaration individuelle faite à cet effet devant l'autorité compétente par elles-mêmes, ou, dans le cas d'enfants mineurs, par leurs parents ou tuteurs.

Le délai dans lequel devra se faire la déclaration d'option prévue au paragraphe précédent sera d'un an, à dater du jour de l'installation de l'autorité française sur le territoire où seront nées les dites personnes.

Les lois et coutumes indigènes actuellement en vigueur seront respectées autant que possible.

Aux Iles de Los, et pendant une période de trente années à partir de l'échange des ratifications de la présente Convention, les pêcheurs anglais bénéficieront en ce qui concerne le droit d'ancrage par tous les temps, d'approvisionnement et d'aiguade, de réparation, de transbordement de marchandises, de vente de poisson, de descente à terre et de séchage des filets, du

future agreement between the two Governments.

In any case, it is understood that these conditions shall be at least as favourable as those of the system instituted by application of the General Act of the African Conference of the 26th February, 1885, and of the Anglo-French Convention of the 14th June, 1898, to the English portion of the basin of the Niger.

ARTICLE VI

The group known as the Iles de Los, and situated opposite Konakry, is ceded by His Britannic Majesty to France.

ARTICLE VII

Persons born in the territories ceded to France by Articles V and VI of the present Convention may retain British nationality by means of an individual declaration to that effect, to be made before the proper authorities by themselves, or, in the case of children under age, by their parents or guardians.

The period within which the declaration of option referred to in the preceding paragraph must be made, shall be one year, dating from the day on which French authority shall be established over the territory in which the persons in question have been born.

Native laws and customs now existing will, as far as possible, remain undisturbed.

In the Iles de Los, for a period of thirty years from the date of exchange of the ratifications of the present Convention, British fishermen shall enjoy the same rights as French fishermen with regard to anchorage in all weathers, to taking in provisions and water, to making repairs, to transshipment of goods, to the sale of fish, and to the landing and drying of nets, provided

même régime que les pêcheurs français, sous réserve, toutefois, par eux de l'observation des prescriptions édictées dans les Lois et Règlements français qui y seront vigueur.

ARTICLE VIII

A l'est du Niger, et sous réserve des modifications que pourront y comporter les stipulations insérées au dernier paragraphe du présent Article, le tracé suivant sera substitué à la délimitation établie entre les possessions Françaises et Anglaises par la Convention du 14 juin 1898 :—

Partant du point sur la rive gauche du Niger indiqué à l'Article III de la Convention du 14 juin 1898, c'est-à-dire, la ligne médiane du Dallul-Maouri, la frontière suivra cette ligne médiane jusqu'à sa rencontre avec la circonférence d'un cercle décrit du centre de la ville de Sokoto avec un rayon de 160.932 mètres (100 milles). De ce point, elle suivra l'arc septentrional de ce cercle jusqu'à un point situé à 5 kilomètres au sud du point d'intersection avec le dit arc de cercle de la route de Dosso à Matankari par Maourédé.

Elle gagnera de là, en ligne droite, un point situé à 20 kilomètres au nord de Konni (Birni-N'Kouni), puis de là, également en ligne droite, un point situé à 15 kilomètres au sud de Maradi, et rejoindra ensuite directement l'intersection du parallèle 13° 20' de latitude nord avec un méridien passant à 70 milles à l'est de la seconde intersection du 14° degré de latitude nord avec l'arc septentrional du cercle précité.

De là, la frontière suivra, vers l'est, le parallèle 13° 20' de latitude nord jusqu'à sa rencontre avec la rive gauche de la Rivière Komadougou Ouobé (Komadugu Waube),

always that they observe the conditions laid down in the French Laws and Regulations which may be in force there.

ARTICLE VIII

To the east of the Niger the following line shall be substituted for the boundary fixed between the French and British possessions by the Convention of the 14th June, 1898, subject to the modifications which may result from the stipulations introduced in the final paragraph of the present Article.

Starting from the point on the left bank of the Niger laid down in Article III of the Convention of the 14th June, 1898, that is to say, the median line of the Dallul Mauri, the frontier shall be drawn along this median line until it meets the circumference of a circle drawn from the town of Sokoto as a centre, with a radius of 160.932 mètres (100 miles). Thence it shall follow the northern arc of this circle to a point situated 5 kilomètres south of the point of intersection of the abovementioned arc of the circle with the route from Dosso to Matankari via Maourédé.

Thence it shall be drawn in a direct line to a point 20 kilomètres north of Konni (Birni-N'Kouni), and then in a direct line to a point 15 kilomètres south of Maradi, and thence shall be continued in a direct line to the point of intersection of the parallel of 13° 20' north latitude with a meridian passing 70 miles to the east of the second intersection of the 14th degree of north latitude and the northern arc of the above mentioned circle.

Thence the frontier shall follow in an easterly direction the parallel of 13° 20' north latitude until it strikes the left bank of the River Komadugu Waubé (Komadougou Ouobé)

dont elle suivra le thalweg jusqu'au Lac Tchad. Mais si, avant de rencontrer cette rivière, la frontière arrive à une distance de 5 kilomètres de la route de caravane de Zinder à Yo, par Soua Kololoua (Sua Kololoua), Adeber et Kabi, la frontière sera tracée à une distance de 5 kilomètres au sud de cette route jusqu'à sa rencontre avec la rive gauche de la Rivière Komadougou Ouobé (Komadugu Waube), étant toutefois entendu que si la frontière ainsi tracée venait à traverser un village, ce village, avec ses terrains, serait attribué au Gouvernement auquel se rattacherait la partie majeure du village et de ses terrains. Elle suivra ensuite, comme ci-dessus, le thalweg de la dite rivière jusqu'au Lac Tchad.

De là elle suivra le degré de latitude passant par le thalweg de l'embouchure de la dite rivière jusqu'à son intersection avec le méridien passant à 35' est du centre de la ville de Kouka, puis ce méridien vers le sud jusqu'à son intersection avec la rive sud du Lac Tchad.

Il est convenu, cependant, que lorsque les Commissaires des deux Gouvernements qui procèdent en ce moment à la délimitation de la ligne établie dans l'Article IV de la Convention du 14 juin 1898, seront revenus et pourront être consultés, les deux Gouvernements prendront en considération toute modification à la ligne-frontière ci-dessus qui semblerait désirable pour déterminer la ligne de démarcation avec plus de précision. Afin d'éviter les inconvénients qui pourraient résulter de part et d'autre d'un tracé qui s'écarterait des frontières reconnues et bien constatées, il est convenu que, dans la partie du tracé où la frontière n'est pas déterminée par les routes commerciales, il sera tenu compte des divisions politi-

the thalweg of which it will then follow to Lake Chad. But, if before meeting this river the frontier attains a distance of 5 kilometres from the caravan route from Zinder to Yo, through Sua Kololoua (Sua Kololoua), Adeber, and Kabi, the boundary shall then be traced at a distance of 5 kilometres to the south of this route until it strikes the left bank of the River Komadugu Waubé (Komadougou Ouobé) it being nevertheless understood that, if the boundary thus drawn should happen to pass through a village, this village, with its lands, shall be assigned to the Government to which would fall the larger portion of the village and its lands. The boundary will then, as before, follow the thalweg of the said river to Lake Chad.

Thence it will follow the degree of latitude passing through the thalweg of the mouth of the said river up to its intersection with the meridian running 35' east of the centre of the town of Kouka, and will then follow this meridian southwards until it intersects the southern shore of Lake Chad.

It is agreed, however, that, when the Commissioners of the two Governments at present engaged in delimiting the line laid down in Article IV of the Convention of the 14th June, 1898, return home and can be consulted, the two Governments will be prepared to consider any modifications of the above frontier line which may seem desirable for the purpose of determining the line of demarcation with greater accuracy. In order to avoid the inconvenience to either party which might result from the adoption of a line deviating from recognized and well-established frontiers, it is agreed that in those portions of the projected line where the frontier is not determined by the trade routes, regard shall be

ques actuelles des territoires, de façon à ce que les tribus relevant des territoires de Tessaoua-Maradi et Zinder soient, autant que possible, laissées à la France, et celles relevant des territoires de la zone Anglaise soient, autant que possible, laissées à la Grande-Bretagne.

Il est en outre entendu que, sur le Tchad, la limite sera, s'il est besoin, modifiée de façon à assurer à la France une communication en eau libre en toute saison entre ses possessions du nord-ouest et du sud-est du Lac, et une partie de la superficie des eaux libres du Lac au moins proportionnelle à celle qui lui était attribuée par la carte formant l'Annexe N° 2 de la Convention du 14 juin 1898.

Dans la partie commune de la Rivière Komadougou, les populations riveraines auront égalité de droits pour la pêche.

ARTICLE IX

La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées, à Londres, dans le délai de huit mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi son Excellence l'Ambassadeur de la République Française près Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, et le Principal Secrétaire d'Etat pour les Affaires Etrangères de Sa Majesté Britannique, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Londres, en double expédition, le 8 avril, 1904.

(L. S.) PAUL CAMBON.

had to the present political divisions of the territories so that the tribes belonging to the territories of Tessaoua-Maradi and Zinder shall, as far as possible, be left to France, and those belonging to the territories of the British zone shall, as far as possible, be left to Great Britain.

It is further agreed that on Lake Chad, the frontier line shall, if necessary, be modified so as to assure to France a communication through open water at all seasons between her possessions on the north-west and those on the south-east of the Lake, and a portion of the surface of the open waters of the Lake at least proportionate to that assigned to her by the map forming Annex 2 of the Convention of the 14th June, 1898.

In that portion of the River Komadugu which is common to both parties, the populations on the banks shall have equal rights of fishing.

ARTICLE IX

The present Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged, at London, within eight months, or earlier if possible.

In witness whereof his Excellency the Ambassador of the French Republic at the Court of His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India and His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, duly authorized for that purpose, have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done at London, in Duplicate, the 8th day of April, 1904.

(L. S.) LANSDOWNE.

FRANCE — GRANDE-BRETAGNE

Déclaration concernant le Siam, Madagascar et les Nouvelles-Hébrides.

I. — SIAM

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique et le Gouvernement de la République Française maintiennent les Articles 1 et 2 de la Déclaration signée à Londres le 15 janvier, 1896, par le Marquis de Salisbury, Principal Secrétaire d'Etat pour les Affaires Etrangères de Sa Majesté Britannique à cette époque, et le Baron de Courcel, Ambassadeur de la République Française près Sa Majesté Britannique à cette époque.

Toutefois, en vue de compléter ces dispositions, ils déclarent d'un commun accord que l'influence de la Grande-Bretagne sera reconnue par la France sur les territoires situés à l'ouest du bassin de la Meïnam, et celle de la France sera reconnue par la Grande-Bretagne sur les territoires situés à l'est de la même région, toutes les possessions Siamaises à l'est et au sud-est de la zone susvisée et les îles adjacentes relevant ainsi désormais de l'influence Française et, d'autre part, toutes les possessions Siamaises à l'ouest de cette zone et du Golfe de Siam, y compris la Péninsule Malaise et les îles adjacentes relevant de l'influence anglaise.

Les deux Parties Contractantes, écartant d'ailleurs toute idée d'annexion d'aucun territoire Siamois, et résolues à s'abstenir de tout acte qui irait à l'encontre des dispositions des Traités existants, conviennent que, sous cette réserve et en regard de l'un et de l'autre, l'action respective des deux Gouvernements s'exercera librement sur chacune des deux sphères d'influence ainsi définies.

Declaration concerning Siam, Madagascar, and the New Hebrides.

I. — SIAM

The Government of His Britannic Majesty and the Government of the French Republic confirm Articles I and 2 of the Declaration signed in London on the 15th January, 1896, by the Marquess of Salisbury, then Her Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, and Baron de Courcel, then Ambassador of the French Republic at the Court of Her Britannic Majesty.

In order, however, to complete these arrangements, they declare by mutual agreement that the influence of Great Britain shall be recognized by France in the territories situated to the west of the basin of the River Menam, and that the influence of France shall be recognized by Great Britain in the territories situated to the east of the same region, all the Siamese possessions on the east and south-east of the zone above described and the adjacent islands coming thus henceforth under French influence, and, on the other hand, all Siamese possessions on the west of this zone and of the Gulf of Siam, including the Malay Peninsula and the adjacent islands, coming under English influence.

The two Contracting Parties, disclaiming all idea of annexing any Siamese territory, and determined to abstain from any act which might contravene the provisions of existing Treaties, agree that, with this reservation, and so far as either of them is concerned, the two Governments shall each have respectively liberty of action in their spheres of influence as above defined.

II. — MADAGASCAR

En vue de l'Accord en préparation sur les questions de juridiction et du service postal à Zanzibar, et sur la côte adjacente, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique renonce à la réclamation qu'il avait formulée contre l'introduction du Tarif Douanier établi à Madagascar après l'annexion de cette île à la France. Le Gouvernement de la République Française prend acte de cette Déclaration.

III. — NOUVELLES-HÉBRIDES

Les deux Gouvernements conviennent de préparer de concert un Arrangement qui, sans impliquer aucune modification dans le *statu quo* politique, mette fin aux difficultés résultant de l'absence de juridiction sur les indigènes des Nouvelles-Hébrides.

Ils conviennent de nommer une Commission pour le règlement des différends fonciers de leurs ressortissants respectifs dans les dites îles. La compétence de cette Commission et les règles de sa procédure feront l'objet d'un Accord préliminaire entre les deux Gouvernements.

En foi de quoi le Principal Secrétaire d'Etat pour les Affaires Etrangères de Sa Majesté Britannique et son Excellence l'Ambassadeur de la République Française près Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au-delà des Mers, Empereur des Indes, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Déclaration, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Londres, en double expédition, le 8 Avril 1904.

(L. S.) PAUL CAMBON.

II. — MADAGASCAR

In view of the Agreement now in negotiation on the questions of jurisdiction and the postal service in Zanzibar, and on the adjacent coast, His Britannic Majesty's Government withdraw the protest which they had raised against the introduction of the Customs Tariff established at Madagascar after the annexation of that Island to France. The Government of the French Republic take note of this Declaration.

III. — NEW HEBRIDES

The two Governments agree to draw up in concert an Arrangement which, without involving any modification of the political *status quo* shall put an end to the difficulties arising from the absence of jurisdiction over the natives of the New-Hebrides.

They agree to appoint a Commission to settle the disputes of their respective nationals in the said islands with regard to landed property. The competency of this Commission and its rules of procedure shall form the subject of a preliminary Agreement between the two Governments.

In witness whereof His Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs and his Excellency the Ambassador of the French Republic at the Court of His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, duly authorized for that purpose have signed the present Declaration and have affixed thereto their seals.

Done at London, in duplicate, the 8th day of April, 1904.

(L. S.) LANSDOWNE.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

AFFAIRES DE VENEZUELA ⁽¹⁾

(Suite) ⁽²⁾

ANNEXE 7 DU N° 99.

Déposition de Charles Grant, Guyane Britannique, Comté de Demerary.

Moi, Charles Grant, de Pomeroon, dans le Comté d'Essequiba, déclare solennellement et sincèrement ce qui suit :

1. Je suis marin de profession et j'ai été engagé par Antonio Gonsalves Jardim, comme matelot sur le sloop *Indiana*.

2. Le 13 décembre 1901, j'ai quitté Georgetown sur ledit sloop, qui se rendait à Morawhanna, dans le comté d'Essequiba.

3. En arrivant à Morawhanna, toutes les marchandises se trouvant à bord ont été délivrées à des boutiquiers de cette localité.

4. Nous avons alors descendu la rivière Barima, pour aller livrer des barils vides à certaines concessions sur le côté vénézuélien de la frontière.

5. Il est faux que des marchandises aient été transbordées dans de petites embarcations pour être introduites sur le territoire d'Amacuru.

6. Le 16 décembre 1901, le Secrétaire du Gouvernement du territoire d'Amacuru est venu à bord du sloop avec plusieurs hommes armés.

Le Capitaine du sloop se trouvait à terre.

7. Ledit Secrétaire m'envoya chercher le Capitaine.

8. Quand le Capitaine vint à bord, le Secrétaire lui demanda s'il avait des papiers l'autorisant à trafiquer avec le Venezuela.

9. Le Capitaine répondit qu'il avait apporté des barils vides pour les colons. Sur ce, le Secrétaire l'accusa d'avoir débarqué des marchandises de contrebande en territoire vénézuélien ; le Capitaine nia ce fait.

(1) Livre bleu anglais. Venezuela, I, 1903.

(2) *Arch. Diplom.*, 1904, T I, n° 3, p. 280 et suiv.

10. Le Secrétaire saisit alors le sloop, et il contraignit l'équipage à manœuvrer sous la direction de ses hommes. Ces derniers nous menacèrent de nous fusiller si nous refusions.

11. Tandis que le sloop faisait route pour Amacuru, le Capitaine s'échappa dans un canot, pendant la nuit.

12. Le sloop fut conduit à Amacuru, où il fut mis à l'ancre. Pendant qu'il s'y trouvait, j'ai vu le propriétaire, M. Jardim, venir à Amacuru.

13. Une nuit, un nègre armé d'un fusil à baïonnette, — l'un des hommes qui étaient déjà venus sur le sloop avec le Secrétaire du Gouvernement lors de la capture, — monta à bord. Il me dit, ainsi qu'à un autre matelot du sloop, nommé Joseph Nickson, qu'il avait l'ordre de conduire le navire à Bolivar, et que nous devions faire la manœuvre. Nous protestâmes, disant qu'il nous fallait rentrer à Morawhama, Alors le nègre nous menaça de nous fusiller si nous refusions de lui obéir.

14. Nous levâmes donc l'ancre sur l'ordre de ce nègre. Pendant que nous accomplissions cette besogne, ce dernier faisait un grand vacarme, en brandissant son coutelas, sous prétexte de couper les herbes qui entouraient le sloop.

15. Personne ne s'aperçut de notre départ, bien qu'il y eût un beau clair de lune, parce que les herbes qui entouraient le sloop faisaient continuellement déraiper notre ancre, à la marée descendante.

16. Quand nous fûmes en route, le nègre, qui avait pris le commandement du sloop, nous déclara qu'il se rendait à Trinidad. Comme nous refusions de nouveau de nous y rendre, il nous menaça encore de tirer sur nous.

17. Ce nègre ne connaissait pas la côte et n'était pas capable de gouverner le sloop ; aussi, bientôt après que nous eûmes quitté la rivière, notre bateau s'échoua sur un banc de sable.

18. Toutes les tentatives pour le remettre à flot restèrent vaines, et nous nous éloignâmes dans une embarcation, après avoir passé quatre jours sur le banc. Pendant ce temps, nous avions épuisé toutes nos provisions.

19. Le nègre nous ordonna de le conduire à Trinidad, sous menace de tirer sur nous en cas de refus.

20. — Nous nous arrê tâmes dans une île, où le nègre recueillit des renseignements sur la route à suivre pour atteindre Trinidad. Il n'y avait que des Indiens dans cette île, et ils nous donnèrent un peu de « cassava ».

21. Le nègre nous contraignit alors de retourner sur le sloop, Il en enleva les voiles, les cordages et la boussole, qu'il transporta dans le canot. Nous partîmes alors pour Trinidad, sans provisions d'aucune sorte.

22. L'embarcation marchait à la voile ; le nègre avait mis à bord une petite voile, avant notre départ d'Amacuru.

23. Ce nègre est le même qui a été accusé d'avoir violenté une jeune fille indienne.

24. Nous mîmes un jour et une nuit pour atteindre Trinidad.

25. Nous abordâmes à Trinidad, dans une petite localité située à quatre

heures de marche environ de Cedras. Là, le nègre donna la boussole en gage à un boutiquier, contre du pain et du fromage, qu'il partagea entre nous.

26. Le gardien de cette localité remisa notre bateau dans son hangar, et prit le fusil du nègre : puis il nous conduisit à Cedras, où il nous remit entre les mains du sergent de garde à la station de police.

27. Le sergent nous emmena chez le magistrat de Cedras, qui reçut la déposition écrite du nègre.

28. Celui-ci déclara au magistrat qu'il avait acheté le sloop d'un Espagnol à Amacuru, et que la tempête l'ayant fait déraper de son ancre, le bateau s'était échoué sur un banc de sable ; il ajouta qu'il avait perdu, par suite de cette circonstance, ses vêtements et son argent.

29. Il est faux que nous ayons été assaillis par une tempête. Le bateau s'est échoué par suite de l'ignorance du nègre, qui avait pris le commandement et était à la barre. Il se tenait trop près de la côte.

30. Le magistrat de Cedras nous envoya à Port-of-Spain.

31. De Port-of-Spain, le nègre a été renvoyé à Cedras, à cause du bateau. Quant à nous, le Gouvernement nous a fait conduire à Georgetown, par le vapeur.

32. Je n'ai plus revu le nègre depuis son renvoi à Cedras.

33. L'autre matelot et moi nous n'avions pas dit la vérité au gardien ni au magistrat, parce que le nègre nous avait défendu de parler et que nous avions peur de lui.

Je fais cette déclaration, la croyant véritable en toute conscience, et conformément à la loi de 1883, sur les déclarations légales.

(Signé) : Charles GRANT.

X Sa marque.

Déclaré en cette ville de Georgetown, ce 16 mai 1902,

Devant moi,

(Signé) : A. E. MANNING,
Commissaire des Affidavits.

ANNEXE 8 DU N° 99.

Le Gouverneur Sir J. Swettenham à M. Chamberlain.

Hôtel du Gouvernement, Georgetown, (Demerara) le 31 mai 1902.

Monsieur,

Comme suite à la correspondance antérieure, j'ai l'honneur de vous transmettre les copies ci-jointes de deux lettres que j'ai reçues du Ministre britannique à Caracas, au sujet de la saisie du sloop *Indiana*, par les autorités vénézuéliennes.

2. Je vous prie de vouloir bien, si toutefois vous le jugez à propos, appuyer par une remontrance au Ministère des Affaires étrangères, la demande de dommages-intérêts formulée par le propriétaire de l'*Indiana*, demande dont copie vous a été transmise par ma dépêche n° 99, du 22 mars.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : J. A. SWETTENHAM.

ANNEXE 9 DU N° 99.

M. Haggard au Gouverneur Sir J. Swettenham.

Caracas, le 16 mai 1902.

Monsieur,

Je voulais profiter de la première occasion favorable pour présenter au Gouvernement vénézuélien la demande d'indemnité du propriétaire de l'*Indiana*, pour la perte de son navire causée par les fonctionnaires dudit Gouvernement.

Il s'est produit récemment ici, un changement de Ministère, et je ne suis pas certain que cette circonstance puisse être considérée comme l'occasion favorable que j'attendais. Toutefois, comme il peut être utile que la réclamation soit au moins enregistrée, je l'ai adressée au Gouvernement vénézuélien par une note dont j'ai l'honneur de vous transmettre la copie ci-incluse.

Les copies de documents que j'ai cru suffisants, quant à présent, de communiquer au Gouvernement vénézuélien, sont :

1° La pétition d'Antonio Gonsalves Jardim ;

2° La déclaration d'Antonio Gonsalves Jardim, en date du 15 mars 1902 annexée à la dépêche de Votre Excellence du 21 mars 1902 ;

6° La déclaration de Nathaniel Roberts, en date du 16 avril 1902, annexée à la dépêche de Votre Excellence du 23 écoulé.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : W. H. D. HAGGARD.

N° 100. — Le Ministère des Colonies aux Ministère des Affaires Étrangères.

Downing-Street, le 8 juillet 1902. (reçu le 9 juillet).

Monsieur,

Je suis chargé par M. le Secrétaire d'Etat Chamberlain, de vous accuser réception de la lettre du Ministère des Affaires étrangères, du 1^{er} courant, relative à la destruction du navire britannique *In Time*, qui aurait été opérée à Pedernales par la canonnière vénézuélienne *Crespo*.

M. Chamberlain approuve les instructions que lord Lansdowne propose d'adresser à M. Haggard. Dès qu'il aura appris que ces instructions ont été envoyées, il fera parvenir un télégramme semblable au Gouverneur de Trinidad.

Je suis, etc.

(Signé) : C. P. LUCAS.

N° 101. — Le Ministère des Colonies au Ministère des Affaires Étrangères.

Downing-Street le 9 juillet 1902 (reçu le 10 juillet).

Monsieur,

Je suis chargé par M. le Secrétaire d'Etat Chamberlain, de vous accuser

réception de la lettre du Ministère des Affaires étrangères, en date du 4 courant, relative à la conduite du consul vénézuélien à Port-of-Spain.

Je suis également chargé de vous dire que M. Chamberlain approuve les instructions que le Marquis de Lansdowne propose d'adresser au Ministre de Sa Majesté à Caracas, au sujet de cette affaire.

Je suis, etc.,

(Signé) : C. P. LUCAS.

N° 102. — Le Marquis de Lansdowne à M. Haggard.

Ministère des Affaires Étrangères, le 10 juillet 1902.

(Télégramme)

J'ai reçu vos dépêches des 31 mai et 14 juin. Je vous prie de présenter au Gouvernement Vénézuélien une protestation contre les agissements de M. Figueredo, son consul à Port-of-Spain. Vous devrez déclarer, en même temps, que l'exéquateur ne lui sera pas accordé à moins qu'il ne nous soit fourni des assurances satisfaisantes au sujet de sa conduite future.

N° 103. — Le Marquis de Lansdowne à M. Haggard.

Ministère des Affaires-Étrangères, le 11 juillet 1902.

(Télégramme)

Je vous prie d'avertir le Gouvernement Vénézuélien, que le Gouvernement de Sa Majesté pourra se voir contraint de cesser d'accorder aux croiseurs vénézuéliens l'hospitalité des ports britanniques, si le Gouvernement vénézuélien n'est pas en mesure d'établir l'inexactitude des rapports relatifs à la destruction du navire *In-Time*.

N° 104. — Le Ministère des Affaires Étrangères au Ministère des Colonies.

Ministère des Affaires Étrangères, le 14 juillet 1902.

Monsieur,

Je suis chargé par le Marquis de Lansdowne de vous accuser réception de votre lettre du 4 courant, contenant des copies de dépêches du Gouverneur de la Guyane britannique, au sujet de la saisie du sloop britannique *Indiana* sur la rivière Barima, par les autorités vénézuéliennes.

J'ai à vous transmettre, en même temps, pour l'édification de M. le Secrétaire d'Etat Chamberlain la copie d'une nouvelle dépêche de M. Haggard, ministre de Sa Majesté à Caracas, lequel déclare qu'il lui est impossible d'obtenir du Gouvernement vénézuélien une réponse à la dernière communication qu'il lui a adressée à ce sujet.

Dans ces conditions, et vu la situation politique actuelle au Venezuela, il semble à Lord Lansdowne qu'aucune mesure nouvelle ne saurait être prise utilement en cette affaire, jusqu'à ce que le résultat des représentations de M. Haggard soit connu.

Je suis, etc.

(Signé) : F. H. VILLERS.

N° 105. — M. Haggard au Marquis de Lansdowne.

Caracas, le 24 juin 1902 (reçu le 16 juillet).

Monseigneur,

J'ai l'honneur de vous adresser la copie ci-incluse d'une note que j'ai remise au Ministre vénézuélien des Affaires étrangères au sujet de l'affaire du *In-Time*.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : W. H. D. HAGGARD.

ANNEXE DU N° 105.

M. Haggard au Général Ferrer.

Caracas, le 21 juin 1902.

Monsieur le Ministre,

J'ai le regret d'avoir à porter les faits suivants à la connaissance du Gouvernement vénézuélien :

Vers le 1^{er} mai, la canonnière vénézuélienne *Général Crespo*, d'après le témoignage sous serment de Joachim Rodriguez, conforme d'ailleurs au bruit public, était à Pédernales, où se trouvait également le navire britannique *In-Time*, dont les voiles étaient carguées. Plusieurs hommes de l'équipage du *Général Crespo* se sont rendus à bord du *In-Time* et ont hissé l'ancre de ce navire, qui est alors parti à la dérive et a coulé à un demi-mille de son mouillage primitif.

Il ne semble pas y avoir eu la moindre provocation pour motiver cet acte, et j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de vouloir bien me faire connaître quelles mesures le Gouvernement vénézuélien, compte prendre au sujet de cette destruction, sans raison plausible, d'un navire britannique par une canonnière vénézuélienne.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : W. H. D. HAGGARD.

(A suivre).

MANDCHOURIE ET NIOU-TCHOUANG

Correspondance relative à l'occupation de la Mandchourie et du Niou-Tchouang par les Russes ⁽¹⁾

Suite ⁽²⁾

N° 11. — Sir C. Scott au Marquis de Lansdowne.

Saint-Pétersbourg le 6 février 1901 (reçu le 11).

Monseigneur,

J'ai l'honneur de vous informer que j'ai eu aujourd'hui, tout en évitant de paraître demander des explications sur les agissements de la Russie en Mandchourie, l'occasion d'apprendre du comte Lamsdorff quelles déclarations, conformes à la réalité des faits, pourraient être formulés au sujet de la convention relative à la Mandchourie méridionale qui a été, a-t-on assuré, conclue entre la Russie et la Chine, dans le cas où le Gouvernement de Sa Majesté serait interpellé au Parlement sur cette question.

Le comte Lamsdorff m'a donné spontanément la version exacte de ce qui s'est passé.

Il m'a dit que d'après les informations qu'il avait lues dans la presse et qui donneraient probablement lieu à des interpellations au Parlement, on avait représenté la Russie comme ayant conclu, ou étant en pourparlers pour conclure avec la Chine une convention ou un accord permanent qui conférerait à la Russie des droits nouveaux et une sorte de protectorat sur la Mandchourie méridionale.

Cette assertion, m'a affirmé le comte Lamsdorff, est complètement fausse, et la seule origine de ce bruit a dû être le fait que les autorités militaires russes qui étaient chargées d'occuper temporairement et de pacifier cette province, ont été amenées, en rétablissant les autorités chinoises dans leurs anciens postes, à arrêter, avec les autorités civiles locales, les termes d'un *modus vivendi* entre les autorités russes et chinoises pour la durée de leur présence simultanée dans la Mandchourie méridionale, et ce, dans le but d'empêcher le retour des troubles au voisinage de la frontière russe et d'assurer la protection du chemin de fer, de cette frontière jusqu'à Port-Arthur.

Quelques-unes des clauses du *modus vivendi* proposé ont été soumises à l'examen du Cabinet de Saint-Pétersbourg, mais aucune convention ni

(1) China, N° 2, 1904. Correspond. respect. The Russian occupation of Manchuria and Newchwang. (Présenté au Parlement en février 1904).

(2) V° Arch, Diplom., 1904, tome 89, N° 3, p. 307 et suiv.

aucun accord avec le Gouvernement central de la Chine, ou offrant un caractère permanent, n'a été conclu au sujet de la Mandchourie ; l'Empereur n'a nulle intention de se départir en quoi que ce soit des assurances qu'il a publiquement données et d'après lesquelles la Mandchourie sera replacée exactement dans la même situation qu'elle occupait précédemment dans l'Empire chinois, dès que les circonstances le permettront.

La Russie se trouve, en ce qui concerne la fixation d'une date définitive pour l'évacuation de la Mandchourie dans la même situation que les alliés en ce qui concerne l'évacuation de Pékin et de la province de Petchili.

Quand arrivera le moment de l'évacuation définitive et complète de la Mandchourie, la Russie devra obtenir du Gouvernement central chinois une garantie effective contre le renouvellement de l'agression qui a eu lieu récemment sur sa frontière et la destruction de son chemin de fer ; mais elle n'a nullement l'intention de chercher cette garantie dans l'acquisition d'un territoire quelconque ou d'un protectorat plus ou moins déguisé avec la Mandchourie. Son but consiste simplement à assurer, pour l'avenir, l'observation fidèle par la Chine des clauses du traité qu'elle s'est montrée impuissante à remplir pendant les troubles.

Les conditions de cette garantie pourront peut-être faire l'objet de pourparlers ici, entre le comte Lamsdorff et le Ministre de Chine, ou bien être discutées seulement à Pékin.

Quoi qu'il en soit, on peut déclarer confidentiellement que les arrangements qui ont donné lieu aux informations répandues par la presse présentent simplement le caractère temporaire d'un *modus vivendi* entre les autorités militaires russes et les autorités civiles locales dans la Mandchourie méridionale, qu'aucun traité ou accord n'a été conclu avec le Gouvernement central de la Chine, dans le but d'apporter quelque changement dans la situation qu'occupait antérieurement au point de vue international cette province, qui sera rendue à la Chine dès que les mesures temporaires prises par les autorités militaires russes prendront fin, et que tout à Nioutchouang et ailleurs, sera remis dans son état primitif.

Je suis, etc.,

(Signé) : Charles S. SCOTT.

N° 12. — Le Marquis de Lansdowne à Sir F. Lascelles.

Ministère des Affaires Étrangères, le 12 février 1901.

Monsieur,

Le baron Eckardstein m'a informé aujourd'hui, comme suite à la conversation que j'ai eue avec lui le 7 courant et qui a été rapportée dans ma dépêche du même jour à Votre Excellence, que le Gouvernement allemand inviterait son Ministre à Pékin à adresser au Gouvernement chinois un avis conçu dans les termes suivants :

Selon l'opinion du Gouvernement impérial, le Gouvernement chinois ne doit conclure avec aucune Puissance, des traités particuliers relatifs à des questions territoriales ou financières avant qu'il puisse connaître exactement quelles sont ses obligations vis-à-vis de l'ensemble des Puissances, et qu'il se soit engagé, à les exécuter.

Le Gouvernement allemand communiquera cet avis à son Ministre à Tokio et, de même au Ministre de Chine à Berlin.

J'ai exprimé ma satisfaction en apprenant que le Gouvernement allemand était disposé à adopter cette mesure. Bien que la formule employée diffère quelque peu de celle que nous avons proposée, il me semble que les deux communications concordent, en principe, et je suis persuadé qu'elles produiront un effet salutaire.

Je suis, etc.,

(Signé): LANSDOWNE.

N° 13. — **Le Marquis de Lansdowne à Sir E. Satow.**

Ministère des Affaires Étrangères, le 13 février 1901.

(Télégramme)

Convention russo-chinoise relative à la Mandchourie.

Le Gouvernement allemand informera le Gouvernement chinois que celui-ci ne doit, selon l'opinion du Gouvernement impérial, conclure des traités particuliers relatifs à des questions territoriales ou financière avec aucune Puissance, avant qu'il puisse connaître exactement quelles sont ses obligations vis-à-vis de l'ensemble des Puissances et qu'il se soit engagé à les exécuter.

J'ai informé le Ministre de Chine qu'une convention comme celle qui a été, assure-t-on, conclue au sujet de la Mandchourie constituerait, dans l'opinion du Gouvernement de Sa Majesté, une source de danger pour le Gouvernement chinois et qu'aucun accord concernant des droits territoriaux dans l'Empire chinois ne doit être conclu entre le Gouvernement chinois et aucune Puissance en particulier.

Je vous prie d'adresser au Gouvernement chinois une communication conçue dans les mêmes termes que celle faite par moi au Ministre de Chine.

(Transmis également à Tokio).

N° 14. — **Sir. E. Satow au Marquis de Lansdowne.**

Pékin, le 27 février 1901 (reçu le même jour).

(Télégramme)

Voici quelles sont, d'après ce que j'apprends, les dispositions du traité auquel le gouvernement russe presse le Ministre chinois à Saint-Petersbourg de donner son adhésion :

1. Restitution de la Mandchourie à la Chine.
2. Jusqu'à ce que les quatre dernières clauses du traité aient été exécutées, la Russie entretiendra des troupes en supplément pour la protection du chemin de fer mandchourien.
3. La Russie prêtera son aide à la Chine, pour le maintien de l'ordre.
4. Aucune force armée ne sera entretenue par la Chine, jusqu'à l'achèvement complet du chemin de fer mandchourien, et à ce moment, la Russie devra être consultée au sujet de l'importance de cette force armée. Aucunes munitions de guerre ne devront être introduites.

5. Si la Russie a à se plaindre de quelque fonctionnaire, si élevé que soit son rang, celui-ci sera destitué. Le nombre des troupes de police sera réglé d'accord avec la Russie ; elles ne devront pas posséder d'artillerie, et les étrangers autres que les Russes ne pourront y être admis.

6. Nul étranger ne pourra servir dans les armées de terre ou de mer dans la Chine septentrionale.

7. L'administration chinoise cessera d'exister dans la ville de Chin-chou.

8. La Chine ne devra concéder ni mine, ni chemin de fer, ni autres droits, sans la permission de la Russie, dans les territoires confinant à la frontière Russe, c'est-à-dire Mandchourie, Mongolie, Ili, Yarkand, etc., et la Chine devra obtenir l'autorisation de la Russie avant de construire des chemins de fer dans ces provinces. Aucun bail ne sera concédé, si ce n'est à des Russes, dans la banlieue de Nioutchouang.

9. Les indemnités dues aux Puissances et les dépenses supportées par les Russes en Mandchourie seront traitées sur le même pied.

10. Une compensation sera fixée, d'accord avec la Compagnie, pour le préjudice causé au chemin de fer mandchourien, et subi par ses employés.

11. La forme que cette compensation pourra prendre, sera l'octroi de nouvelles concessions ou la modification des contrats actuellement existants.

12. Construction d'une voie ferrée, dans les mêmes conditions que le chemin de fer mandchourien, et allant de la ligne principale ou d'un embranchement dans la direction de Pékin, jusqu'à la Grande Muraille.

La Légation russe insiste auprès de Li Hung-Chang, pour obtenir son adhésion. La question tout entière a été évidemment soumise à la Cour.

N° 15. — Sir E. Satow au Marquis de Lansdowne.

Pékin, le 28 février 1901 (reçu le même jour).

(Télégramme)

Mon collègue japonais m'informe que Li Hung-Chang lui a dit, hier, qu'il ne considérait pas la convention proposée par la Russie, concernant la Mandchourie comme portant atteinte à la souveraineté de la Chine sur cette province, et qu'il était, par suite, assez disposé à y adhérer.

Toutes les objections faites par M. Komura sont restées sans effet.

N° 16. — Edit Impérial chinois, en date du 28 février.

(Communiqué par le Ministre de Chine, le 1^{er} mars 1901).

(Traduction)

La Russie promet de restituer les trois provinces orientales (Mandchourie). Elle propose une convention de douze articles. Nous avons autorisé

notre plénipotentiaire à les corriger et les modifier, de façon à assurer le maintien de nos droits de souveraineté. Les représentants étrangers conseillent également à la Chine de ne pas les accepter.

Mais, après avoir examiné la situation actuelle, quoique nous soyons reconnaissants de l'avis des représentants étrangers, nous pensons qu'il est impossible à la Chine seule d'encourir le mécontentement de la Russie, en lui opposant un refus. Ce n'est pas seulement une question que la Chine doit étudier avec tout le soin possible, de manière qu'elle puisse être résolue sans danger pour elle, mais aussi une question dans laquelle les Gouvernements étrangers intéressés doivent intervenir afin d'équilibrer les forces des parties en présence.

Nous désignons, par cet Edit, Lu Hai Kwan, Li Shen Doh, Lofenglüh et Wu Ting Fang, pour faire des ouvertures confidentielles aux chancelleries, auprès desquelles ils sont respectivement accrédités et solliciter d'elles instamment leur médiation collective entre nous et la Russie, afin que la question puisse être pacifiquement résolue d'une manière satisfaisante pour toutes les nations intéressées.

Respectez ceci.

N° 17. — Le Marquis de Lansdowne à Sir E. Satow.

Ministère des Affaires Étrangères, le 1^{er} mars 1904.

(Télégramme)

Le Ministre de Chine m'informe qu'il a reçu, sous la forme d'un Edit impérial, des instructions de son Gouvernement lui enjoignant de solliciter la médiation du Gouvernement de Sa Majesté, au sujet de la convention, relative à la Mandchourie, proposée par la Russie à la Chine.

Pareille demande a été adressée par le Gouvernement chinois au Gouvernement allemand, au Gouvernement japonais et à celui des Etats-Unis.

Le Ministre m'a lu un télégramme du Vice-roi de Wuchang contenant une demande pour obtenir l'appui et l'intervention du Gouvernement de Sa Majesté. Il m'a lu également un télégramme des plénipotentiaires chinois conçu dans le même sens.

J'ai informé le Ministre que la nouvelle convention en question avait attiré notre attention, que je la considérais comme présentant une importance très considérable, et que les renseignements reçus par nous laissaient supposer qu'elle impliquait non seulement un arrangement d'un caractère temporaire et provisoire concernant une partie de la Mandchourie, mais encore l'établissement par la Russie d'un véritable protectorat sur cette province tout entière ainsi que sur le Turkestan chinois et la Mongolie.

J'ai ajouté que, cependant, aucune copie du texte officiel ne nous était encore parvenue, que nous comptons avoir communication de ce texte, et qu'alors nous en conférerions avec les autres Puissances dont la médiation avait été sollicitée par la Chine.

J'ai exprimé l'espoir que la Chine ne prendrait aucun engagement d'ici là et attendrait la réponse à sa demande de médiation avant de faire de nouvelles démarches.

Le résumé de ma conversation avec le Ministre de Chine a été communiqué au Gouvernement allemand et au Gouvernement japonais.

N° 18. — Le marquis de Lansdowne à Sir E. Satow.

Ministère des Affaires étrangères, le 1^{er} Mars 1901.

Monsieur,

Le Ministre de Chine m'a remis aujourd'hui la traduction ci-incluse d'un Edit Impérial daté du 28 du mois dernier (1), sollicitant la médiation collective de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, des Etats-Unis et du Japon, entre les Gouvernements de la Russie et de la Chine, au sujet d'une Convention que le premier de ces Gouvernements veut, dit-on, imposer à l'autre.

Le Ministre m'avait lu auparavant un télégramme du Vice-roi de Han-kow relatif à cette Convention, disant que celle-ci permettrait à la Russie d'empiéter sur la juridiction territoriale, les pouvoirs militaires et les droits financiers de la Chine et qu'elle lèserait aussi les intérêts des autres Puissances. Le Ministre de Russie à Pékin, ajoute le Vice-roi, a déclaré aux Plénipotentiaires chinois que la Convention concernait uniquement la Russie et la Chine, et que le Gouvernement chinois ne devait tenir aucun compte de ce que les Représentants étrangers pourraient lui dire à cet égard. Chang-Chih-Tung désire savoir si les Puissances étrangères interviendront et adresseront des représentations au gouvernement russe, et également si l'Angleterre prêterait son appui à la Chine.

Lofenglüh m'a informé ensuite qu'il avait reçu un télégramme des Plénipotentiaires chinois à Pékin. Ce télégramme est relatif au fait que les représentants étrangers ont, en différentes occasions, déclaré que, jusqu'à la conclusion d'un Traité collectif, la Chine ne devait signer de Convention avec aucune Puissance en particulier, et encore moins lui céder quelque portion de ses droits territoriaux ou financiers, parce que, si elle le faisait, les autres Puissances pourraient réclamer semblable concession.

J'ai dit à Sir C. Lofenglüh que notre attention avait été appelée sur la Convention en question, que l'affaire nous paraissait très sérieuse, d'autant que l'accord proposé, au lieu de présenter un caractère provisoire et temporaire, semblait impliquer l'établissement d'un Protectorat permanent non seulement en une partie de la Mandchourie, mais sur cette province tout entière de même que sur la Mongolie et le Turkestan chinois.

J'ai ajouté que nous avions bien reçu différentes versions du document, mais que nous n'avions pas encore réussi à en avoir le texte complet, que nous espérions, néanmoins, l'obtenir, et qu'alors nous conférerions avec les autres Puissances dont la médiation était sollicitée par l'Edit Impérial qu'il m'avait communiqué, au sujet de l'action qu'il conviendrait, au besoin, d'engager.

J'ai exprimé l'espoir que, pendant ce temps, la Chine s'abstiendrait de prendre une décision, relativement à une question de cette importance, et qu'elle attendrait la réponse des Puissances dont elle avait réclamé l'intervention.

A la demande du Ministre, je l'ai autorisé à télégraphier à son Gouvernement, la substance des observations ci-dessus.

Je suis, etc... .

(Signé) : LANSDOWNE.

N° 19. — M. Choate au Marquis de Lansdowne.

Ambassade américaine, Londres, le 2 mars 1901. (reçu le 4)

Monseigneur,

J'ai l'honneur d'envoyer à Votre Seigneurie la copie d'une note remise par mon Gouvernement au Ministre de Chine à Washington le 19 du mois dernier, que j'ai reçue aujourd'hui avec ordre de la communiquer à Votre Seigneurie.

J'ai l'honneur, etc...

(Signé) : Joseph H. CHOATE

ANNEXE DU N° 19

Note remise au Ministre de Chine à Washington, le 19 février 1901

Le maintien de l'intégrité territoriale de la Chine ayant été accepté par toutes les Puissances actuellement engagées dans une action diplomatique commune au sujet des violences récemment commises à l'égard de leurs ministres et nationaux par certains fonctionnaires et sujets de l'Empire chinois, il est évidemment de l'intérêt de la Chine de ne pas troubler l'accord international sur ce point. Il serait donc extrêmement imprudent et dangereux pour elle de conclure quelque arrangement ou d'accepter quelque proposition d'un caractère particulier, impliquant l'abandon de droits territoriaux ou financiers par une Convention passée avec une Puissance agissant isolément. Aussi le Gouvernement des Etats-Unis, ayant uniquement pour but de préserver la Chine du danger dont il s'agit, et d'assurer le maintien des relations les plus étendues et les plus profitables entre l'Empire et les autres pays, conformément aux principes énoncés dans sa note circulaire du 3 juillet 1900 — et dans un esprit purement amical envers l'Empire chinois et toutes les Puissances intéressées dans les négociations — désire-t-il exprimer son avis sur l'inopportunité, les inconvénients, et même l'extrême danger pour ses intérêts, qu'il y aurait pour la Chine à accepter des arrangements particuliers concernant des questions territoriales ou financières, au moins sans les avoir fait connaître intégralement à toutes les Puissances engagées dans les négociations et sans avoir obtenu leur approbation.

N° 20. — Le Marquis de Lansdowne à Sir C. Scott.

Ministère des Affaires Etrangères, le 4 mars 1901.

(Télégramme)

Exprimez mes remerciements au Comte Lamsdorff pour l'autorisation qu'il a bien voulu donner de communiquer au Parlement, votre dépêche du 6 du mois dernier, qui relate une conversation avec Son Excellence au sujet de la Convention russo-chinoise concernant la Mandchourie. Le Gouvernement de Sa Majesté usera de l'autorisation et communiquera la dépêche au Parlement.

Cette communication atténuera quelque peu, mais, je le crains, sans les dissiper, les appréhensions suscitées par la publication de différentes

versions de la Convention que l'on discute maintenant à Saint-Petersbourg, comme le Gouvernement de Sa Majesté en a été avisé.

Les termes employés font naître certainement l'idée qu'il ne s'agit pas seulement d'un arrangement temporaire et provisoire en vue de prévenir le retour des troubles qui ont eu lieu récemment, et d'assurer la protection du chemin de fer.

Il n'y a aucune limite assignée à la durée de la Convention dans son ensemble, et, à l'égard de certaines clauses, l'expiration en est subordonnée à l'exécution de conditions, dont l'accomplissement pourrait comporter un délai illimité.

En outre, d'autres dispositions offrent manifestement un caractère définitif, et, dans certains cas, incompatible avec les obligations auxquelles la Chine s'est soumise par traité vis-à-vis des autres Puissances.

La Convention contient aussi, d'après ce que l'on assure, des dispositions relatives à la conclusion d'un arrangement séparé en ce qui concerne l'indemnité que réclame la Russie pour la destruction du chemin de fer transmandchourien.

Dans l'opinion du Gouvernement de Sa Majesté, la Chine ne devrait signer, avec aucune Puissance agissant individuellement, aucun arrangement séparé pouvant avoir pour effet de modifier d'une manière permanente sa situation au point de vue territorial, politique, financier ou commercial.

En réponse à la demande que nous a adressée la Chine relativement à notre façon de voir, le Gouvernement de Sa Majesté a exprimé cette opinion, et il est heureux de constater que l'intention de conclure un arrangement de cette nature est désavouée par le Gouvernement russe.

Le Gouvernement de Sa Majesté espère, néanmoins, en raison des bruits persistants auxquels j'ai fait allusion, que le Gouvernement russe lui communiquera, à titre d'information, le texte exact de la ou des Conventions.

N° 21. — Le Marquis de Lansdowne à Sir Satow.

Ministère des Affaires Etrangères, le 4 mars 1901.

(Télégramme)

Communiquez les instructions contenues dans mes télégrammes du 13 du mois dernier et du 1^{er} du mois courant à M. Brenan et à M. Fraser pour en informer les Vice-rois du Yangtsze, avec lesquels, vous vous efforcerez de rester en contact.

Insistez vivement aussi auprès de Li Hung-Chang pour qu'il ne s'engage pas plus avant, en ce qui concerne la Convention mandchourienne, jusqu'à ce qu'il ait reçu les réponses des quatre Puissances dont la médiation a été formellement demandée par le Gouvernement Impérial, comme je vous l'ai fait connaître dans mon télégramme du premier courant.

(A suivre).

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

ALLEMAGNE — ÉQUATEUR

Réciprocité de traitement en matière de marques (1).

Le Chancelier de l'Empire d'Allemagne a publié, en date du 27 mars 1903, l'avis suivant :

Conformément aux dispositions du § 23 de la loi pour la protection des marques de marchandises du 12 mai 1894 (*Bull. des lois de l'Empire*, p. 441), il est donné avis par les présentes que, dans l'Equateur, les marques de marchandises allemandes sont admises à la protection légale dans les mêmes conditions que les marques indigènes.

Cet avis, qui assure aux marques équatoriennes la protection légale en Allemagne, a été publié en suite d'une déclaration du Ministre des Affaires étrangères de l'Equateur, en date du 18 avril 1901, portant qu'il est accordé dans ce pays une stricte réciprocité aux pays qui ne font pas, en matière de marques, de différences entre les étrangers et les nationaux (2).

CHILI

Loi sur le droit de phares et de balises.

Le *Journal officiel* du Chili du 25 janvier 1904 a publié la loi suivante :

Article premier. — Les navires à vapeur et à voiles naviguant sur les côtes du Chili auront à acquitter un droit de phares et balises conformément aux prescriptions de la présente loi.

ART. 2. — Sans préjudice de la taxe actuelle d'hôpital qui continuera à être perçue à raison de 10 centavos ou de 18 pence par tonneau, conformément à la loi du 15 septembre 1865, le droit de phares et balises sera

(1) *Reichsgesetzblatt*, 1903, p. 122 (27 mars 1903).

(2) *Propriété industrielle*, 1904, p. 42.

perçu sur le tonnage de chaque bâtiment, une fois l'an, en la forme suivante :

1° Paieront 60 centavos, or de 18 pence, par tonneau, une fois l'an, tous les navires à vapeur qu'ils soient de provenance étrangère ou qu'ils naviguent sur les côtes de la République quelle que soit leur nationalité ;

2° Paieront 40 centavos, or de 18 pence, par tonneau, une fois par an, tous les bâtiments à voiles de provenances étrangères ou naviguant sur les côtes de la République, quelle que soit leur nationalité ;

3° Paieront, une fois par an, 30 centavos, or de 18 pence, les navires à vapeur, et 20 centavos, or de 18 pence, les bâtiments à voiles affectés exclusivement au commerce de cabotage.

ART. 3. — Sont exempts du paiement de cette taxe :

1° Les navires de guerre de toute nationalité y compris les transports de guerre naviguant avec les privilèges d'un navire de guerre ordinaire ;

2° Les bâtiments de 25 tonnes et au-dessous ;

3° Les bâtiments destinés exclusivement au service des câbles sous-marins ;

4° Les bâtiments qui toucheront dans quelque port chilien pour cause de force majeure, à condition qu'ils n'y effectuent ni embarquement, ni débarquement, ni transbordement de passagers ou de marchandises et qu'ils n'y fassent aucune opération commerciale, ainsi que les bâtiments sur lest.

ART. 4. — Ce droit sera payé dans le premier port chilien où feront escale les navires venant de l'extérieur et dans leur port d'attache pour les bâtiments de la marine nationale.

Les navires non compris dans cet article acquitteront ce droit dans le premier port où ils toucheront l'année commencée.

ART. 5. — Le droit de phares et balises sera perçu par la douane respective ou le bureau qui la remplace, le bulletin de paiement devant être visé par l'autorité maritime du port.

Les bureaux de perception rendront compte mensuellement du mouvement de cette taxe à la Surintendance des Douanes et celle-ci transmettra semestriellement au Ministère de la Marine un état de son rendement.

ART. 6. — La présente loi entrera en vigueur six mois après sa publication dans le *Journal officiel*.

FRANCE

Décret levant la prohibition d'exportation des armes et munitions de guerre à Cuba, aux Philippines et à Mindanao.

(22 mars 1904) (1)

Le Président de la République française,
Vu la loi du 14 août 1885 ;

(1) *Journ. Off.*, 24 mars 1904 (p. 1886).

Vu la loi du 13 avril 1895 ;
Vu l'article 4, titre III, de la loi des 6-22 août 1791 ;
Vu le décret du 9 janvier 1896 ;
Vu le décret du 22 décembre 1896 ;

Sur la proposition du ministre de la guerre et l'avis conforme du président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, du ministre des affaires étrangères, du ministre des finances, du ministre des colonies et du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

Décète :

ARTICLE PREMIER. — Sont rapportés le décret du 9 janvier 1896 prohibant la sortie de France, d'Algérie, des colonies françaises et pays de protectorat de toutes les armes de guerre, pièces d'armes de guerre finies et munitions de guerre à destination de Cuba et le décret du 22 décembre 1896, prohibant la sortie de la colonie française de la Cochinchine et des pays de protectorat de l'Indo-Chine, des mêmes marchandises à destination des Philippines et de Mindanao.

ART. 2. — Le ministre de la guerre, le président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, le ministre des affaires étrangères, le ministre des finances, le ministre des colonies et le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 22 mars 1904.

Emile LOUBET.

Par le Président de la République :

Le Ministre de la guerre,
Général L. ANDRÉ.

Le Président du conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,
E. COMBES.

Le Ministre des affaires étrangères,
DELCASSÉ.

Le Ministre des finances,
ROUVIER.

Le Ministre des colonies,
Gaston DOUMERGUE.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Georges TROUILLOT.

Décret relatif aux colis postaux à destination de l'Orange et du Transvaal par la voie de l'Inde Britannique.

(18 mars 1904) (1)

Le Président de la République française,

Vu les lois des 3 mars 1881, 12 et 13 avril 1892, et 8 avril 1898 sur les colis postaux ;

Vu les décrets des 27 juin 1892 et 26 décembre 1898 ;

Vu les indications du tableau A indien relatives aux colis postaux destinés à l'Orange et au Transvaal ;

Sur les rapports du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, du ministre des colonies et du ministre des finances :

Décrète :

ARTICLE PREMIER. — A partir du 1^{er} mai 1904, les colis postaux ne dépassant pas 5 kilogr., sans déclaration de valeur ni remboursement, à destination de l'Orange et du Transvaal, pourront être acheminés par la voie de l'Inde britannique, aux conditions de taxes indiquées sur le tableau ci-après.

ART. 2. — Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 mars 1904.

Emile LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*
Georges TROUILLOT.

Le Ministre des colonies,
Gaston DOUMERGUE.

Le Ministre des finances,
ROUVIER.

(1) *Journ. Off.*, 22 mars 1904 (p. 1846).

Tableau indiquant les taxes d'affranchissement des colis postaux ne dépassant pas 5 kilos, sans déclaration de valeur ni remboursement à destination de l'Orange et du Transvaal, acheminés par la voie de l'Inde britannique.

LIEU DE DÉPÔT DES COLIS	TAXES d'affran- chissement à percevoir	DÉCOMPOSITION DES TAXES					
		Part du pays ou de la colonie d'origine	Apport maritime en France	Part française	Transport maritime aux Indes britanniques	Part indienne (y compris les au-delà)	Total
France (a).....	9 15	»	»	0 50	2 1	6 65	9 15
Corse et Algérie (a).....	9 65	0 25	0 25	0 50	2	6 65	9 65
Bureaux français de:							
Turquie.....	9 15	0 50	»	»	2	6 65	9 15
Zanzibar	9 15	0 50	»	»	2	6 65	9 15
Chine:							
Shanghai.....	9 15	0 50	»	»	2	6 65	9 15
Autres bureaux.....	10 15	1 50	»	»	2	6 65	10 15
Agences maritimes françaises:							
Au Maroc.....	10 15	0 50	0 50	0 50	2	6 65	10 15
A Tripoli de Barbarie.....							
Colonies françaises:							
Sénégal, Guinée française.....	10 65	0 50	1	0 50	2	6 65	10 65
Martinique, Guadeloupe, Guyane, Côte d'Ivoire, Dahomey et dépendances, Congo.....	11 65	0 50	2	0 50	2	6 65	11 65
Côte des Somalis, Inde.....	8 15	0 50	»	»	1	6 65	8 15
Archipel des Comores (Mayotte, Grande-Comore, Anjouan), Madagascar et dépendances, la Réunion, Indo-Chine (Co- chinchine, Cambodge, Laos, Annam et Tonkin)	9 15	0 50	»	»	2	6 65	9 15
Nouvelle-Calédonie et dépendances.....	10 15	0 50	»	»	3	6 65	10 15
Tahiti.....	12 15	0 50	»	»	(b)5	6 65	12 15

(a) Non compris le droit de timbre de 10 centimes
(b) Paquebots australiens de Tahiti à Sydney, 2 fr.; paquebots français de Sydney aux Indes britanniques, 3 fr.

**Décret autorisant l'échange des lettres de valeur déclarée avec
l'île de Chypre.**

(10 mars 1904) (1)

Le Président de la République française,

Vu la loi du 8 avril 1898, portant approbation de l'arrangement conclu à Washington le 15 juin 1897, pour l'échange des lettres et des boîtes de valeur déclarée ;

Vu le décret du 28 décembre 1898, concernant l'application en France, en Algérie, dans les colonies et établissements français à l'étranger, des stipulations dudit arrangement ;

Vu la notification du Conseil fédéral de la Confédération suisse, concernant l'adhésion de la colonie britannique de l'île de Chypre audit arrangement du 15 juin 1897, en ce qui concerne les lettres de valeur déclarée ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, du ministre des colonies et du ministre des finances,

Décrète :

ART. 1^{er}. — A partir du 16 mars 1904, il pourra être échangé des lettres concernant des valeurs-papiers déclarées, avec garantie du montant de la déclaration, entre la France (y compris la principauté de Monaco), l'Algérie, les bureaux français à l'étranger, les colonies ou établissements français, d'une part, et, d'autre part, la colonie britannique de l'île de Chypre.

Le montant de la déclaration sera limité à 3.000 fr.

ART. 2. — Le prix à payer par l'expéditeur pour l'affranchissement des lettres de valeur déclarée à destination de l'île de Chypre comprendra la taxe d'une lettre recommandée de mêmes poids et origine pour la même destination.

Additionnellement, il sera perçu un droit proportionnel d'assurance calculé par 300 fr. ou fraction de 300 fr. déclarés, et par lettre, conformément aux indications du tableau annexé au présent décret.

ART. 3. — Les dispositions de l'article 4 du décret susvisé du 26 décembre 1898 sont applicables aux lettres de valeur déclarée de ou pour la colonie britannique de l'île de Chypre.

Art. 4. — Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin des lois*.

(1) *Journ. Off.*, 15 mars 1904 (p. 1711).

Fait à Paris, le 10 mars 1904.

Emile LOUBET.

Par le Président de la République :
Le ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Georges TROUILLOT.

Le ministre des colonies,
Gaston DOUMERGUE.

Le ministre des finances,
ROUVIER.

Tableau indiquant le droit proportionnel d'assurance à percevoir, suivant l'origine des envois, sur chaque lettre de valeur déclarée à destination de l'île de Chypre.

ORIGINE DES ENVOIS	DROIT PROPORTIONNEL d'assurance à percevoir par chaque somme de 300 fr. déclarés sur les lettres à destination de l'île de Chypre	
	Voie des paquebots français	Voie d'Italie
France et Algérie, bureaux français de Smyrne, Constantinople, Beyrouth, Port-Saïd et Alexandrie.....	o fr. 20	o fr. 35
Autres bureaux français à l'étranger et colonies françaises.....	o fr. 35	o fr. 45

Décret relatif au service des mandats entre la France et le Japon. (9 février 1904) (1)

Le Président de la République française,

Vu l'arrangement conclu à Washington, le 15 juin 1897, pour l'échange des mandats de poste dans les relations internationales ;

Vu la loi du 8 avril 1898 portant approbation dudit arrangement ;

Vu le décret du 26 décembre 1898 rendu en exécution de cette loi ;

Vu l'article 2 de la loi du 27 décembre 1895 et l'article 3 de la loi du 4 avril 1898 concernant les mandats de poste ;

Vu l'entente intervenue entre les administrations postales de la France et du Japon ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et du ministre des finances,

Décète :

ART. 1^{er}. — A partir du 1^{er} avril 1904, le service des mandats existant

(1) Journ. Off., 12 mars 1904 (p. 1594).

actuellement entre la France et le Japon sera régi par les stipulations de l'arrangement conclu à Washington le 15 juin 1897, pour l'échange des mandats dans les relations internationales.

ART. 2. — Le maximum du montant des mandats échangés entre la France et le Japon est fixé à 400 yens ou 1.036 fr.

ART. 3. — Les expéditeurs pourront faire usage du télégraphe pour la transmission de leurs mandats.

ART. 4. — Les articles 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 du décret susvisé du 26 décembre 1898 sont applicables à l'échange des mandats avec le Japon.

ART. 5. — Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 février 1904.

Emile LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Georges TROUILLOT.

Le ministre des finances,
ROUVIER.

RUSSIE

Défense des intérêts russes en Corée confiée à la France.

(Communiqué officiel)

Le *Journal de Saint-Petersbourg*, dans le numéro du 27 mars/9 avril donne, dans la partie officielle, le communiqué ci-dessous publié dans le *Messenger officiel* :

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

En vertu d'une entente, survenue avec l'autorisation suprême, entre le gouvernement impérial et celui de la République française, la défense des intérêts des sujets russes et la surveillance des édifices de la légation impériale et des consulats en Corée, sont confiées temporairement, par suite du départ des agents de Russie, aux représentants diplomatiques et consulaires de la France.

SUISSE

Arrêté du Conseil fédéral relatif à l'application du règlement télégraphique international et à des adjonctions aux articles 11 et 43 de l'ordonnance du 30 juillet 1886 concernant l'emploi des télégraphes dans l'intérieur de la Suisse.

(11 mars 1904)

Le Conseil fédéral suisse, sur la proposition de son Département des Postes et des Chemins de fer, arrête :

1. — Les dispositions facultatives du règlement télégraphique international de Londres (1), concernant les *télégrammes urgents* et les *télégrammes de presse* ne seront pas appliquées en Suisse ; par contre, ces deux sortes de télégrammes sont admises en transit.

2. — Les indications éventuelles et signes conventionnels prévus à l'article X de ce règlement pour « Remettre ouvert (RO) » et « Remettre en mains propres (MP) » seront appliqués aussi dans le service interne.

3. — L'article 43 de l'ordonnance concernant l'emploi des télégraphes dans l'intérieur de la Suisse, du 30 juillet 1886 (1) qui dit : « Si le domicile du destinataire est éloigné de plus d'un kilomètre du bureau télégraphique d'arrivée, le télégramme est expédié dans la règle sans autres frais, par la poste, au lieu de destination, comme lettre exempte de la taxe », reçoit l'adjonction suivante :

« Lorsqu'il y a entente, signifiée par écrit au bureau du télégraphe, entre le destinataire et un abonné au téléphone concernant la réception et la remise des télégrammes par l'abonné, le télégramme est téléphoné à ce dernier et remis seulement après à la poste. Dans ce cas, l'administration décline toutefois la responsabilité d'une remise correcte. L'abonné est débité de la taxe téléphonique légale de 10 centimes.

Si un consignataire veut éviter la transmission téléphonique, il doit prescrire avant l'adresse l'un des modes de remise prévus aux articles 44 et 45 (exprès, poste, estafette) ; tout autre mode de transmission est alors exclu.

4. — L'article 11 de l'ordonnance susrappelée (2) reçoit l'adjonction suivante :

« Pour chaque adresse sous forme convenue (abrégée), il est perçu un droit d'enregistrement de 20 francs par an et, pour les durées plus courtes, de 2 francs par mois ou fraction de mois. Les titulaires de plus d'une adresse sous forme convenue payent le droit autant de fois qu'ils ont d'adresses. Ces droits doivent être versés lors de l'enregistrement.

Le droit annuel court avec l'année civile. Pour les adresses ajoutées dans le courant de l'année, le droit mensuel fait règle ; cependant, pour la durée du 1^{er} juillet au 31 décembre 1904, il peut être perçu exceptionnellement, pour toutes les adresses conventionnelles, la demi-taxe annuelle, à raison de 10 francs.

Les adresses conventionnelles qui ne sont pas renouvelées dans les dix jours après l'expiration de la période payée d'avance sont considérées comme supprimées et sont rayées du registre.

5. — Les prescriptions sous nos 2, 3 et 4 ci-dessus entrent en vigueur le 1^{er} juillet 1904.

Berne, le 11 mars 1904.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le président de la Confédération,

COMTESSE.

Le chancelier de la Confédération,

RINGIER.

(1) Adopté en 1903 à Londres, en application de l'article 13 de la convention télégraphique internationale de St-Petersbourg, du 10/22 juillet 1875 (*Rec. off.*, nouv. série, II, 254).

(2) Voir *Rec. off.*, nouv. série, IX, 188.

SOLUTIONS PRATIQUES ET INFORMATIONS

ESPAGNE

NATIONALITÉ. — *Parents français nés en Espagne. — Fils né en Espagne. — Mineur. — Défaut d'option par les parents, au non du mineur, pour la nationalité espagnole (art. 19, Code Civil Esp.). — Nationalité française subsiste. — Exemption du service militaire.*

Ordonnance publiée dans la « Gaceta de Madrid » en date du 12 février 1904 (p. 604).

La Commission de l'Intérieur et des Travaux publics du Conseil d'Etat, après examen du dossier de l'affaire Jose Maria Santisteban, a exprimé, au sujet de cette affaire, l'avis suivant :

La Commission, constituée dans la forme prescrite par la loi en vigueur sur le Recrutement, a pris connaissance de la requête présentée par Jose Maria Santisteban Gorosurreta, inscrit sur les listes de recrutement de la classe actuelle, à Baztan, contre la sentence de la Commission mixte de Navarre, qui n'a pas admis l'exemption de ce jeune homme, du fait d'être fils de parents français.

La Commission mixte base sa décision sur ce que, dans l'ordonnance royale du 3 octobre 1895, se trouvent textuellement reproduits les art. 4, 8, 9, 10, 11 et 24 du décret royal du 17 novembre 1852, aux termes duquel les petits fils d'étranger ne sont pas exemptés du service militaire en Espagne quand leurs parents directs sont nés en territoire espagnol, — ce qui est le cas de l'intéressé.

A ceci le requérant oppose que, selon l'art. 18 du Code civil, les fils suivent la nationalité de leurs parents, tant qu'ils restent soumis à l'autorité paternelle, et que, par conséquent, son père étant français, il doit avoir cette nationalité jusqu'à ce que, parvenu à sa majorité, il puisse opter pour l'une des deux nationalités, — et que le principe énoncé dans le dit décret se trouve abrogé par le Code civil, de publication postérieure.

Vu le décret royal du 17 novembre 1852, les articles 17, 18 et 19 du Code civil et l'ordonnance royale du 3 novembre 1895 :

Considérant que les seules dispositions de l'ordonnance royale du 3 octobre 1895 et du décret du 17 novembre 1852, — desquels se déduisent les dispositions invoquées par la Commission mixte, — qui ont pu conserver force légale, sont celles qui ne se trouvent pas en con-

tradiction avec la législation en vigueur, consituée par les dispositions contenues dans le Code civil.

Considérant qu'il n'y a pas lieu d'appliquer la première des dispositions citées, relative seulement aux fils et parents nés en Espagne, les aïeuls des premiers étant étrangers, et nullement, comme dans le cas dont il s'agit, aux fils d'étrangers, qui se trouvent visés à l'art. 1^{er} de la Constitution et à l'art. 17 du Code civil en concordance avec les art. 18 et 19, suivant lesquels les fils, tant qu'ils demeurent soumis à l'autorité paternelle ont la nationalité de leurs parents, et pour que ceux nés en territoire espagnol, de parents étrangers puissent jouir du bénéfice qui leur accorde le paragraphe 1^{er} de l'art. 17 il sera nécessaire que les parents certifient, en la forme prescrite et devant les fonctionnaires désignés dans l'art. 19, qu'ils optent, au nom de leurs fils, pour la nationalité espagnole, renonçant à toute autre. — Les fils nés, en territoire espagnol, d'étrangers, devront manifester dans l'année suivant leur majorité ou émancipation, s'ils désirent jouir définitivement de la qualité d'espagnol que leur concède le dit article 17. — Et comme les parents du jeune Santisteban n'ont pas rempli les formalités prescrites dans l'article 19, le susnommé ne peut jouir, s'il ne le veut, du bénéfice de la qualité d'Espagnol ;

Et considérant que le service militaire est obligatoire en Espagne, sous les conditions légales, seulement pour les Espagnols, ainsi qu'il est stipulé en l'article 1^{er} de la loi de Recrutement, la Commission est d'avis de laisser sans effet la décision de la Commission mixte et de déclarer le jeune homme exclu du service. »

Le Roi (Q. D. G.) daignant approuver la décision précitée, sur son ordre je vous en donne connaissance, pour votre gouverne et autres effets, en vous renvoyant le dossier, et, en outre, vous informant que le jeune Santisteban doit remplir les formalités requises par la convention consulaire du 7 janvier 1862 et du décret royal du 9 mai 1892.

Dieu vous garde de nombreuses années.

Sanchez GUERRA.

A M. le Président de la Commission mixte de Navarre.

SUISSE**Extrait du rapport présenté à l'Assemblée fédérale par le Conseil fédéral suisse, sur sa gestion de 1903 (1)**

(Suite) (1)

ETABLISSEMENT

1. — Le Conseil fédéral n'est pas compétent pour délivrer des permis de séjour dans un canton suisse ; le cas échéant, nous avons renvoyé les demandeurs aux instances cantonales. (Arrêté du 7 mai en l'affaire Ennemoser.)

De même le Conseil fédéral n'a pas à rechercher si une loi cantonale de police a été bien ou mal appliquée, car l'exercice de la police des étrangers est du ressort des cantons. La seule question que le Conseil fédéral ait à examiner est celle de savoir si, dans l'espèce, l'application d'une loi sur la police des étrangers implique une violation du traité d'établissement entre la Suisse et le pays d'origine du recourant. (Arrêté du 31 mars en l'affaire Perroud.)

2. — L'individu de naissance étrangère qui a perdu sa nationalité, n'est pas fondé à invoquer le traité d'établissement entre la Suisse et son précédent pays d'origine, alors même que celui-ci s'est engagé à le recevoir de nouveau comme son ressortissant. (Arrêté du 20 février en l'affaire Jean-Henri Filter.)

3. — *Traité d'établissement avec l'Allemagne, du 31 mai 1890.*

Dans notre arrêté du 27 janvier, sur le recours de François-Joseph Jekel, à Hérissau, contre le canton d'Appenzell (Rh.-Ext.), nous avons reconnu que les articles 1^{er} et 2 du traité subissent une restriction par les dispositions de l'article 4, à teneur desquelles la production d'un certificat de bonnes mœurs ne porte pas atteinte au droit qu'à chacune des parties contractantes d'interdire son territoire aux ressortissants de l'autre, soit en vertu d'un jugement, soit pour des motifs tirés de la sécurité intérieure et extérieure de l'Etat, soit encore pour des motifs se rapportant à la police des mœurs et à la mendicité. (*F. féd.* 1903, I. 557) ; Cfr. circulaire du Conseil fédéral du 8 septembre 1891, A chiffre II, alinéa 3 (*F. féd.* 1891, IV. 372).

Dans le même arrêté, nous avons reconnu que les cantons dont la législation autorise le refus de permis de séjour à des étrangers « conformément aux traités internationaux » peuvent interdire le séjour sur leur territoire à un Allemand pour des motifs ayant trait à la police des mœurs ou à la sécurité intérieure de l'Etat.

4. — *Traité d'établissement avec la France, du 23 février 1882.*

Dans presque tous nos arrêtés sur les recours de ressortissants français dont l'expulsion avait été prononcée par une autorité cantonale, nous avons dû écarter les recours pour cause de défaut de production d'un acte d'immatriculation ; en effet, le ressortissant français qui n'est pas muni de l'acte d'immatriculation mentionné à l'article 2 du traité ne peut se

(1) Voir *Arch. dipl.*, t. 89, n° 3, p. 323 et suiv.

prévaloir du droit d'établissement ou de séjour en Suisse (Voir par exemple notre arrêté du 20 novembre en l'affaire Grelounaud.)

La disposition de l'article 5 du traité à teneur de laquelle les ressortissants de l'un des Etats contractants peuvent être expulsés du territoire de l'autre par « sentence légale » n'exige par là ni un arrêt judiciaire, ni un acte authentique ; cette disposition s'étend à toute sorte de décision, émanant de n'importe laquelle autorité. (Arrêté du 31 mars, dans l'affaire Perroud).

5. — *Traité d'établissement avec l'Autriche-Hongrie, du 7 décembre 1875.*

L'acte d'origine autrichien ne peut être considéré en Suisse comme un papier de légitimation remplissant les conditions dont, à teneur du traité, l'accomplissement peut être exigé d'un Autrichien pour la délivrance d'un permis d'établissement ou de séjour. (*F. féd.* 1903, III, 1199.)

2. — A teneur de l'article VIII du traité d'extradition entre la Suisse et la *Grande-Bretagne* du 26 novembre 1880, les pièces à l'appui d'une demande d'extradition doivent être fournies dans les deux mois lorsqu'il s'agit de colonies anglaises, de l'Australie par exemple. La pratique a montré que *ce délai* est insuffisant. Après avoir pressenti le gouvernement britannique, nous lui avons proposé d'ajouter au 1^{er} alinéa de l'article XVIII du traité une clause à teneur de laquelle, dans les relations entre la Suisse et la Grande-Bretagne, le délai mentionné à l'article III, alinéa 3, pour requérir l'extradition par voie diplomatique, est porté de 30 jours à 6 semaines et celui mentionné à l'article VIII, pour fournir les pièces justificatives, est porté de 2 à 3 mois. Nous n'avons pas encore reçu de réponse du gouvernement britannique.

1. — Le nommé Sch. était poursuivi sous inculpation d'assassinat. Ayant demandé au *Paraguay* de le faire rechercher en vue de son extradition à la Suisse, notre ministre à Buenos-Ayres fut avisé par le gouvernement de ce pays que, d'une manière générale, l'extradition d'un malfaiteur n'était accordée par le Paraguay que s'il y avait *traité d'extradition* avec l'Etat requérant. Or, le Paraguay ayant d'ailleurs fait savoir qu'il était disposé à négocier un traité avec la Suisse, nous lui avons soumis, par l'entremise de notre ministre, un projet de traité basé sur celui qui est sorti autrefois des négociations entamées avec le gouvernement argentin. (Voir rapport de gestion pour 1895, page 42) (1).

(A suivre).

(1) La Suisse a des traités d'extradition avec les états suivants : Etats-Unis de l'Amérique du Nord (traité d'amitié d'établissement de commerce et d'extradition du 25 novembre 1850, art. XIII à XVII), Pays-Bas (21 décembre 1853), Italie (22 juillet 1868, article additionnel du 1^{er} juillet 1873), France (9 juillet 1869 étendu à la Tunisie le 12 avril 1893), Russie (17/5 novembre 1893), Portugal (30 octobre 1873), Allemagne (24 janvier 1874), Belgique (13 mai 1874, modifié le 11 septembre 1882), Luxemburg (10 février 1876), Grande-Bretagne (26 novembre 1880), Espagne (31 août 1883), Salvador (30 octobre 1883), République Sud-Africaine, traité d'amitié d'établissement et de commerce du 16 novembre 1885, article X), Monaco (10 décembre 1885), Serbie (28 novembre 1887) Equateur (22 juin 1888), Etat indépendant du Congo, traité d'amitié d'établissement et de commerce (16 novembre 1889, article XV), Autriche-Hongrie (18 mars 1896).

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

CHINE — JAPON

Le développement de la production industrielle en Extrême-Orient et ses conséquences au point de vue des intérêts européens.

Paris, 14 mars 1904... Les débats relatifs au péril jaune, au point de vue économique, ont été récemment repris dans la presse et au cours des conférences publiques. L'émotion que soulevait cette question au début, paraît d'ailleurs avoir maintenant un peu passé; une opinion plus modérée semble prévaloir et l'on estime, en général, que les dangers actuels ou éventuels de la concurrence asiatique ont été souvent fort exagérés.

Il est clair que le développement des filatures et des tissages au Japon et, depuis un dizaine d'années, en Chine, a eu pour conséquence de réduire à l'entrée dans ces pays, les quantités de cotonnades arrivant d'Europe, c'est à-dire surtout de la région de Manchester.

« L'importation des filés de coton ira certainement en décroissant. Jusqu'à présent, une difficulté s'opposait à ce qu'il en soit ainsi en ce qui concerne les filés pour gaze (gassed yarns), mais il y a maintenant trois filatures en fonctionnement pour cette catégorie (une à Tokio, une au pied du mont Fouji et une à Osaka).

« ...L'importation des T. cloths et des shirtings pesant 7 et 8 livres 1/4 (par pièce) a pratiquement cessé; quant aux qualités plus grossières de shirtings gris, elles suivront toutes l'exemple des filés de coton et devront céder la place à l'article de production locale. Ce n'est qu'une affaire de temps ». (*Diplom. and Cons. Reports*, n° 3009, *Trade of Japan*, in 1902, p. 6) (1). Mais l'industrie du Lancashire a su et saura trouver ailleurs de nouveaux débouchés ou développer les anciens. A coup sûr elle n'est pas près de disparaître; les difficultés réelles qu'elle traverse aujourd'hui, tiennent à d'autres causes que celles qui s'exercent en Extrême-Orient. En ce qui concerne les fabriques existant dans notre pays (Normandie-Vosges-Centre), elles ne sont pour ainsi dire pas intéressées à ce mouvement d'affaires; leurs exportations sur la Chine et le Japon sont restées constamment à peu près nulles. La situation ne changera donc pas pour elles.

A part les navires de guerre, canons et produits métallurgiques divers livrés en exécution de commandes de l'Etat, le seul article d'importation au Japon qui ait eu jusqu'ici de l'importance pour le commerce français, est la mousseline de laine. Les entrées de ce produit ont atteint, en 1902,

(1) Cf. au sujet de la Chine, Ed. Clavery. *Relations économiques entre l'Angleterre et l'Extrême-Orient*, p. 12.

une valeur de 3,754, 835 yens (9,387,087 fr.) ; la part des envois de notre pays a été de 1,908,934 yens (4,772,235 fr.). Mais dans un récent rapport, M. Dejean, secrétaire de la Légation de France à Tokio, dit à ce propos : « Bien qu'ayant en cet article une importation supérieure à celle de l'an passé, il est certain que nous n'atteindrons plus jamais les chiffres d'il y a cinq ou six ans, le Japon fabriquant lui-même la mousseline de laine ». Quelles conséquences tirer de ce fait ? Que l'industrie dont il s'agit et d'autres établies en Europe auront, en partie, à s'organiser autrement, peut-être même à se transformer tout à fait.

Mais c'est là un point qui, semble-t-il, doit être admis d'avance. Sans doute nous ne vendrons pas constamment au Nippon les mêmes articles. Mais probablement nous serons toujours à même de lui envoyer des produits de notre fabrication qui pourront être de plus en plus nombreux et variés à mesure que la richesse se développera dans le pays.

En fait, jusqu'à présent, la concurrence des industries qui commencent à s'établir en Extrême-Orient ne s'est guère fait sentir que sur les marchés locaux, c'est-à-dire en Chine même, et comme on vient de le voir, surtout au Japon. La condition des fabriques européennes, prises dans leur ensemble, n'en a pas été sérieusement affectée.

Tout d'abord, il y a lieu de noter que l'Empire du Milieu n'est pas encore exportateur de produits manufacturés, exception faite des articles traditionnels tels que la porcelaine, les tissus de soie, les tissus nankin, les tresses de paille et quelques autres. C'est ce qui ressort de la statistique ci-après dont les éléments ont été extraits des *Returns of Trade* et publiés annuellement par les Douanes impériales chinoises.

MARCHANDISES INDIGÈNES EXPORTÉES VERS LES PAYS ÉTRANGERS.

	1892.		1902.	
	Quantité.	Valeur.	Quantité.	Valeur.
	Piculs (1).	Hkn taëls (2).	Piculs.	Hkn taëls.
Tissus de soie.....	13.111	6.899.906	16.145	8.400.801
Pongées de Cantoung.	2.751	471.944	4.483	1.250.907
Porcelaine, faïence et poteries	269.573	1.084.008	383.096	1.852.686
Nankins.....	10.343	383.280	22.487	983.631
Papier.....	223.808	1.572.524	333.533	3.098.055
Sucre brun.....	665.820	1.609.192	607.154	1.987.279
— blanc.....	110.815	416.194	66.847	312.760
— candi.....	8.981	48.016	593	4.434
Tresses de paille.....	87.273	2.056.856	100.678	3.904.029
Curios	»	30.838	»	139.892
	Pièces.			
Tapis de nattes (Mats).	17.283.012	485.574	24.002.140	1.160.396
	Rouleaux.			
Nattes (Matting).....	223.894	806.479	488.745	2.808.828
Bambous et articles en bambous.....	»	349.765	»	831.631

(1) Un picul égale 60 kilog. 453.

(2) Un Hkn taël valait en 1892, 5 fr. 45 ; en 1902, 3 fr. 28.

Cette statistique ne relève aucun symptôme de nature à justifier les inquiétudes manifestées touchant les dangers que pourrait faire courir à l'industrie européenne, la concurrence des usines établies en Chine. Rien ne fait prévoir que cet état de choses doive se modifier d'ici longtemps.

En ce qui concerne le Japon, la situation n'est pas tout à fait la même. L'industrie de ce pays commence à expédier sur les marchés extérieurs certaines marchandises pouvant être considérées comme sensiblement similaires à celles qui sont fabriquées en Europe.

Dans un rapport publié en 1898 (*Misc. Series*, n° 440), M. Brenam, ministre d'Angleterre à Tokio, signale particulièrement le développement pris par l'exportation des allumettes du Japon :

Il fut un temps où le Japon importait des allumettes. Maintenant, non seulement il suffit à la demande intérieure, mais encore il a un fort surplus pour l'exportation.

En 1884, l'exportation n'était que de 9.000 grosses de boîtes ; pendant les cinq dernières années, elle a suivi une progression ascendante comme il est indiqué ci-après en millions de grosses :

1892, 9 millions ; 1893, 13 millions ; 1894, 14 millions ; 1895, 17 millions ; 1896, 18 millions ; 1899, 19 mil. 6 ; 1900, 19 mil. 3 ; 1901, 25 millions.

A la fin, il y a eu ici de la surproduction et l'Union des fabricants d'allumettes a convenu de limiter son rendement afin de maintenir les prix à un niveau susceptible de laisser un profit. Les prix des allumettes japonaises se sont élevés graduellement. Le prix moyen par caisse de 7.200 boîtes durant les cinq dernières années a monté de 12 1/2 à 16 yens 1/2, taux du cours actuel. Ceci doit en partie être attribué à l'accroissement du tarif des salaires. Le directeur m'a fait connaître que dans cette industrie, les salaires, depuis la guerre, avaient augmenté de 30 o/o. Même au prix actuel, avec un simple penny (10 centimes) anglais, on peut se procurer 17 boîtes de 70 allumettes. A cet égard, il est intéressant de se rendre compte de l'effet que la concurrence japonaise a eu sur l'industrie des allumettes en Norvège. Voici un extrait d'un rapport consulaire sur le commerce de Christiania :

« La concurrence japonaise signifie (mot à mot s'énonce spells) banqueroute. Environ 50.000 boîtes de 50 grosses d'allumettes ont été exportées, dont les neuf dixièmes, consistant en allumettes à phosphore, furent expédiés aux Indes britanniques. La concurrence japonaise qui, autrefois, était exclusivement limitée aux allumettes de sûreté, est maintenant devenue supérieure également en ce qui concerne l'article à phosphore (phosphoric article). Le Japon, maintenant, en exporte des quantités importantes dans l'Inde entière. Sur les cinq manufactures d'allumettes travaillant pour l'exportation, une a été obligée de réunir en un seul ses deux établissements, une autre a fait de très mauvaises affaires, la troisième ne fabrique plus désormais d'allumettes de sûreté, la quatrième a diminué son rendement, et la cinquième a fait banqueroute. »

Un autre exemple se rapporte à un genre de production tout à fait différent au moins quant à la destination de l'objet : l'éventail. Dans l'article qu'il a donné sous ce mot au Dictionnaire du Commerce, M. G. Duveleroy montre que les fabricants parisiens se préoccupent, dans une certaine mesure, de leurs rivaux du Nippon :

« Les évantaillistes n'ont eu longtemps d'autres concurrents que les Chinois et les Japonais. L'éventail chinois toujours fait sur le même

modèle, n'est plus du tout apprécié, mais les Japonais font à des prix excessivement bas, des articles très soignés souvent copiés sur les modèles parisiens.

» En résumé, notre fabrication souffre de la concurrence du Japon, de l'Autriche et de l'Espagne, qui copient ses modèles et les reproduisent à vil prix, ainsi que des droits excessifs mis à l'entrée dans certains pays ; mais l'éventail artistique et de haute fantaisie reste toujours un article essentiellement parisien. »

La situation, de ce côté, ne paraît pas bien grave et en tous cas, ici encore, il ne s'agit en somme que d'intérêts secondaires si l'on considère l'ensemble des industries et fabrications de l'Occident.

L'année dernière on a signalé, dans une autre direction, les résultats plus notables de l'intervention commerciale du Japon. Dans son numéro du 27 avril 1903, le *London and China Telegraph* a reproduit le passage suivant extrait du *Daily Telegraph* :

« Peut-être a-t-on peine à reconnaître combien formidable devient le Japon comme compétiteur des nations du Continent depuis qu'il fournit quelques-uns des articles qui sont de la demande quotidienne des dames. Il y a maintenant plusieurs années qu'une grande maison du West End a introduit les peignoirs et casaquins ouatés, luxueusement doux et confortables (1).

« Luton dépend de plus en plus du Japon pour les tresses de paille (straw plaits and braids) avec lesquelles se font les toques et chapeaux élégants (smart) et peu chers que l'on voit maintenant aux vitrines des modistes ; cette année, un grand pas en avant a été fait par suite de l'expédition de ce qui est connu techniquement comme « cheap fancies », article qui, jusqu'à présent, a été fourni à peu près exclusivement par l'Italie. Et maintenant, il y a encore à noter ici une nouvelle branche d'entreprise, concernant les pièces les plus élégantes de notre lingerie de table ; le Japon est en mesure de nous donner une nappe de lunch et un assortiment pour le thé d'après-midi, serviettes et le reste, avec une ornementation « ultra fashionable » en dessins tissés (drawn thread work) et présentant la variété la plus charmante. Pour 15 schellings (18 fr. 95) et même moins, dans une maison de détail, il est possible d'acheter une nappe à thé ou une pièce de milieu (centre slip) avec une ornementation de cette sorte, délicieuse et même très travaillée, aux extrémités ou aux coins, et une longue bordure au crochet, ouvrage à jour en façon de treillis. »

A coup sûr, il conviendra de suivre avec attention le développement que ces essais pourront prendre par la suite.

En fin de compte, l'accroissement de la production en Chine et au Japon paraît devoir tourner tout à l'avantage des consommateurs, c'est-à-dire, de la masse du public, en Europe.

Quant aux producteurs, on ne saurait affirmer qu'ils n'auront pas à subir quelques crises partielles et passagères. Mais il y a tout lieu de croire qu'ils sortiront à leur honneur et à leur avantage des moments difficiles qu'ils pourront avoir à traverser. Pour certaines fabriques, des réorganisations et même des transformations complètes deviendront peut-être nécessaires. Autant qu'on peut en juger d'après les faits actuels, ces cas

(1) Il s'agit sans doute de l'article connu sous le nom de « kimono ».

extrêmes resteront sans doute assez rares. Au total, il paraît difficile d'admettre que les Occidentaux n'arriveront pas à se maintenir et à se développer en présence de leurs rivaux de la race jaune. Adopter l'hypothèse contraire, c'est, semble-t-il, ne pas faire un fond suffisant sur les aptitudes et l'énergie des chefs d'entreprises, ainsi que sur les qualités professionnelles que l'on doit, en définitive, reconnaître au personnel ouvrier, en Europe.

Ed. CLAVERY,
Consul de France en mission.

CORÉE

8 février. — *Chemulpo*. — Communication adressée à l'amiral Uriu, commandant les forces japonaises, par les commandants des croiseurs anglais, français et italien, stationnés dans le port de Tchemulpo.

« Etant donné que le port de Tchemulpo est un port neutre, nous considérons que, d'après les règles reconnues de droit international, aucun pays n'a le droit d'attaquer les vaisseaux d'une autre puissance se trouvant dans le port ; la puissance qui violerait ces règles, serait seule responsable de toute perte d'hommes et de tout dommages encourus dans ce port. En conséquence, nous protestons énergiquement contre une telle violation de la neutralité, et nous serions heureux de connaître votre décision à ce sujet. »

LEWIS BAYLY, capitaine de *Talbot* ; BOREA,
capitaine de l'*Elba* ; SÉNÈS, capitaine
du *Pascal*.

(*Times*, 8 avril 1904).

FRANCE

Débats parlementaires.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

(Séance du 21 mars 1904)

Discussion du projet de loi relatif à la suppression de l'enseignement congréganiste.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous reprenons la discussion du projet de loi relatif à la suppression de l'enseignement congréganiste.

La parole est à M. Leygues, pour développer la disposition additionnelle qu'il présente et dont je rappelle les termes :

« Ajouter au 1^{er} paragraphe de l'article 2, la disposition suivante :

« ...à l'exception de ceux qui sont destinés à former le personnel des écoles françaises à l'étranger, dans les colonies et les pays de protectorat. Le nombre des noviciats et le nombre des novices dans chaque noviciat seront limités aux besoins des établissements visés au présent paragraphe. »

M. GEORGES LEYGUES. — Messieurs, à la suite des observations que j'avais eu l'honneur de présenter au cours de la discussion générale du

projet de loi qui nous occupe, M. le président du conseil voulut bien demander à la commission de l'enseignement de rétablir dans le paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} les mots : « en France. »

Ce paragraphe a été voté et il est rédigé comme suit :

« L'enseignement de tout ordre et de toute nature est interdit en France aux congrégations. »

Cela signifie qu'en dehors de France, l'enseignement n'est pas interdit aux congrégations.

Mais le premier paragraphe de l'article 2 n'a pas été modifié, et voici quel est son texte :

« A partir de la promulgation de la présente loi, les congrégations exclusivement enseignantes ne pourront plus recruter de nouveaux membres et leurs noviciats seront dissous de plein droit. »

Il y a entre les premiers paragraphes de ces deux articles, une contradiction qui tombe sous le sens. L'amendement que j'ai eu l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre et que je viens défendre a pour but de faire cesser cette contradiction et de coordonner ces deux articles.

Il ajoute au premier paragraphe de l'article 2, après les mots : « leurs noviciats seront dissous de plein droit », la disposition suivante :

« ...à l'exception de ceux qui sont destinés à former le personnel des écoles françaises à l'étranger, dans les colonies et les pays de protectorat. Le nombre des noviciats et le nombre des novices dans chaque noviciat seront limités aux besoins des établissements visés au présent paragraphe. »

Il est évident qu'on ne peut à la fois inscrire dans l'article 1^{er} de la loi que l'enseignement ne sera pas interdit aux congrégations hors de France et inscrire, dans l'article 2, que ces mêmes congrégations ne pourront pas recruter leur personnel.

Donner et retenir ne vaut. Je ne peux pas croire que le Gouvernement ait eu l'intention de nous proposer une disposition inapplicable. On ne peut dire : tel navire est autorisé à naviguer, mais il lui est interdit de recruter son équipage.

Je demande simplement au Gouvernement de revenir à ce qui avait été sa première pensée, car dans le projet dont M. le président du conseil avait saisi la Chambre, l'interdiction d'enseigner était limitée à la France. Nulle part, dans ce projet, il n'était question de la suppression des noviciats.

M. FÉRON. — Il n'est pas nécessaire qu'ils soient en France !

M. GEORGES LEYGUES. — J'avais eu de bonnes raisons de croire un instant que l'accord s'était établi entre nous ; cet accord ne s'est pas maintenu. Il faut donc que la Chambre juge.

L'enseignement congréganiste est supprimé en France ; mais il n'est supprimé qu'en France. Pourquoi nous a-t-on fait cette concession, dont l'importance n'échappe à personne ? Parce qu'on sent que nous ne devons pas prolonger hors de nos frontières l'écho de nos discordes politiques et que nous avons dans le monde, de graves intérêts à sauvegarder qui seraient compromis si nous rompions l'immense réseau d'écoles, d'orphelinats, d'œuvres de tout genre que les missions françaises ont fondées.

Jamais la lutte n'a été plus vive entre les nations. Elles se disputent toutes les terres libres sur le globe, îles et continents, plaines ou montagnes. C'est à qui s'emparera des grandes routes commerciales, à qui

mettra la main sur les points stratégiques les plus avantageux. Toutes s'efforcent d'élargir leur champ d'action, de conquérir des sympathies, de s'ouvrir des débouchés, tous les moyens sont mis en œuvre pour atteindre ces divers buts. Nous sommes loin de cet âge d'or que nous appelons de tous nos vœux, que des esprits généreux nous promettent, mais dont nous n'apercevons nulle part, les présages avant-coureurs.

L'avenir sera aux peuples qui se sentiront capables du plus long et du plus vaillant effort ; il sera à ceux qui ne désertent pas leur devoir et qui, au lieu de se replier sur eux-mêmes, de s'absorber et de s'épuiser en de misérables querelles intestines, auront l'ambition de prendre part à la lutte universelle et ouvriront largement leurs fenêtres et leurs portes sur le vaste monde.

La fierté et l'énergie d'une nation ne se mesurent pas seulement à l'héroïsme qu'elle peut déployer, aux sacrifices qu'elle peut s'imposer dans les heures tragiques où son honneur et sa liberté sont en jeu ; elles se mesurent mieux encore à la continuité de ses desseins et à la tenacité avec laquelle elle défend, au dehors, le plus obscur de ses nationaux, le plus modeste de ses privilèges et de ses droits.

Or, les missions constituent loin de France, un de nos moyens d'influence et de propagande les plus précieux. Nous ne pouvons les abandonner.

Jetons un regard rapide autour de nous. Voici la Méditerranée où se concentrent les intérêts vitaux de notre pays et où notre politique doit tendre de plus en plus à affirmer sa prépondérance,

Etablis fortement sur les deux rives, jouissant en Orient d'une situation privilégiée, mais dont la perte de l'Égypte a sensiblement diminué l'importance, nous devons fortifier nos positions et, sous peine de déchoir, défendre contre toute atteinte, notre langue, nos droits et les prérogatives que nous tenons de l'histoire et du temps.

Or, dans cet Orient où se heurtent toutes les races, où se coudoient toutes les religions et toutes les rites, les éléments les plus actifs de notre influence, ce sont les missions.

M. HENRY BAGNOL. — Monsieur Leygues, vous n'ignorez pas qu'autrefois le choléra nous venait d'Asie ; vous voulez qu'il vienne de France, maintenant.

M. GEORGES LEYGUES. — Nous possédons dans ces régions, des écoles excellentes qui sont fréquentées par plus de 100.000 élèves. Pressés de toutes parts par les œuvres protestantes allemandes, anglaises, américaines, par les missions autrichiennes et italiennes, nous ne perdons pas de terrain, nous en gagnons, et à l'heure actuelle, les écoles françaises comptent à elles seules plus d'élèves que toutes les écoles des missions étrangères réunies.

Ces enfants qui apprennent à connaître et à aimer la France, sont des amis et des clients pour demain. Voulez-vous les rejeter dans les écoles rivales et en faire des amis et des clients des autres nations ? Non. Mais alors ne fermez pas les écoles des missions françaises.

Ce n'est manquer ni de courtoisie ni de déférence envers les nations que nous rencontrons dans le Levant, que d'affirmer qu'elles s'efforcent d'amoindrir notre protectorat catholique et qu'elles essayent de se substituer à nous dans des contrées où, il n'y a pas un demi-siècle, la France était toute puissante.

La concurrence devient de jour en jour plus vive et c'est à grand'peine que l'on arrive à maintenir les anciennes positions. En Egypte, notre langue recule. En 1900, lord Cromer adressait à son gouvernement un rapport dans lequel il « constatait que le nombre des élèves apprenant le français était tombé de 59 à 33 p. 100 ». Et les rapports de nos ministres, de nos consuls, de nos voyageurs, des membres de nos chambres de commerce nous font savoir que si vous supprimez les établissements dirigés par les religieux et en particulier ceux des frères des écoles chrétiennes, il ne restera plus rien en face des écoles anglaises et des écoles coptes et que notre influence et notre prestige seront irrémédiablement atteints.

Ce que je dis de l'Egypte, je pourrais le dire de l'Asie Mineure tout entière, depuis le golfe Persique et la mer Rouge jusqu'aux rivages de la mer Noire. Partout, dans ces contrées se sont élevés des établissements qui font aimer et admirer notre pays.

Abandonner ces écoles, ces orphelinats, ces asiles, ce serait abandonner un lambeau du patrimoine moral de France, du patrimoine que le Gouvernement et le Parlement ont pris en charge et qu'ils n'ont pas plus le droit de laisser amoindrir que de livrer à nos rivaux.

Mais ce n'est pas seulement en Asie Mineure que nos missions ont fondé des écoles, c'est partout en Europe et dans le Nouveau-Monde, et là elles ne sont ni moins prospères ni moins utiles.

Nous possédons aussi des écoles laïques, et celles-ci ont mes préférences, mais elles sont trop peu nombreuses. Il faut encourager, soutenir les maîtres excellents qui les dirigent, les professeurs qui y donnent l'enseignement. Mais qui peut espérer que nous aurons jamais assez de ressources en personnel et en argent pour en fonder autant que l'intérêt du pays le commanderait ? Acceptons donc tous les concours qui s'offrent à nous : œuvres catholiques, protestantes, israélites, que nous importe ! Du moment où elles sont françaises, elles ont droit à nos sympathies et à nos encouragements.

Tout à l'heure, un de mes collègues me disait dans une interruption : « Pourquoi voulez-vous que le recrutement des missions françaises ait lieu en France ? » Pourquoi ? mon cher collègue...

M. CUNEO D'ORNANO. — Parce que c'est généralement là qu'il y a des Français.

M. GEORGES LEYGUES. — ...mais simplement pour que leurs écoles restent françaises.

Les idées que j'expose sont celles que tous les hommes qui pensent au lendemain, et qui, dominant les rivalités confessionnelles et politiques, ne se préoccupent que des intérêts permanents et supérieurs du pays.

Vous n'avez pas oublié l'éloquente lettre que je faisais passer il y a peu de jours sous vos yeux ; elle était signée d'hommes qui ne sont pas suspects de cléricisme : ce sont pour la plupart des philosophes et des professeurs à la Faculté de théologie protestante. Elle disait :

« Nous n'admettons pas que le législateur interdise ou paralyse l'action des congrégations au dehors, soit directement en les supprimant, soit indirectement en leur enlevant les ressources indispensables et en leur rendant tout recrutement impossible...

» La chute de pareils établissements frapperait au cœur l'influence française. »

En 1890, un de nos collègues dont la fermeté républicaine était connue,

M. de Douville-Maillefeu, venait de visiter la Syrie et la Palestine ; on discutait, comme aujourd'hui, le sort des missions d'Orient, et notre collègue s'exprimait ainsi :

Je dois dire toute la vérité, et je rends hommage au rôle si français des congrégations religieuses en Syrie et en Palestine.

« Ce rôle n'est pas même soutenu avec assez d'énergie, à mon avis, par le Gouvernement français, d'autant plus que tous ces chrétiens d'Orient sont surtout dévoués à la France. Il faut que partout où l'on fait aimer notre pays, on soit assuré de l'appui de la France.

« Je serais donc vraiment criminel si j'avais eu un mauvais sentiment à l'égard de ces religieux d'Orient. »

Il a peu de temps, un autre de nos collègues, M. Le Hérissé, au lendemain d'un voyage qu'il avait accompli au Dahomey et sur la Côte-d'Ivoire, consignait ses impressions dans un livre que j'ai lu avec le plus vif intérêt, et il les résumait par ces quelques mots :

« Partout sur la côte, les sœurs et les missionnaires se font aimer et admirer ; ils comptent parmi les meilleurs et les plus utiles pionniers de la civilisation et de l'influence française. »

Il y a peu de jours, à la suite de ma première intervention, M. Mellou, secrétaire général du Comité du patronage des étudiants étrangers, association qui s'efforce de rapprocher les jeunes étrangères de la jeunesse française, m'adressait une lettre dans laquelle il me signalait le grave dommage qui serait porté aux intérêts français, si on détruisait les écoles françaises à l'étranger.

Cette association, qui avait jadis à sa tête, Pasteur, qui est aujourd'hui présidée par M. Casimir-Perier et qui compte parmi les membres du comité de patronage, des hommes tels que M. Darboux, M. Alfred Croizet, M. Himly, M. Gréard et MM. Lavisce, Bréal, Liard s'est livrée à une enquête pour savoir par quels moyens elle pourrait, elle aussi, répandre le plus aisément et le plus largement la langue française dans le monde. L'enquête lui a révélé que le protectionnisme national, qui sévit partout à l'heure actuelle, lui créerait des difficultés et des résistances inattendues.

Il n'est pas aussi facile qu'on le pense de substituer l'action laïque à l'action des missions, et pendant longtemps encore il faudra combiner ces deux forces.

L'Italie vient d'en faire l'expérience. Il y a quelques mois à peine, les deux grandes écoles laïques qu'elle avait fondées à Smyrne, viennent de passer entre les mains d'une congrégation religieuse, les Salésiens.

Le président de la Chambre de commerce de Smyrne écrivait au mois d'août dernier :

« Presque toutes les écoles françaises du Levant sont admirablement tenues ; elles ont une compétence indiscutable et un patriotisme aussi ardent qu'éclairé. Les frères des écoles chrétiennes, les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, les lazaristes, les Dames de Sion, toutes ces institutions scolaires jouissent de l'estime et de la sympathie publiques de toutes les nationalités ; et ceci est tellement vrai que les Italiens, qui cherchent à faire concurrence à nos œuvres catholiques, ont renoncé aux écoles laïques qu'ils avaient fondées et qui d'ailleurs n'ont pas eu grand succès ; ils s'adressent maintenant aux ordres religieux italiens pour l'éducation des filles et des garçons dans ce pays. »

Le *Moniteur officiel du commerce*, dont vous ne récuserez pas l'impartialité, après avoir parlé de l'œuvre entreprise par les frères des écoles

chrétiennes en Orient, notamment à Trébizonde et à Erzeroum, et avoir constaté les progrès que leur devait la langue française, disait en 1900 : « Dans un prochain avenir, notre commerce se ressentira très heureusement de cette influence. »

Reste la question des colonies. Pour les anciennes colonies françaises qui s'éprirent, dès la première heure, de l'idéal républicain et qui adoptèrent avec enthousiasme les idées de la Révolution, pas de difficulté. Là, depuis longtemps, l'enseignement laïque est établi et prospère. Les écoles des missions n'y subsistent que comme écoles privées et si elles disparaissaient, on les remplacerait, je le crois, sans grandes difficultés.

Mais dans les colonies de domination, par exemple, sur la côte occidentale d'Afrique : au Sénégal, à la Guinée, à la Côte-d'Ivoire, au Dahomey, au Congo, que se passe-t-il ?

Les missions catholiques ont fondé des écoles avec leurs ressources propres, ensuite elles ont été subventionnées par l'Etat, par les colonies et par l'alliance française.

Ces écoles sont-elles les seules que l'on rencontre dans ces régions ? Non.

Si vous laïcisez, ce contre quoi je ne m'élève pas bien entendu, vos écoles laïques seront insuffisantes pour lutter contre les écoles des missions étrangères, si elles n'ont pour auxiliaires les écoles de nos missions.

En effet, sur toute cette côte, les missions protestantes anglaises, allemandes, américaines, suisses et norvégiennes, possèdent des établissements nombreux et puissants. Elles disposent de ressources considérables et sont énergiquement soutenues par leurs gouvernements respectifs.

Je prends par exemple le Congo. Le Congo français compte de 15 à 18 millions d'habitants ; le Congo belge en compte de 30 à 35 millions environ. Cela marque l'importance qu'il peut y avoir à ce que la langue française prédomine sur ce point du monde, comme elle prédomine au Canada.

Dans le Congo belge, on parle français ; ce sont les missions belges qui enseignent le français ; dans le Congo français, on parle français, ce sont les missions françaises qui enseignent notre langue.

Mais entre ces missions belges et françaises se trouvent les missions protestantes qui exercent leur influence, comme cela est naturel, en faveur de l'Angleterre, de l'Allemagne et des Etats-Unis.

L'action de ces missions est si vive que l'un de nos gouverneurs a dû prendre des mesures à l'encontre des missionnaires anglais.

Ici le concours des religieux est encore nécessaire. Nous n'avons pas pour lutter le choix des moyens. Nous devons opposer pour réussir mission à mission, sans préjudice de l'excellente propagande de nos instituteurs et de nos institutrices.

Dans son très beau et très émouvant discours, M. Flandin nous a fait toucher du doigt les dangers qu'il y aurait à suivre le Gouvernement dans la voie où il s'est engagé.

Il vous a rappelé que les traités internationaux ne nous permettent pas d'empêcher les Italiens de fonder et d'entretenir des écoles en Tunisie.

M. CARNAUD. — Ce sont des écoles laïques.

M. CHARLES BENOIST. — En tout cas, ce sont des écoles officielles.

M. GEORGES LEYGUES. — Et il a fait remarquer en même temps que les missions catholiques françaises jouissent auprès de la colonie italienne d'une telle popularité qu'elles leur enlèvent une partie de leurs élèves.

En Algérie, les missions étrangères n'ont pas fondé d'écoles. Mais vous n'ignorez pas que notre belle colonie africaine est constamment sillonnée par les missionnaires protestants, anglais. On les rencontre sur le littoral, mais surtout dans les montagnes de la Kabylie, dans les tribus du Sud et sur les confins des territoires qui nous séparent du Maroc. Ils se livrent auprès des indigènes à une propagande des plus actives.

M. EUGÈNE RÉVEILLAUD. — Tous les gouverneurs de l'Algérie ont reconnu que c'était une calomnie.

M. LE GÉNÉRAL JACQUEY. — Non ! je les ai vus moi-même : je suis resté assez longtemps en Algérie pour le voir.

M. DUTREIL. — Ce sont les missionnaires protestants eux-mêmes qui le disent.

M. GEORGES LEYGUES. — Monsieur Réveillaud, vous vous trompez. Ceci n'est pas une calomnie, c'est la simple constatation d'un fait.

M. ETIENNE. — Parfaitement. M. Réveillaud commet une erreur absolue.

M. GEORGES LEYGUES. — Mon honorable ami M. Etienne confirme mes paroles et affirme à son tour le fait que je viens d'avancer. Il est d'ailleurs de notoriété publique.

M. ETIENNE. — Absolument.

M. GEORGES LEYGUES. — Ces missionnaires n'emportent pas seulement dans le sac de toile noir suspendu à leur épaule une bible, ils emportent aussi des brochures et des journaux en langue arabe dans lesquels on ne parle que de la décadence de la France...

M. LE GÉNÉRAL JACQUEY. — Ils ne font que cela.

M. GEORGES LEYGUES. — ... et de la puissance britannique.

M. EUGÈNE RÉVEILLAUD. — Combien sont-ils ?

M. LE BARON AMÉDÉE REILLE. — Et l'on dit que les missionnaires français ont leur patrie à Rome !

M. GEORGES LEYGUES. — Dès lors la question suivante se pose :

La Chambre veut-elle exclure de nos colonies les missionnaires français et laisser le champ libre dans ces mêmes colonies aux missionnaires étrangers ?

A Madagascar la situation est bien plus grave. Nous possédons un certain nombre d'écoles laïques — filles et garçons — fondées par le général Galliéni. Ces écoles ont à leur tête des maîtres et des maîtresses dont on ne saurait trop louer la science et le zèle. Ces écoles sont encore peu nombreuses.

Nous avons des écoles régimentaires ; ceci est une innovation heureuse. Le général Galliéni a pensé qu'après la conquête, il fallait associer l'armée à l'organisation du pays conquis et il fait concourir un certain nombre d'officiers et de sous-officiers des régiments coloniaux à l'éducation des habitants de l'île. Cela est très bien, mais ces écoles sont également en petit nombre.

Puis nous voyons l'une en face de l'autre, deux armées de missionnaires : d'un côté les missionnaires français, de l'autre les missionnaires an-

glais et norvégiens, le premier groupe, catholique et protestant, le second exclusivement protestant.

Ici la Chambre me permettra de lui rappeler un souvenir.

L'expédition de Madagascar, entreprise en 1883-84 et qui se termina par la prise de Tamatave et de Majunga, a été précisément provoquée par les missionnaires protestants anglais. Ce n'est pas, en effet, l'Angleterre qui, à cette époque, nous a créé des difficultés. Elle avait reconnu depuis 1819, nos droits et elle ne les contestait pas. Ce sont les agissements des missions anglaises, toutes puissantes à la cour de Tananarive qui amenèrent la rupture.

Leur hostilité à l'égard de tout ce qui était français, se manifestait en toute occasion. L'expédition de l'amiral Pierre ne put la désarmer et peu de temps avant la conquête définitive de l'île, un membre de ces missions écrivait au *Standard*, une lettre dans laquelle il faisait appel à l'Angleterre contre la France et demandait qu'elle s'opposât à l'établissement de notre protectorat à Madagascar.

Concluez, messieurs.

Si vous faites disparaître de Madagascar les missions françaises, les habitants de l'île verront partir ceux qui ont défendu de tout temps notre influence et dont les intérêts étaient confondus avec ceux de nos négociants et de nos colons, et ils verront rester ceux qui furent de tout temps considérés comme nos rivaux et nos adversaires, pour ne rien dire de plus.

M. le ministre des colonies me dira qu'il doit laïciser l'enseignement public. Je n'y fais aucune objection. Ouvrez des écoles laïques aussi nombreuses que vous le pourrez, assurez la neutralité de l'enseignement : personne n'applaudira plus que moi à vos efforts et à vos succès.

Mais, entre le fait de laïciser l'enseignement public, c'est-à-dire de retirer aux frères des écoles chrétiennes la subvention dont ils jouissaient, et le fait de les obliger à fermer leurs écoles, en tarissant la source du recrutement, il y a un abîme.

Ne confiez plus la direction des écoles publiques aux missionnaires. Soit ! Mais laissez-les vivre comme instituteurs libres, puisqu'ils vous sont nécessaires comme contrepoids aux instituteurs étrangers.

Les éloges adressés par M. Buisson, dans son rapport, aux frères des écoles chrétiennes, les succès obtenus par eux à l'Exposition de 1900 et à l'exposition d'Hanoï ; les marques réitérées de confiance qui leur ont été données par le général Galliéni lui-même dans les actes officiels de son administration prouvent que le concours de ces religieux peut être encore utile à la colonie, et qu'il y aurait imprudence à s'en priver.

Un dernier mot sur un point de droit, pour répondre aux observations par lesquelles M. le président du conseil a motivé devant la commission de l'enseignement, son refus d'adhérer au maintien des noviciats pour les écoles hors de France, même dans la limite étroite que j'ai tracée.

M. le président du conseil nous a dit : La congrégation enseignante autorisée, frappée d'interdiction disparaît et si elle veut enseigner à l'étranger ou aux colonies, il faut qu'elle se reconstitue et qu'elle présente une nouvelle demande d'autorisation.

M. LOUIS OLLIVIER. — Il n'y a qu'à la donner tout de suite.

M. GEORGES LEYGUES. — Non, c'est inutile.

Il y a là une erreur de fait et de droit. Si M. le président du conseil

nous disait : Des missions enseignantes à l'étranger demandent à enseigner en France, nous ne pouvons admettre cette prétention, j'en tomberais d'accord avec lui. Une congrégation autorisée à enseigner dans les îles de la Polynésie ou chez les nègres de la Guinée ou du Dahomey ne pourrait être autorisée à enseigner en France, car il faut d'autres aptitudes et d'autres garanties pour éduquer les jeunes Français du vingtième siècle que les indigènes des pays dont je viens de parler.

La question se pose en d'autres termes. Des congrégations ont été autorisées à enseigner en France, par là même vous avez reconnu qu'elles étaient aptes à enseigner à l'étranger et aux colonies. Si l'objet de l'association était licite pour la France, à plus forte raison l'était-il pour les pays situés hors de France. Si les garanties qu'offrait la congrégation pour ouvrir des écoles à Paris, à Lyon ou à Marseille, étaient suffisantes, à plus forte raison l'étaient-elles pour ouvrir des écoles à Damas, à Montréal ou à Buenos-Ayres, à Conakry, aux îles Marquises ou à Tananarive.

La congrégation enseignante qui a des établissements en France et au dehors rentre dans la catégorie des congrégations mixtes créées par M. le président du conseil et par la commission.

Les services scolaires cessent de fonctionner en France ; mais ils continuent de fonctionner hors de France.

Aucune autorisation nouvelle n'est nécessaire.

Inutile d'innover. Il n'y a qu'à appliquer ici le principe posé par l'honorable M. Combes dans l'article 3 de son projet primitif et reproduit par la commission dans l'article 5 du projet que nous discutons.

Je m'excuse d'avoir retenu aussi longtemps l'attention de la Chambre, mais il s'agit de graves intérêts. Il fallait les dégager des passions, des malentendus et des équivoques qui les pouvaient obscurcir.

Oui ou non, voulez-vous laisser vivre les œuvres françaises de nos missions dans les colonies et sur tous les points du monde, ou voulez-vous les supprimer pour voir passer leur clientèle à des maisons rivales qui travaillent pour d'autres pays ?

Je ne crois pas, si grand que soit l'effort que l'on tente pour l'entraîner, qu'il se trouve une majorité pour sanctionner cette politique. Je ne fais pas à M. le président du conseil l'injure de penser qu'il ait prévu et voulu toutes les conséquences de son projet de loi.

Je crois que M. le président du conseil s'est trompé et qu'il n'a regardé ni assez haut, ni assez loin. Il peut encore se rallier à mon amendement ; s'il le faisait, il nous donnerait une marque éclatante de son désir de conciliation et du souci qu'il a de ne rien compromettre des intérêts français au dehors.

Cet accord que je sollicite me semble encore facile, car la question qui fait l'objet de ce débat n'a aucun caractère politique ; elle présente un caractère vraiment national, et il me semble que sur ce terrain il ne peut y avoir une divergence quelconque entre les membres de cette Assemblée.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le ministre des colonies.

M. GASPIN DOUMERGUE, *ministre des colonies*. — Messieurs, l'amendement que M. Leygues vient, avec beaucoup de chaleur, de défendre à cette tribune, tend à permettre le maintien en France de noviciats destinés à fournir des instituteurs congréganistes pour les pays étrangers et pour les colonies.

Il a, vous le voyez, un caractère tout à fait général. Je me placerai,

quant à mot, au seul point de vue des colonies, et je m'efforcerai, je puis vous en donner l'assurance, de n'apporter dans ce débat aucune passion.

L'honorable M. Leygues aujourd'hui, l'honorable M. Flandin dans la séance de vendredi dernier, indiquaient que nous devions nous abstraire, en cette circonstance, des préoccupations de la politique intérieure, pour envisager uniquement l'intérêt national.

.....

... Afin, dis-je, que vous n'en puissiez pas douter, afin que vous ne puissiez pas m'accuser d'apporter à cette tribune un parti pris, je m'effacerai moi-même dans ce débat, pour laisser parler les faits ; je me bornerai à faire appel à des témoignages dont, j'en suis convaincu, aucun d'entre vous ne voudra contester ni la sincérité, ni la très grande valeur.

Je vous ferai surtout des lectures et des citations. Elles ne remonteront pas à l'époque de la Révolution et je ne les emprunterai pas aux membres du Comité de salut public ; je les prendrai dans les rapports de ceux qui, aujourd'hui même, vivent dans les colonies et les administrent, et qui, éloignés de nos passions et de nos luttes, peuvent porter un jugement dégagé de toute préoccupation secondaire sur ce qui constitue vraiment l'intérêt national.

La Chambre me permettra cependant de lui rappeler tout d'abord qu'il y a contradiction entre l'amendement de l'honorable M. Leygues — il l'a reconnu lui-même — et la résolution votée dans la séance du 22 janvier 1903, par laquelle la majorité de cette Chambre invitait le ministre des colonies à laïciser les services placés sous ses ordres.

M. GEORGES LEYGUES. — Il n'y a là aucune contradiction.

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Je ne vous ai pas interrompu une seule fois ; je vous prie de faire de même, vous surtout, Monsieur Leygues, que j'ai écouté avec une extrême attention.

Pour donner suite à cette résolution, ainsi qu'on l'a rappelé, j'ai aussitôt adressé aux gouverneurs une circulaire très brève et dont le texte ne prêtait à aucune équivoque.

Je leur prescrivais de laïciser immédiatement les services et surtout l'enseignement, obéissant ainsi au désir de la Chambre, exécutant le mandat qu'elle m'avait donné.

Les gouverneurs des colonies s'appliquèrent à exécuter mes instructions ; ils y mirent un réel empressement, beaucoup plus de zèle, en tout cas, qu'on ne voudrait le faire croire. La tâche que je leur avais assignée est aujourd'hui à peu près terminée.

En effet, l'enseignement est entièrement laïcisé à la Guyane, à la Martinique, à la Réunion, dans l'Inde, à Tahiti, à la Nouvelle-Calédonie, à Mayotte, sur la côte occidentale d'Afrique. A la Guadeloupe, la laïcisation est complète pour les écoles de garçons ; elle le sera bientôt pour les écoles de filles. A Madagascar, elle est également à peu près achevée. Dans l'Indo-Chine, elle n'est pas encore terminée.

En agissant ainsi, allais-je à l'encontre des désirs des gouverneurs, des intérêts bien entendus de nos colonies ? Les gouverneurs, aussitôt qu'ils ont reçu ma circulaire, m'ont fait part de leurs observations ; je vous les ferai connaître, messieurs, en toute sincérité.

Le gouverneur général de l'Afrique occidentale, dont on parlait tout à l'heure, m'écrivait « que la question de la laïcisation avait déjà attiré toute

son attention et qu'il avait été frappé, dès son arrivée à Saint-Louis, de l'état rudimentaire de l'instruction primaire, tant au Sénégal que dans les autres colonies faisant partie du gouvernement général ».

« Le mouvement, disait-il, qui a porté nos anciennes colonies à laïciser leurs écoles dès 1880 n'a pas gagné nos possessions de la côte occidentale d'Afrique. Au Sénégal, sur les douze écoles de garçons et de filles, onze sont tenues par des frères de Ploermel ou des sœurs de Saint-Joseph de Cluny. A la Guinée, il n'existe que deux écoles, congréganistes. Au Soudan, sur treize écoles, onze sont dirigées par des pères blancs ou des religieuses de congrégation des sœurs blanches. A la Côte d'Ivoire, les sept écoles qui existent sont tenues par des religieux des missions africaines. Il en est de même pour les huit écoles du Dahomey. »

Il ajoutait : « Quant aux programmes et aux méthodes d'enseignement de ces écoles, ils échappent au contrôle de l'administration, qui n'a aucun fonctionnaire qualifié pour les surveiller, »

Le gouverneur général terminait cette communication en m'exprimant son intention de laïciser immédiatement l'enseignement. Il y est parvenu rapidement, et je n'ai reçu aucune plainte au sujet des conséquences qu'a pu entraîner une pareille mesure.

En ce qui concerne les anciennes colonies — je veux parler de la Réunion, de la Guadeloupe, des Antilles et de la Guyane — la laïcisation y est complète, et je suis convaincu que l'honorable M. Leygues n'a pas entendu les viser par son amendement ; dans ces pays que nous considérons comme de vrais prolongements de la métropole, qui ont des institutions calquées sur les nôtres, qui élisent des conseils généraux, des députés, des sénateurs, dont les habitants jouissent des mêmes droits que nous, il n'a jamais voulu prétendre, j'en suis certain, qu'on devait arrêter la laïcisation. Je lui rends hommage à cet égard ; mais je crois utile d'indiquer ici un fait qui ne pourra manquer de frapper la Chambre.

C'est que dans ces vieilles colonies la laïcisation ne s'imposait pas seulement par la nécessité de les doter d'une législation de tous points analogue à la nôtre, mais encore par d'autres considérations. En effet, l'enseignement congréganiste y avait donné des résultats tout à fait déplorables.

Ainsi, à la Réunion, par exemple, celle des anciennes colonies où la laïcisation a le plus tardé, le général Galliéni m'avait fait remarquer, de même qu'à mes prédécesseurs, que le nombre des illettrés atteignait une proportion tout à fait anormale ; il l'évaluait en moyenne à 65 p. 100.

Il faisait du reste remarquer que cette situation empêchait le recrutement de la Réunion de donner tous les heureux effets qu'on en avait tout d'abord attendus.

Il n'en était pas ainsi dans les colonies déjà laïcisées, et l'on peut dire que les mesures prises à la Réunion en vue d'y hâter l'achèvement de la laïcisation, ont eu d'excellents résultats.

Mais il ne s'agit pas de ces colonies ; l'honorable M. Leygues, en effet, s'est préoccupé essentiellement des possessions que l'on peut appeler des colonies de domination. Il a parlé de la Côte occidentale d'Afrique et surtout de Madagascar. Ici, messieurs, je veux simplement laisser parler les textes et les faits.

L'honorable M. Leygues a indiqué qu'à Madagascar, le Gouvernement avait résilié les contrats qui liaient la colonie avec les frères de la doctrine chrétienne. Il a exprimé la crainte que cette mesure n'ait des conséquences tout à fait désastreuses pour notre influence.

Eh bien, je dois ici, non pas faire mon *mea culpa*, mais apporter ce témoignage, que le général Galliéni est allé, dans l'application de mes instructions, beaucoup plus loin que je n'avais tout d'abord pensé moi-même.

Je n'avais pas, en effet, invité le général Galliéni à se préoccuper de la résiliation du contrat qui le liait avec les frères des écoles chrétiennes ; mais je lui avais indiqué — m'inspirant surtout de considérations budgétaires — qu'il serait peut-être préférable, au lieu de recourir à cette mesure radicale et de renvoyer en France les congréganistes, de leur substituer des instituteurs laïques en Emyrne, dans la région la plus civilisée, la plus peuplée d'Européens, et de les utiliser dans des provinces moins directement soumises à notre influence, pour y fonder de nouvelles écoles.

Le général Galliéni m'a prié de ne pas donner suite à cette intention ; il a énergiquement insisté pour que je résiliasse le contrat. Je vous dirai tout à l'heure les raisons qu'il invoquait.

Mais je tiens tout d'abord à relever, dans le discours de M. Leygues, une légère confusion, bien involontaire sans doute.

M. Leygues paraissait craindre qu'en faisant disparaître l'enseignement congréganiste, nous ne dussions par là même faciliter l'œuvre des missions étrangères. Une distinction s'impose ici, que le général Galliéni a du reste très bien faite...

Nous sommes, dans les colonies comme ailleurs, partisans absolus de la liberté des cultes. Nous laissons aux évangélistes toute liberté d'action, quelle que soit la confession à laquelle ils appartiennent ; qu'ils soient protestants, catholiques, bouddhistes ou juifs, nous ne mettons aucune entrave à leur prosélytisme. Ce que nous entendons leur refuser, ce que le général Galliéni et ce que les autres gouverneurs veulent leur interdire, c'est de donner l'enseignement, car les missions religieuses, quelles qu'elles soient, sont toutes à ce point de vue, animées du même esprit. Nous ne ferons aucune différence entre elles.

D'ailleurs, à la suite des mesures prises à Madagascar, les protestations les plus violentes ont émané des missions protestantes ; ce sont elles qui avaient, dans la colonie, la situation prépondérante, les écoles les plus nombreuses ; ce sont aussi elles, je dois le reconnaître, qui pâtiront le plus du nouveau régime.

Ainsi donc la laïcisation de l'enseignement à Madagascar ne fera disparaître aucune des congrégations autorisées qui se livrent à l'évangélisation, à la catéchisation des indigènes. Elles peuvent y rester. On peut élever une église à côté d'un temple, la liberté est absolue.

Mais autre chose est de permettre aux missions, quelles qu'elles soient, de chercher à faire des prosélytes, autre chose est de leur laisser la liberté d'ouvrir des écoles, parce que c'est précisément par l'enseignement, qu'elles sont autorisées à donner sous le régime actuel, que les missions étrangères peuvent nuire à notre influence. Le seul moyen, la seule méthode pour asseoir l'influence française dans la colonie, c'est d'y instituer l'école laïque, c'est d'apprendre le français aux indigènes.

Lorsque tous nos sujets connaîtront et comprendront notre langue, l'œuvre des missions étrangères sera ruinée par avance ; celles-ci ne pourront plus, comme maintenant, s'adresser aux indigènes dans leur langue maternelle, ou dans une langue étrangère qu'elles sont seules à leur apprendre ; elles devront leur parler français, et sur ce terrain, elles auront une infériorité marquée par rapport à notre enseignement.

Ceci dit, je veux faire passer sous vos yeux quelques textes et vous exposer uniquement par des citations, tout l'historique de la laïcisation à Madagascar.

M. JAURÈS. — Très bien !

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Voici le rapport que je recevais du général Galliéni le 15 avril 1903 :

« En février 1897, m'écrivait-il, dans une communication que je vous adressais, je signalais la nécessité qu'il y avait, à mesure que s'accomplissait l'œuvre de pacification, de faire, en dehors de l'action militaire, la conquête morale du pays, en y imposant nos usages, nos lois et surtout notre langue, et j'ajoutais comme conséquence que la question du développement des écoles et de l'enseignement du français méritait toute notre attention et que la solution qui lui serait donnée pourrait avoir une influence capitale sur l'avenir de la colonie.

« A cette époque, ajoutait-il, la diffusion de l'enseignement en Emyrne se partageait entre les missions étrangères et la mission catholique. La mission évangélique de Paris ne s'était pas encore établie à Madagascar. Nous ne pouvions évidemment, pour des raisons d'ordre politique sur lesquelles il est superflu d'insister, prêter une aide efficace et partant financière qu'à nos nationaux, représentés en l'espèce par la mission catholique.

» Celle-ci comprenait, d'une part, les pères jésuites, d'autre part, les frères des écoles chrétiennes. Ces derniers seuls, excellents instituteurs, se consacraient réellement à l'instruction des jeunes Malgaches ; mais ils étaient entièrement sous la dépendance des pères et relevaient directement de l'évêque qui recevait les subventions et les distribuait au mieux des intérêts des écoles.

» Il y avait là un danger ; malgré les services rendus, avant la conquête, à la cause française, les jésuites avaient une tendance marquée à faire passer leurs intérêts religieux avant les intérêts scolaires de la colonie...

M. LE GÉNÉRAL JACQUEY. — Il n'y a plus de jésuites !

M. DE BAUDRY D'ASSON. — Ils avaient raison, les pères : la religion passe avant tout !

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Vous me rendrez ce témoignage que je parle sans passion. Un procès se plaide en ce moment au nom de l'intérêt national et je mets simplement sous les yeux de la Chambre les pièces importantes du débat ; elle appréciera ensuite.

» Il était indispensable, ajoutait-il, de ne pas favoriser une action qui profitait plutôt à leur association qu'à la colonie elle-même.

» C'est pour ces motifs, et afin de rendre indépendants les frères de la doctrine chrétienne, que je proposai au département de passer directement avec leur supérieur à Paris, une convention qui fut signée le 8 avril 1897. »

Vous voyez les phases successives par lesquelles a passé l'enseignement à Madagascar. Le général Galliéni trouve d'abord installés les jésuites ; ils gênent son administration ; il essaye alors de les faire disparaître et de leur substituer les frères des écoles chrétiennes. Ainsi s'explique l'évolution naturelle qui s'est faite dans son esprit et qui l'amène à ne plus vouloir que de l'enseignement laïque.

Il ajoute, en parlant des frères des écoles chrétiennes : « Bien que ce me soit une satisfaction de reconnaître ici et leurs efforts et leurs succès, j'estime cependant que le contrat qui nous lie avec eux, présente certains inconvénients et que l'intervention de l'administration ne doit se manifester ouvertement que pour l'enseignement laïque officiel. »

« D'autre part, ajoute-t-il, malgré les engagements pris et malgré les inspections fréquentes, il est bien évident que l'instruction donnée dans les établissements religieux n'est pas en tous points conforme aux programmes que nos sacrifices nous permettraient d'exiger.

» Bien qu'il n'appartienne qu'à vous, monsieur le ministre, de prendre à l'égard de la résiliation du contrat telle décision que vous jugerez convenable, j'ai cru néanmoins de mon devoir de me préoccuper des conditions dans lesquelles cette dénonciation pourrait être faite. Le frère Norbert, visiteur des écoles chrétiennes, se rend à Paris par ce même courrier, pour entretenir le supérieur de la mission de la question de l'annulation de la convention. »

Il terminait sa lettre...

M. MASSABUAU. — Vous en passez.

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Ce que je passe vous ferait probablement peu de plaisir. D'ailleurs je tiens ces documents à la disposition de tous mes collègues.

Le général Galliéni terminait ainsi :

« Je me permettrai d'insister d'une façon toute particulière auprès de vous, monsieur le ministre, pour que la solution à intervenir se fasse dans le sens de la dénonciation des contrats. »

Je dois dire, en effet — je l'ai indiqué en commençant — que j'avais été un peu effrayé par ce projet de dénonciation des contrats. Je craignais pour la colonie les conséquences budgétaires de cet acte.

J'avais suggéré au gouverneur général la solution intermédiaire, un peu bâtarde je l'avoue, que j'indiquais tout à l'heure.

Voici ce que dit sur ce point M. le général Galliéni :

« La rupture des conventions qui nous lient ferait réaliser immédiatement au budget local les économies que j'ai déjà citées plus haut, savoir... »

Et il énumérait les économies.

Les bureaux de mon département ont reçu la visite du frère Norbert venu pour négocier la résiliation des contrats. J'avais toujours quelques hésitations ; je me préoccupais non seulement, en effet, de la répercussion de cette dénonciation sur le budget local, mais aussi, comme l'honorable M. Leygues, des conséquences de la disparition de cet enseignement catholique, en présence de l'enseignement des missions protestantes étrangères.

M. le général Galliéni, par une suite de rapports, de cablogrammes et de lettres, levait au fur et à mesure toutes mes objections.

Il indiquait ce qu'il avait cherché à faire, la façon dont il avait voulu se servir des congrégations pour répandre surtout l'enseignement professionnel, et il me montrait par des faits que toutes les prescriptions qu'il avait formulées, toutes les instructions admirablement conçues et écrites qu'il avait rédigées, avaient été successivement éludées par elles.

Il s'exprimait ainsi :

« Ces règles — les règles qu'il leur avait imposées — furent, au début,

acceptées avec empressement, même avec un certain enthousiasme. Mais bientôt les missions cherchèrent à les éluder ; sans doute considéraient-elles que leur participation à l'enseignement des indigènes devait servir à leur prosélytisme. J'ai dû réagir contre cette tendance, non sans m'attirer de vives réclamations dont j'ai dû, à diverses reprises, entretenir le département. »

Ce sont les mêmes réclamations dont je suis saisi à l'heure actuelle.

« Fidèle au principe de neutralité religieuse, j'ai été dans l'obligation de réprimer des écarts, pour maintenir sur son terrain véritable, la question de l'enseignement que la plupart des sociétés et associations religieuses ont cherché à déplacer.

Aussi leur collaboration n'a-t-elle pas donné tous les résultats qu'à l'origine les intéressées elles-mêmes me promettaient. Sans doute, les difficultés religieuses ont été singulièrement aplanies, et c'est là un effet très heureux de l'organisation de notre système d'enseignement. Mais, il me semble voir chez les missions, une certaine répugnance à persévérer dans la voie qui leur a été tracée, à appliquer nos programmes d'instruction à la fois libérale, indépendante et pratique. Les préoccupations religieuses persistent à dominer toutes les autres qui touchent directement à la prospérité et au développement intellectuel de nos sujets. »

Je m'excuse de ces lectures, mais je crois qu'elles sont intéressantes pour ceux qui veulent juger sans parti pris.

« En général, les missions françaises ou étrangères de l'île ont mis une certaine inertie à donner à leurs élèves l'instruction professionnelle en honneur dans les établissements officiels. L'enseignement purement spéculatif continue à occuper la majeure partie des heures de classe, et le commentaire de la bible ou l'étude du catéchisme et des chants liturgiques prime certainement de beaucoup les travaux d'atelier ou d'agriculture.

» D'autre part, les représentants des missions se cantonnent surtout dans les régions salubres des hauts plateaux... »

M. JUMEL. — L'esprit de sacrifice les domine.

M. LE COMTE DE LA ROCHETULON. — Ces observations s'appliquent à toutes les missions.

M. CHARLES BENOIST. — En 1897, M. de Pressensé faisait l'éloge des congrégations dans la *Revue des Deux Mondes*.

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Je fais tout ce qui est en mon pouvoir pour ne pas passionner ce débat, je crois que l'on pourrait écouter en silence ces citations qui sont intéressantes et édifiantes.

Vous apprécierez ensuite. Je me bornerai à de très brefs commentaires. Les observations du général Galliéri sont les miennes. Elles concordent d'ailleurs avec celles de tous les gouverneurs.

Je continue la lecture :

« D'autre part, les représentants des missions se cantonnent surtout dans les régions salubres des hauts plateaux où l'indigène, au fond très indifférent, est, en raison peut-être de cette indifférence même, le plus malléable. Ils s'efforcent d'y accroître le nombre de leur adeptes, et leurs rivalités ne laissent pas que de créer parfois aux administrateurs chefs de province de sérieux embarras.

» A plusieurs reprises j'ai dû, moi-même, intervenir officiellement pour inviter les représentants des différents cultes à se borner à leur rôle pure-

ment spirituel, pour leur rappeler qu'ils ne pouvaient en sortir que pour contribuer à l'œuvre de pacification et de civilisation que nous avons entreprise à Madagascar.

» Au mois de mai de l'année 1898, je fus obligé d'attirer l'attention des chefs de circonscription sur les tendances des missionnaires des différents cultes à se faire consentir, par les indigènes, des donations plus ou moins volontaires... »

M. HENRI MICHEL (Bouches-du-Rhône). — Le procédé des jésuites est le même partout.

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — « Le 2 juin dernier, j'ai dû encore intervenir et spécifier que les autorisations accordées, sur la demande des villages, de construire des temples, chapelles ou églises, n'entraînaient pas pour la collectivité, l'obligation de participer d'une façon gratuite à la construction de ces édifices. »

Et comme conclusion il ajoute :

« L'extension de notre enseignement laïque a été l'objet de nos constants efforts. Aujourd'hui, dans toutes les circonscriptions de l'île, il tient une place très importante et sa supériorité s'est définitivement affirmée par les résultats obtenus. »

M. LASIES *et plusieurs de ses collègues*. — Combien y a-t-il d'instituteurs dans l'île ?

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Il y a tous les instituteurs nécessaires pour donner l'enseignement.

M. LASIES. — Il y en a onze en tout : un directeur, six instituteurs et quatre institutrices.

M. SAVARY DE BEAUREGARD. — Les chiffres sont intéressants à connaître.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs, laissez M. le ministre conduire sa discussion comme il l'entend.

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Vous me feriez croire que dans cette circonstance, ce n'est pas uniquement l'intérêt national qui vous guide et que vous obéissez à vos passions.

Le rapport que je viens de vous lire est du 30 janvier 1903. Je suis très heureux, en passant, de rendre hommage au sens politique, à la vigilance et à l'esprit de méthode du général Galliéni. Il a été souvent attaqué ; il a rencontré beaucoup de difficultés, d'obstacles sur sa route ; j'ai souvent protesté contre les accusations dirigées contre lui : j'ai toujours vu le gouverneur général animé d'un esprit très libéral, très dévoué aux intérêts de la colonie et en même temps j'ai trouvé en lui un loyalisme auquel je me plais à rendre hommage.

Le 16 septembre, quelques mois après le rapport dont je viens de vous donner lecture, le général Galliéni m'en envoyait un autre ; cette fois, au sujet de l'école de Nossi-Bé, il disait : « La colonie est liée par une convention d'origine ancienne, intervenue entre l'autorité métropolitaine et les congréganistes. Il appartient exclusivement au département de rechercher la solution, pour substituer l'enseignement laïque à l'enseignement congréganiste dans la dépendance. J'appelle toute votre attention sur l'urgence de cette substitution, car lors de mon dernier passage à Nossi-Bé, j'ai

constaté, comme précédemment, dans les écoles, les résultats les plus médiocres. Les instituteurs congréganistes n'ont pas su rompre avec de vieilles routines, ni comprendre la voie dans laquelle il faut conduire la jeunesse pour qu'elle remplisse un rôle utile pour l'avenir de la colonie. »

M. LUCIEN MILLEVOYE. — Et les missions protestantes ?

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Il les met sur le même plan. Ou M. Millevoye ne m'a pas entendu tout à l'heure ou il cherche une mauvaise querelle. J'ai indiqué au début de mes explications que le nombre des missions protestantes à Madagascar l'emportait sur celui des missions catholiques et que le nombre des écoles protestantes était bien plus élevé que celui des écoles catholiques. J'ai ajouté qu'une des conséquences de ces mesures de laïcisation serait précisément d'atténuer, de diminuer la propagande des missions étrangères protestantes.

M. LASIES. — C'est une erreur.

M. LE PRÉSIDENT, *s'adressant à la droite*. — Tout à l'heure, lorsque des interruptions gênaient la parole de M. Leygues, vous protestiez et vous aviez raison, et depuis un instant M. le Ministre des colonies ne peut pas prononcer une phrase sans être interrompu.

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Je ne m'en plains pas trop...

M. LE PRÉSIDENT. — Mais moi, je m'en plains pour vous !

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — ... parce que précisément les interruptions qui se produisent tendent à faire croire que les raisons que je donne sont si justes qu'on préfère ne pas les entendre.

M. LASIES. — Ce ne sont pas des raisons.

M. LE GÉNÉRAL JACQUEY. — Ce sont des lectures.

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Dans ce même rapport, le général Galliéni, revenant sur la question des frères de la doctrine chrétienne, me demandait avec instance de résilier leur contrat :

« La question me paraît tellement importante et pour l'avenir de notre œuvre d'enseignement à Madagascar et pour les finances locales, que je n'hésite pas à détacher en mission auprès de vous M. Deschamps... » — c'est son directeur de l'enseignement — « ... pour vous fournir tous les éclaircissements qui pourraient vous être nécessaires et, le cas échéant, les arguments répondant à de nouvelles objections. »

Ce rapport m'était envoyé le 13 septembre 1903 et par cablogramme, le 26 octobre 1903, le gouverneur général me disait : « Je vous prie de la manière la plus pressante, de sanctionner les mesures que vous soumettra M. Deschamps, pour dénoncer le contrat des frères de la doctrine chrétienne. Elles sont de nature à donner un nouvel essor à l'enseignement laïque. »

Le contrat fut résilié. J'aurais eu mauvaise grâce devant tant d'insistance et devant des raisons émanant d'un homme en lequel j'ai toute confiance à oublier un moment, ce qu'il demandait dans l'intérêt national. Il a considéré que l'intérêt de notre domination à Madagascar consistait dans le développement de l'enseignement laïque ; le contrat qui liait la colonie avec les frères des écoles chrétiennes s'opposait à ce développement ; il a demandé la résiliation du contrat ; je la lui ai accordée.

M. DE GRANDMAISON. — A-t-on agi de même pour les missions protestantes ? Vous voulez supprimer les unes, sans toucher aux autres. Il y a là une inégalité de traitement et vous êtes particulièrement mal qualifié pour en parler, car vous êtes orfèvre et vous donnez votre appui à la religion réformée.

M. ARCHDEACON. — Supprimez-vous les missions protestantes étrangères ?

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Messieurs, le gouverneur général avait, dans l'influence des missions, au point de vue de la pacification de la colonie, une confiance tellement limitée que, dans un rapport du 31 octobre 1903, il me signalait un fait qui m'a frappé :

« Depuis l'application en France, m'écrivait-il, de la loi sur les associations, le mouvement d'immigration des religieux métropolitains dans la colonie semble s'être accentué et chaque courrier apporte un nouveau contingent de congréganistes. »

M. LASIES. — Où voulez-vous qu'ils aillent ?

M. LE GÉNÉRAL JACQUEY. — Fusillez-les tout de suite !

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Le général Galliéni rendait parfaitement hommage, dans ses rapports, à l'œuvre accomplie autrefois par les missions ; mais il disait aussi :

« Dans un pays comme celui-ci où les discussions religieuses ont souvent un caractère d'acuité grave, il faut que l'enseignement ne soit subordonné à aucune confession. »

« Je ne crois pas qu'il y ait intérêt à inciter les missions à s'implanter, avant l'administration, comme éducatrices dans les pays où elles n'ont eu encore aucun contact avec les indigènes ; il ne serait pas possible, en effet, de réserver à une seule confession le monopole de l'instruction dans des circonscriptions déterminées et il serait à craindre que le désir de faire des adeptes ne suscite là, où elles sont inconnues, les querelles religieuses qui ont si souvent troublé l'Égypte et nous causent encore tant de difficultés ».

Ainsi que je vous l'indiquais, il concluait que la diffusion de l'enseignement du français était le meilleur moyen de lutter contre l'influence des missions et d'asseoir en même temps notre domination politique dans le pays.

Je vous donne lecture du dernier paragraphe de son rapport :

« J'espère d'ailleurs que, grâce à la multiplicité croissante de nos écoles et aux efforts persévérants du personnel enseignant, auquel je suis heureux de rendre hommage, la langue française sera, avant peu d'années, d'usage courant dans la colonie pour tous les indigènes.

M. LASIES. — Avec onze instituteurs !

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Je ne pense pas que vous puissiez vous élever contre les observations présentées par M. le général Galliéni. Vous voyez de quel esprit elles s'inspirent. Il échappe à nos préoccupations et à nos passions ; il voit la situation de la colonie telle qu'elle est : il la voit divisée par les dissensions religieuses. Il estime et j'estime avec lui que le moyen de procurer la paix à ce pays, le moyen de rapprocher de nous les indigènes, c'est de donner exclusivement un enseignement laïque, et de

continuer l'application de la réforme que la Chambre a décidée, ainsi que je le rappelais tout à l'heure.

M. le général Gallieni qui pense à répandre l'enseignement du français, avait du reste des raisons de croire que les écoles des missions n'étaient pas très portées à donner cet enseignement. Au début même de la conquête, il avait eu l'occasion de constater que les écoles des missions étaient beaucoup plus préoccupées d'enseigner le latin que le français ; et il craignait que malgré la pression qu'on exerçait sur elles, elles n'en revinssent bientôt à leurs premiers errements.

M. FABIEN-CESBRON. — Les frères de la doctrine chrétienne ne savent pas le latin : ils ne peuvent donc pas l'enseigner.

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — La réponse à de pareilles objections serait trop facile. Je n'invoquerai ici que des témoignages que vous ne pourrez pas récuser.

M. JULES DANSETTE. — Je répète que les frères de la doctrine chrétienne ne savent pas le latin !

M. JAURÈS. — C'est pour cela qu'ils l'enseignent.

M. LAMENDIN. — Je vous parie, monsieur Dansette, que les Malgaches parleront français avant les Bretons.

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Si j'ai bien saisi les arguments de M. Flandin et de M. Leygues, l'enseignement du français, dans les écoles catholiques est, à l'étranger, le meilleur moyen de développer notre influence et, dans les colonies, d'asseoir notre domination. Si donc il était démontré que les missions, au lieu d'enseigner le français, enseignent une autre langue, il serait logique de déclarer qu'elles font une œuvre anti-française.

M. LE BARON DE BOISSIEU. — Nous prétendons qu'elles enseignent le français.

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Il est entendu que ceux qui défendent l'existence des noviciats en France, ainsi que des missions à l'étranger, sont mus par cette considération qu'enseigner la langue nationale, c'est servir l'influence de notre pays. On nous citait les écoles du Levant, dans lesquelles les missionnaires enseignent le français, et grâce auxquelles on peut entendre, dit-on, tous les indigènes du pays parler notre langue. Ce qui peut être vrai dans les Echelles du Levant, en Orient et en Extrême-Orient, ne l'est pas dans nos colonies françaises. Là les missions ont une prétention : celle de ne pas enseigner le français,

M. LE MARQUIS DE LA FERRONAYS. — Qu'enseignent-ils alors ? C'est une pure calomnie, car c'est absolument le contraire de ce qui existe !

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Je n'avancerais pas une affirmation dont je ne puisse immédiatement apporter la preuve qu'aucun de vous ne pourra récuser. J'ai entre les mains le procès-verbal du conseil colonial de la Cochinchine pour la session ordinaire de 1902. En Cochinchine, la mission est puissante : elle a reçu pendant très longtemps de la colonie des subventions importantes, elle en a touché aussi, je crois, de l'alliance pour la propagation de la langue française. Grâce à ces subventions, la mission s'est développée au point d'acquérir dans le pays des domaines très étendus.

Elle écrit à la date du 13 octobre 1902 :

« A M. le Président et à MM. les conseillers coloniaux,

« Il est fait grief à la mission de Saïgon de ne pas enseigner aux enfants qui fréquentent ses écoles dans l'intérieur, la langue française, conformément aux desiderata de l'administration et du conseil colonial et de ne pas rendre ainsi les services qui sont la conséquence de la subvention accordée à la mission.

» J'estime que l'enseignement du français à de jeunes enfants, dont beaucoup quittent l'école à douze ans et dont l'avenir est de rester attachés au sol, constitue un danger et une inutilité pour le plus grand nombre... »

M. LAMENDIN, — Cela s'appelle le coup de grâce.

M. GEORGES LEYGUES. — Quelle est cette congrégation ?

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — « J'ai donc l'honneur de vous faire connaître que si cet enseignement doit être impératif pour toutes nos écoles de l'intérieur, je ne puis en assumer la responsabilité. En conséquence, je renonce au bénéfice de la subvention accordée jusqu'ici à la mission, sous ce titre : Subvention aux écoles de la mission dans la colonie et primes pour l'enseignement du français.

« Veuillez agréer, monsieur le président, l'assurance de ma parfaite considération.

« Signé : MOSSARD, évêque, vicaire apostolique. »

Remarquez, messieurs, que je prends vos arguments. Vous avez indiqué, et je le répète, que l'enseignement du français était ce qui justifiait la création et le maintien des noviciats.

M. ANTHIME-MÉNARD. — Voulez-vous me permettre une observation. Monsieur le ministre.

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Volontiers.

M. ANTHIME-MÉNARD. — Je crois reconnaître dans le texte dont vous donnez lecture un document que j'ai lu moi-même dans un organe colonial. Or, il constitue d'abord un cas spécial et complètement isolé.

La preuve qu'il est isolé, c'est l'ardeur avec laquelle quelques membres de la majorité ont demandé qu'on mit la question aux voix aussitôt après que vous en aviez fait état.

En outre, et autant que je puis m'en souvenir, sans pouvoir l'affirmer absolument, cet incident se rattache à une longue discussion à laquelle les passions locales et les intérêts politiques personnels n'étaient pas étrangers.

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Je vais vous la lire.

M. ANTHIME MÉNARD. — L'évêque a pu obéir à des vues personnelles, sur la meilleure manière de propager l'influence française ; il a pu ne pas attacher à l'enseignement de la langue elle-même, dans tel ou tel milieu spécial, la même importance que tel ou tel membre d'un conseil général quelconque y attache. On a pu ne pas partager sa manière de voir, mais on ne saurait justifier de la sorte l'accusation qu'on lui adresse de ne pas favoriser l'influence française.

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Je ne veux rien dissimuler dans ce

débat. Je lirai la discussion et vous verrez qu'en effet elle souligne ce que j'appellerai tout au moins une incorrection.

Cette lettre, ainsi que vous le pensez bien, a créé une très grosse émotion au sein du conseil colonial et dans la colonie tout entière.

Mais, messieurs, ce n'était pas un acte isolé, Elle venait après une brochure de ce même évêque, Mgr Mossard, dans laquelle on lisait ceci :

« C'est que les Annamites qui savent le français sont, à de rares exceptions près, ceux qui aiment le moins les Français, qui les respectent le moins et qui, dans le fond, leur sont le plus hostiles.

« Augmenter le nombre des déclassés... » ajoutait l'évêque...

M. JAURÈS. — C'est cela ! Très bien !

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — « ... n'est-ce point constituer un péril, pour la sécurité publique en Indo-Chine et un danger sérieux pour l'influence française ? »

M. ANTHIME-MÉNARD. — Voilà la réponse.

A l'extrême gauche. Vous êtes satisfait, Monsieur Ménard ?

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Il y a dans le conseil colonial des conseillers indigènes. L'un d'entre eux, qui n'avait pas été élevé chez les missionnaires et qui parlait bien le français, s'est levé aussitôt pour protester contre les dires de l'évêque, et il l'a fait dans les termes que voici :

« Ces paroles, tombées de la plume du chef de l'Eglise catholique en Cochinchine, c'est-à-dire de la plume la plus autorisée, constituent une accusation d'une gravité très grande contre tous les Annamites qui ont, comme moi, reçu les bienfaits de la civilisation française. Mgr Mossard nous accuse nettement d'être des traîtres ; il jette en même temps un démenti formel à tous les rapports des administrateurs chefs de provinces sur la situation politique de la colonie depuis plus de vingt ans.

« Ce ne sont pas là des arguments à invoquer pour les besoins de la cause, je veux dire pour justifier le maintien de la subvention accordée à la mission. Mgr Mossard n'aurait jamais dû recourir à de pareilles raisons. Mais alors, si nous admettons le dire de Mgr Mossard, cette assertion ne peut s'appliquer qu'à des catholiques connaissant le français, créatures de la mission. Nous supposons que Mgr Mossard ne peut prétendre bien connaître que ses catholiques. Je laisse le soin au conseil d'apprécier l'opportunité de continuer à voter ou refuser la subvention. »

Et, dans le même sens, un conseiller colonial français, M. Pech, ajoutait :

« Le désistement de l'évêque de Saïgon simplifie singulièrement la situation actuelle. Il est cependant nécessaire que le conseil national prenne acte de cet aveu que la mission a touché en vingt-cinq ans la somme de 750.000 fr. comme prime d'encouragement par la colonie à l'enseignement du français. Après avoir soutenu l'utilité de cet enseignement, il formule un avis contraire ».

La mission était en effet assez riche.

A gauche. C'est scandaleux !

A l'extrême gauche. Toujours l'argent !

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — « On s'est demandé si c'était bien le chef de la mission en Cochinchine qui avait pu écrire ce factum. C'est au bout de vingt ans que la mission fait cet aveu, précieux à retenir, qui sera

enregistré dans les procès-verbaux du conseil colonial et qui nous servira de leçon à l'avenir pour nous éviter de tomber dans les anciens errements de l'administration locale. »

Mais voici qu'un conseiller annamite, élève des missions, veut essayer de démontrer que, tout au moins, dans les séminaires, on enseigne le français, et accuse avec une désinvolture un peu excessive, qui lui a attiré du reste des observations, le directeur de l'enseignement d'avoir fait de faux rapports. Or, le directeur de l'enseignement s'exprime à son tour en ces termes :

« Il y a plusieurs mois que je suis allé visiter le séminaire. J'ai reconnu que les élèves se livrent surtout à l'étude de l'annamite et que, parmi les élèves de théologie, il y en a quelques-uns qui apprennent le français en vertu de la méthode dont je vous ai parlé à la commission du budget et qui consiste à traduire le latin en français ; c'est une méthode d'une valeur discutable.

« Si on mettait en présence un élève de Chasseloup-Laubat — collègue laïque — ou un élève de Taberd — laïque également — après cinq ans d'études, et un élève de théologie, qui compterait dix années de séminaire, la supériorité resterait aux premiers.

« En un mot, je déclare que le séminaire n'est pas un établissement où l'on apprenne le français ; c'est une langue de luxe, et cet enseignement n'est donné qu'à de très rares jeunes gens, tout à fait à la fin de leurs études... »

M. ANTHIME-MÉNARD. — C'est l'opinion d'un fonctionnaire !

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — C'est l'opinion du directeur de l'enseignement. Vous avez eu celle du gouverneur. Ce n'est pas moi qui ai nommé ce directeur de l'enseignement ! il est dans la colonie depuis très longtemps.

Je vous ai lu les rapports et les déclarations des conseillers coloniaux. Le président, en 1902, résumait la question de la façon suivante :

« Avant de terminer cette session, je crois être l'interprète de tous mes collègues en priant l'administration de vouloir bien, le plus promptement possible, étudier un projet de réorganisation de l'enseignement.

« Vous avez pu voir tous les inconvénients que nous rencontrons en Cochinchine et le défaut d'organisation complète de l'enseignement laïque dans l'intérieur de la colonie. Depuis bien des années, je me suis attaché au développement de cet enseignement et vous savez quels sont mes efforts pour amener le relèvement de l'institution municipale, pour assurer le succès de cette seule école ayant un caractère laïque en Cochinchine... »

M. ANTHIME-MÉNARD. — Il est dans son rôle, ce fonctionnaire !

M. DE L'ESTOURBEILLON. — Il ne faut accorder qu'un crédit très restreint à l'opinion des fonctionnaires !

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Ce n'est pas un fonctionnaire. C'est un membre élu de la colonie, comme nous sommes, nous, élus du pays.

M. DE L'ESTOURBEILLON. — C'est un demi-fonctionnaire.

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — «... Je crois que là ne doit pas se borner notre effort ; il faudrait, puisque nous sommes au moment de remplacer l'enseignement congréganiste par l'enseignement laïque, il faudrait

le plus promptement possible, élaborer un programme répondant aux desiderata du conseil et dont la réalisation permettrait de substituer l'un à l'autre ces deux enseignements ; puisque nous avons démoli, il faut se hâter de reconstruire, sous peine de manquer à nos devoirs vis-à-vis de ceux auxquels nous devons l'instruction. »

Depuis cette époque, on tâche de reconstruire, c'est-à-dire qu'on tâche de donner l'enseignement laïque dans la colonie, et on ne le fait pas, vous le savez, messieurs, par vaine passion, par esprit sectaire : on le fait parce qu'en Indo-Chine plus que partout ailleurs, peut-être, il y a nécessité absolue de rapprocher de nous les populations. On se préoccupe, avec raison, du grave péril que peut faire courir, dans un avenir plus ou moins éloigné, l'union des races jaunes, et l'on est inquiet, comme vous-mêmes — bien qu'il y ait peut-être quelque exagération dans certaines inquiétudes — à la pensée de ce que deviendrait notre belle colonie de l'Indo-Chine, si nous ne pouvions éviter cette entente.

Si nous voulons attirer à nous les indigènes, si nous voulons qu'ils ne puissent pas tendre la main à ceux dont ils parlent presque la langue, dont ils ont l'écriture, il n'y a qu'un procédé qui s'impose, c'est de leur apprendre notre langue, c'est de leur enseigner le français. Ainsi, messieurs, nous les rapprocherons de nous, et nous empêcherons qu'ils soient en communication fréquente et dangereuse avec les peuples puissants, leurs voisins.

J'estime, pour ma part, que l'enseignement du français dans nos colonies est, au suprême degré, une œuvre nationale, une œuvre politique. J'estime que cette œuvre ne peut être accomplie que par nos écoles laïques, que par nos instituteurs laïques.

Et cette opinion ne m'est pas personnelle ; c'est l'opinion des hommes qui ont vécu dans les colonies, qui les ont dirigées, qui ont eu la lourde charge de leur administration et qui, avec leur patriotisme éclairé, vous disent aujourd'hui : « Développez l'enseignement laïque, propagez l'enseignement du français. « Vous n'y arriverez point, messieurs, en permettant aux missions d'ouvrir des écoles.

M. MAURICE DUTREIL. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — Voici l'ordre des inscriptions : MM. Deville, Suchetet, Millevoye, Georges Leygues, et je rappelle que M. le rapporteur a toujours le droit de prendre la parole.

Sur divers bancs. Continuons !

M. LE PRÉSIDENT. — On n'insiste pas pour la clôture ? (*Non ! Non !*).

La parole est à M. Deville.

M. GABRIEL DEVILLE. — J'hésitais à monter à la tribune parce que j'entendais demander la clôture du débat, mais dès que la clôture n'est plus réclamée, je maintiens mon tour de parole et je demande à la Chambre quelques minutes de son attention.

La politique que nous avons vu préconiser à cette tribune par les honorables auteurs des amendements en discussion n'est que le développement de cette formule : l'anticléricalisme ne doit pas être un article d'exportation. Mais ils ajoutent que le cléricalisme doit être ce qu'ils ne veulent pas que soit l'anticléricalisme. Ils veulent exporter le cléricalisme sans compter.

Hélas ! ce serait alors le cas ou jamais, pour la France, de dire ce que Juliette disait à Roméo : « Plus j'en donne, plus j'en ai. »

Ils ne se contentent pas de vouloir exporter le cléricalisme. ils tentent d'embaucher au service de leur thèse les hommes de la Révolution.

Quand j'ai assisté déjà, à la fin de l'année dernière, à cette tentative d'embauchage, j'ai eu de la méfiance, parce que je crois connaître un peu l'esprit des hommes de la Révolution, Aussi qu'ai-je fait ? Je me suis muni de l'autorisation préalable et je me suis rendu aux Archives du ministère des affaires étrangères, où j'ai consulté les pièces. Je vais vous donner connaissance, messieurs, du résultat de mes recherches.

Vendredi dernier, on vous a parlé du ci-devant marquis de Sémonville, qui, en effet, a été nommé deux fois ambassadeur de France à Constantinople. Seulement notre honorable collègue M. Flandin doit savoir que Sémonville n'a pu se rendre à Constantinople ; arrêté en 1793 en traversant le territoire des Grisons, il fut, en décembre 1795, au nombre des prisonniers français échangés contre la fille de Louis XVI.

Mais nous avons eu un représentant à Constantinople en 1793 ; ce représentant, c'était encore un ci-devant marquis, c'était Descorches, marquis de Sainte-Croix. Il reçut du Comité de salut public, dont on a invoqué l'autorité contre nous, des instructions particulières.

Pour qu'on puisse vérifier l'exactitude de ma citation, j'indique tout de suite qu'on trouve ces instructions aux archives du ministère des Affaires étrangères, dans les volumes : *Turquie*, supplément, tome XXII, folios 218 et suivants.

Voici comment les conditions générales à remplir par lui étaient résumées :

« Confirmation des anciennes capitulations passées entre la France et l'empire ottoman pour tout ce qui concerne les intérêts de notre commerce, les privilèges, exceptions, droits et prérogatives qui y sont énoncés. »

Les instructions développaient ces divers points et insistaient surtout sur l'intérêt politique de l'alliance qu'on rêvait alors de conclure avec la Turquie, le Danemark, la Suède, etc., sur les intérêts et prérogatives pour le commerce, la navigation et la juridiction. Quant au reste, pour le protectorat catholique, voici intégralement tout le passage, sans que j'y change un mot, folios 245 et 246.

« On attachait autrefois beaucoup d'importance à la religion romaine, tant à Constantinople que dans les Etats dépendant du Grand Seigneur. L'ambassadeur de France jouissait à cet égard de la plus haute considération. Mais, depuis que la République française s'est émancipée et que le bonnet de la liberté s'est élevé au-dessus de la tiare du pontife, toutes les querelles religieuses ne doivent nous intéresser que faiblement. L'ambassadeur de la République se bornera donc à conserver les prérogatives de ses chapelles. Il empêchera soigneusement qu'aucun Français ne se mêle de disputes théologiques qui pourraient s'élever entre les différentes sectes chrétiennes tolérées dans l'empire ottoman. Il existe à Constantinople un couvent de capucins appartenant pour ainsi dire à la maison de l'ambassade. Comme ces religieux font le service de la chapelle et que leur maison est sous la protection de la République, il sera indispensable que ces religieux se conforment aux décrets relatifs à la constitution civile du clergé, tant pour ce qui concerne le serment que par rapport au décret qui prononce la dissolution des ordres monastiques et la suppression de l'habit de saint François.

» M. Marie Descorches voudra bien pressentir ces bons pères sur cette nécessité et faire passer au ministre des Affaires étrangères, le résultat de ses observations, ainsi que les renseignements qu'il se sera procurés sur le régime de cette maison et de ses propriétés.

» Au reste, M. Descorches, sans attacher précisément trop d'importance à l'exercice du culte chrétien, aura soin de maintenir la décence et d'écarter toute espèce de tracasserie qui pourrait scandaliser les musulmans. »

Voilà le passage en entier. Il n'y a pas un mot de plus.

M. GEORGES GROSJEAN. — Il y a bien autre chose. Il faudrait que la Chambre connût toute la correspondance échangée entre Descorches et le Comité de salut public. Elle est extrêmement intéressante. Je me permets de vous la recommander, ainsi que les instructions plus tard données à Aubert du Bayet. Il y a aux archives des Affaires étrangères, dans le volume dont vous parlez, toute une série d'instructions pour Semonville ou Descorches. Il faut les collationner et ne pas s'arrêter à une seule d'entre elles.

M. GABRIEL DEVILLE. — On nous a objecté le comité de salut public, on a tiré argument des instructions de ce comité ; or, j'ai donné intégralement le passage dans lequel ce comité traçait, au sujet du protectorat religieux, la ligne de conduite de Descorches.

Et je n'ai nullement à lire la correspondance de Descorches qui n'a pas été invoquée.

M. GEORGES GROSJEAN. — C'était la correspondance de Descorches avec le comité de salut public.

M. GABRIEL DEVILLE. — Je n'ai pas non plus à parler d'Aubert du Bayet, parce que c'est sous le Directoire qu'il a été ambassadeur à Constantinople.

M. GEORGES GROSJEAN. — J'ai l'avantage de connaître toutes ces pièces. Le Directoire n'était pas plus clérical, je pense, que le comité de salut public.

M. GABRIEL DEVILLE. — Je vous rappelle seulement, puisque vous m'interrompez, que, lorsque vous avez porté cette question à la tribune à propos de la discussion du budget, vous avez lu des extraits d'un mémoire de Delacroix, ministre des relations extérieures sous le Directoire.

M. GEORGES GROSJEAN. — Je l'ai moi-même ailleurs publié intégralement. Je l'ai copié en entier.

M. GABRIEL DEVILLE. — A cette époque, les ministres n'avaient pas de responsabilité, ils ne prenaient pas part aux débats parlementaires ; ils étaient — vous le savez aussi bien que moi — les simples commis du Directoire. Or le Directoire, lui, a agi en cette matière, et il a agi d'une façon qui n'était pas tout à fait d'accord avec la thèse que vous soutenez ; car vous auriez dû ajouter qu'aux archives des Affaires étrangères, dans le volume 650 de l'Espagne, folio 319, on constate que le Directoire, qui, je le reconnais, avait la passion du brocantage, offrait à l'Espagne, le 13 floréal an IV, d'échanger notre protectorat catholique en Orient contre la Louisiane. Voilà comment le Directoire tenait à ce protectorat !

M. PAUL SAVARY DE BEAUREGARD. — Cela prouve qu'il le comptait pour quelque chose.

M. GEORGES GROSJEAN. — Et vous, vous livrez notre protectorat sans compensation.

M. GABRIEL DEVILLE. — Je termine. On nous a objecté les instructions du comité de salut public ; on a dit qu'on voulait être clérical comme le comité de salut public. Eh bien ! le comité de salut public avait une politique religieuse qui était la même au dehors et au dedans.

M. LASIES. — C'est une erreur.

M. GABRIEL DEVILLE. — Au dedans, il appliquait pour le clergé séculier la constitution civile du clergé ; il voulait l'appliquer au dehors. Il avait édicté contre le clergé régulier la dissolution des ordres monastiques ; il voulait l'appliquer également au dehors, tandis qu'on nous propose une politique religieuse différente pour l'extérieur et pour l'intérieur. Eh bien ! nous sommes quelques-uns qui donnons raison au comité de salut public.

Sur plusieurs bancs à l'extrême gauche. — La clôture.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Suchetet.

M. SUCHETET. — Je cède mon tour de parole à M. Leygues.

M. GEORGES LEYGUES. — Messieurs, je suis l'auteur de l'amendement ; j'espère que vous voudrez bien me permettre de répondre à M. le ministre des Colonies.

A l'extrême gauche. — La clôture !

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs, il est d'usage de répondre à un ministre ; il ne faut pas d'ailleurs interpréter trop littéralement les textes...

M. GEORGES LEYGUES. — Je demande à répondre, non pas en invoquant mon droit, mais en attendant cette autorisation de la courtoisie de mes collègues.

Je souscris aux observations d'ordre général, présentées par M. le ministre des Colonies. Mais dans la discussion de mon amendement, M. le ministre s'est placé sur un terrain différent du mien. Il a paru croire que je le blâmais d'avoir ordonné la laïcisation des écoles publiques aux colonies. Pas le moins du monde. Je n'ai jamais critiqué cette mesure.

Et quand le général Galliéni donne de bonnes raisons pour démontrer qu'il est temps de substituer l'enseignement laïque à l'enseignement congréganiste public, je suis avec le général Galliéni. Aucune divergence entre nous sur ce point.

Si l'honorable M. Doumergue m'avait bien compris, il aurait essayé de prouver non qu'il faut laïciser les services publics aux colonies, mais qu'il n'y a aucun inconvénient à faire disparaître les missions catholiques françaises qui donnent là-bas l'enseignement privé, tandis que l'on maintient les missions protestantes anglaises, américaines, allemandes et norvégiennes qui dirigent des écoles.

Toute la question est là.

M. DAUZON. — Il s'agit de supprimer un mauvais enseignement.

M. GEORGES LEYGUES. — Oui, il faut supprimer tous les mauvais enseignements, surtout ceux qui sont animés d'un esprit hostile à la France.

Le gouverneur de Madagascar a jugé bon de supprimer la subvention qui était allouée aux frères de la doctrine chrétienne et de résilier le contrat qu'il avait passé en 1897. Il est revenu sur l'arrêté qu'il avait pris de sa propre initiative en 1902 et par lequel, reconnaissant les services rendus par les frères à la colonie, il leur concédait cinq nouvelles écoles.

Je ne discute ni ne désapprouve aucune de ces décisions. M. le ministre des Colonies s'efforce de les justifier, mais il ne répond pas à la question précise que j'ai posée et que je renouvelle.

M. MAURICE ALLARD. — Il a montré comment les congrégations enseignaient le français.

M. GEORGES LEYGUES. — Quand les missions catholiques françaises auront disparu de Madagascar, quand leurs écoles libres auront été fermées à la suite du vote que le Gouvernement et la commission vous demandent d'émettre, les missionnaires protestants de toutes les sectes, qui comptent encore près de 90.000 élèves et qui sont nos rivaux les plus dangereux, disparaîtront-ils aussi ?

M. LE HÉRISSE. — Non !

A droite. — Voilà la question.

M. CARNAUD. — La loi ne vise que les congrégations.

M. GEORGES LEYGUES. — Si, au moment où vous fermez les écoles des missions catholiques françaises, vous fermez aussi les écoles des missions protestantes étrangères, nous sommes d'accord.

M. ARCHDEACON. — Soyez tranquille, on ne les fermera pas.

M. LE HÉRISSE. — On ne peut pas les fermer.

M. WALTER. — Déposez un amendement en ce sens, nous le voterons.

M. GEORGES LEYGUES. — Sur ce point il ne faut pas qu'il y ait d'équivoque. Etes-vous résolu, si vous tarissez le recrutement des missions françaises, et si, par conséquent, vous détruisez leurs œuvres privées dans nos colonies, êtes-vous résolu à imposer un traitement analogue aux œuvres des missions étrangères ? Si telle est votre intention, il faut le dire et il faut prendre des dispositions en conséquence. Mais vous ne le dites pas.

L'honorable M. Doumergue nous a parlé de quelques congrégations d'Extrême-Orient qui enseignaient le latin ; je connais ces missions. Elles ne m'intéressent pas et elles sont hors de la discussion qui s'agite aujourd'hui.

M. GAYRAUD. — Très bien !

M. GEORGES LEYGUES. — Ces missions, en effet, n'ont pas d'écoles. Elles possèdent des séminaires où elles préparent des jeunes gens pour le culte.

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Elles ont des écoles ; je connais leur organisation.

M. CARNAUD. — Je suis très renseigné sur ce qui se passe en Annam, mon cher collègue, et si vous me permettiez de vous interrompre, je vous édifierais à ce sujet.

M. GEORGES LEYGUES. — Les établissements auxquels a fait allusion M. Doumergue sont situés en Annam et dans le Bas-Laos. Ils figurent

pour mémoire dans la statistique que publie, tous les cinq ans, le ministère de l'Instruction publique.

Mais ils n'ont jamais été comptés comme établissements enseignants. Ils n'ont droit à aucune subvention, à aucun encouragement. Ils ne sont pas d'ailleurs visés par la loi que nous discutons.

J'ajoute que même s'il était vrai que ces établissements sont des écoles et qu'ils ont manqué à leur devoir, cela ne prouverait pas que les 12.000 autres écoles entretenues par les missions catholiques sur toute la surface du globe doivent disparaître.

L'honorable M. Doumergue a entrepris de laïciser l'enseignement sur la côte occidentale d'Afrique, comme à Madagascar, et il a insisté sur les heureux résultats qu'il attend de cette réforme. Je n'ai aucune réserve à formuler.

Il faut laïciser, chaque fois qu'on en a les moyens, l'enseignement public ; mais, sur la côte accidentale d'Afrique, l'entreprise est malaisée.

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Je vous demande pardon !

M. GEORGES LEYGUES. — A l'heure où je parle, le ministère de l'Instruction publique est obligé de faire demander des instituteurs dans tous les départements de France.

Or, comme nous n'en avons pas assez dans la métropole, il est difficile d'en trouver pour ces pays lointains.

A l'extrême gauche. — Eh bien ?

M. GEORGES LEYGUES. — Si bien qu'au mois de février 1904, les bulletins départementaux de l'enseignement primaire demandent encore des instituteurs pour dix-sept postes vacants en Guinée, au Dahomey, en Sénégal, au Niger.

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Ils sont partis.

M. GEORGES LEYGUES. — Je suis heureux de l'apprendre, bien que cela soit en désaccord avec les renseignements très précis que j'ai en mains. Ce que je demande, dans tous les cas, c'est qu'on laisse vivre les œuvres de nos missions.

Nos rivaux nous guettent et n'attendent qu'une faute de nous pour s'emparer de notre clientèle.

Je ramène la Chambre au point de départ de ma discussion. Il ne s'agit nullement d'entraver la laïcisation des écoles publiques dans les colonies ; il s'agit simplement de ne pas détruire les écoles privées des missions catholiques françaises à l'étranger, dans nos colonies et dans nos pays de protectorat, au bénéfice des missions étrangères et par conséquent pour le plus grand profit des nations étrangères.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le ministre des Colonies.

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — C'est, je le crains, l'honorable M. Leygues qui a oublié ce qui faisait l'objet de la discussion présente. Son amendement tend, en effet, à autoriser en France, non seulement pour quelques mois ou pour quelques années, la création ou l'entretien de noviciats...

M. JAURÈS. — Indéfiniment.

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — ...mais à donner une existence permanente à ces institutions, destinées à fournir indéfiniment des instituteurs aux écoles congréganistes.

Si son amendement avait été limité, si l'honorable M. Leygues avait dit « pendant deux ou trois ans », les objections qu'il a présentées auraient pu avoir une valeur et être admises. Mais ce qu'il veut, c'est maintenir en France une source de recrutement des professeurs congréganistes à côté de celle des instituteurs laïques.

Or, messieurs, nous avons fait de très grands efforts pour créer une pépinière d'instituteurs laïques. Le directeur de l'enseignement colonial tout à fait distingué que le général Galliéni s'est attaché, M. Deschamps, a pris l'initiative de fonder ce qu'on appelle la mission laïque, que présidait dernièrement M. Foncin et dont l'honorable M. Etienne est actuellement le président.

M. ETIENNE. — Et je vais voter l'amendement de M. Leygues.

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — La mission laïque est destinée à fournir des instituteurs aux colonies.

M. LOUIS OLLIVIER. — Des instituteurs publics.

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Je me suis préoccupé — et je crois que tous ceux qui sont animés de l'esprit laïque doivent s'en préoccuper comme moi — de donner à cette institution les moyens de se développer. Elle obtient déjà d'excellents résultats.

Mais, à côté de ce recrutement, nous avons celui qui se fait dans les départements.

Vous savez, messieurs, que les traitements que reçoivent en France nos instituteurs laïques sont fort modestes ; ceux qu'on leur alloue aux colonies sont plus élevés. De sorte que, dans toutes les circonstances où j'ai été amené à faire appel à leur concours, il s'en est présenté plus que je n'en désirais.

Voici donc la question remise au point. Faut-il, ainsi que le demande M. Leygues, maintenir en France, de façon définitive et permanente, une source de recrutement pour les instituteurs congréganistes, en face de celles instituées pour les instituteurs laïques ?

Je dis que ce serait une œuvre qui irait à l'encontre des idées que l'honorable M. Leygues développait tout à l'heure à cette tribune. Il a ajouté : « Pouvez-vous me donner l'assurance que dans la colonie de Madagascar... »

M. GEORGES LEYGUES. — Partout !

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Mais vous avez parlé de celle-là, surtout en ce qui concerne les frères des écoles chrétiennes.

Vous avez dit : « Pouvez-vous me donner l'assurance que la disparition de l'enseignement congréganiste ne servira pas l'influence des missions étrangères ? »

Je vous ai répondu : « Je suis convaincu que c'est l'enseignement laïque qui, mieux que toute autre mesure, les fera disparaître de la colonie en question. »

M. GEORGES LEYGUES. — Ce n'est pas une réponse. La question est plus simple. Oui ou non, ferez-vous disparaître à la même heure l'enseignement congréganiste français et l'enseignement protestant étranger ?

A droite. — Répondez !

M. LE HÉRISSE. — Toute la question est là.

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Par les mesures que j'ai prises, j'ai fait et je ferai disparaître beaucoup plus d'écoles appartenant aux missions étrangères que d'écoles appartenant aux missions catholiques.

M. GROUSSAU. — Ce n'est pas une réponse.

A droite. — Vous ne répondez pas à la question !

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Il est facile de comprendre pourquoi les écoles de mission se sont développées sous le régime qui existait avant que j'aie pris les mesures aujourd'hui critiquées. Elles touchaient toutes, quelles que fussent les confessions auxquelles elles appartenissent, des subventions de la colonie.

Les missions étrangères, plus nombreuses que les autres, et ayant un plus grand nombre d'écoles touchaient des subventions plus élevées.

M. GEORGES LEYGUES. — C'était extraordinaire !

M. CARNAUD. — Vous auriez pu demander pourquoi à votre collègue des Colonies quand vous étiez ministre, monsieur Leygues.

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Je ne m'attendais pas à ce que l'on portât le débat sur le terrain confessionnel.

M. GEORGES GROSJEAN. — Il n'y est pas le moins du monde porté, monsieur le ministre. Croyez bien qu'il n'y a pas l'ombre de préoccupations confessionnelles de notre part. Vous pouvez avoir fait disparaître, par les mesures que vous avez prises, en même temps que les missionnaires catholiques français, les missionnaires protestants français, les uns et les autres également dévoués à la cause de la France, mais vous n'avez pas pu faire disparaître, parce que les conventions ne vous le permettent pas, les missionnaires protestants qui sont nationaux anglais et norvégiens.

A l'égard de ceux-là, qu'avez-vous fait ? Que comptez-vous faire ?

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Je puis vous affirmer que l'introduction dans la colonie d'instituteurs laïques mariés, ayant une famille, arrivant en grand nombre, contribue beaucoup plus à la diffusion de notre influence que l'arrivée de quelques congréganistes.

M. GEORGES GROSJEAN. — Je constate que vous ne m'avez pas répondu.

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Je vous ai parfaitement répondu. Mais je connais — permettez-moi de vous le dire avec beaucoup de courtoisie — un proverbe qui dit : « Il n'y a pire sourd que celui qui ne veut pas entendre ».

M. GEORGES GROSJEAN. — Je vous entends fort bien.

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Je ne veux rien dire de discourtois. Vous avez vu la façon dont j'ai conduit cette discussion. Mais je crains fort que si vous accusez vos adversaires d'avoir quelque peu de parti pris, il n'y en ait chez vous tout au moins autant sinon davantage et que vous ne cherchiez pas dans un débat que, pour ma part, j'aurais voulu pouvoir dégager de toutes les considérations intérieures, à envisager la seule question qui pour moi est importante : la domination française, l'influence française dans les colonies.

J'ai dit, et je crois l'avoir démontré depuis près de deux ans que je suis au ministère des colonies, que je ne poursuivais pas d'autre but.

Et, messieurs, de crainte quelquefois de faire erreur, de me laisser emporter par mes idées et mes préoccupations politiques personnelles, que je ne dissimule pas — car j'ai apporté au pouvoir les idées que j'avais dans l'opposition, je n'en ai pas changé — de crainte si, quelquefois, j'obéissais à mes préoccupations personnelles, d'aller à l'encontre de nos intérêts nationaux, je n'ai pas pris une seule mesure sans consulter ceux qui, dégagés de ces préoccupations, avaient qualité pour me donner leur avis.

Je vous ai cité mes témoignages. J'en avais gardé un qui répond par avance à l'observation que tout à l'heure l'honorable M. Leygues est venu apporter à cette tribune et à la préoccupation que vous manifestez : cette citation je la prends dans le rapport du général Galliéni.

M. JAURÈS, *ironiquement*. — C'est un général anglais, évidemment ; il est du syndicat de trahison !

M. LUCIEN MILLEVOYE. — Vous avez trop de généraux dans votre jeu aujourd'hui !

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Je vous ai indiqué tout à l'heure la résistance que, me plaçant au point de vue financier, j'avais d'abord opposée aux propositions de résiliation du contrat qui liait la colonie de Madagascar avec les frères des écoles chrétiennes. Je faisais au général Galliéni une autre objection ; je lui disais : j'ai ouï dire que la disparition des écoles des missions peut être dangereuse pour l'influence française, ne craignez-vous pas que si nous faisons disparaître l'enseignement des congrégations et des missions, les missions étrangères protestantes n'en bénéficient ? Et voici ce que me répondait le général Galliéni.

M. LE COMTE DE LA ROCHETULON. — M. Deschamps !

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Vous savez que le général Galliéni est un grand travailleur, qu'il fait lui-même ses rapports et qu'il les écrit remarquablement bien ; il a un tour de phrase auquel personne ne se trompe

M. LASIES. — C'est pourquoi nous aurions voulu que vous citiez le rapport en entier.

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Le général Galliéni a rencontré quelques difficultés, il a pu commettre quelques erreurs et quelques fautes, comme d'autres : mais j'ai pu le voir à l'œuvre et je l'ai toujours trouvé sincère, loyal, disant franchement la vérité à son ministre, le plaçant en présence des responsabilités, sachant résister, quand c'était nécessaire, avec déférence et avec respect, aux instructions qui lui étaient envoyées.

Quelques-uns de nos collègues ne l'ignorent pas...

M. ETIENNE. — Ils l'affirment.

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Je suis très heureux d'apporter ici publiquement ce témoignage.

M. LE GÉNÉRAL JACQUEY. — Je suis un de ses admirateurs.

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — J'ai donc soumis précisément au général Galliéni l'objection que M. Leygues m'a faite. J'avais la même préoccupation, je craignais que la disparition de ces écoles ne favorisât les missions étrangères.

Que m'écrivait-il? Remarquez que ne n'est pas un rapport d'une date ancienne, il est du 18 septembre 1903. Il y est dit :

« Ainsi que vous le savez, la colonie avait accordé en 1897 et 1898 aux frères des écoles chrétiennes divers avantages, en outre de ceux stipulés par la convention du 8 avril 1897. Ces faveurs s'expliquaient à l'époque où il fallait lutter contre l'influence étrangère et où notre enseignement officiel n'était pas encore organisé en Imérina. Elles n'ont plus de raison d'être aujourd'hui. »

M. ARCHDEACON. — Allez-vous fermer les écoles des missions protestantes étrangères.

M. LE GÉNÉRAL JACQUEY. — Vous confondez les écoles publiques avec les écoles libres.

M. LASIES. — Lisez toute la citation, monsieur le ministre.

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Vraiment, je ne comprends pas les objections de certains de mes collègues. On reproche parfois à certains ministres de ne pas écouter suffisamment les observations qui leur sont présentées par les chefs de services. Dans l'espèce, je montre que j'ai suivi les inspirations, les conseils qui m'étaient fournis par les gouverneurs responsables vis-à-vis de moi. Il faut adopter une règle unique, une attitude uniforme. Avais-je tort ou raison de consulter le général Galliéni?

M. LASIES. — Vous avez eu raison, monsieur le ministre, de consulter le gouverneur de Madagascar. Mais je voudrais bien savoir si, dans ces rapports dont vous ne lisez que des extraits, le général Galliéni est d'avis qu'il faut supprimer d'une façon complète les écoles congréganistes à Madagascar.

Qu'il vous ait dit qu'il fallait laïciser les écoles publiques, je veux bien croire, mais vous lisez un rapport dans lequel le général affirme que l'instruction laïque a atteint son plein développement à Madagascar; je vous demande comment avec onze instituteurs l'instruction laïque peut avoir atteint un développement aussi complet.

Quand je vous ai demandé: combien avez-vous d'instituteurs? Vous ne m'avez pas répondu. Or, vous en avez onze: un directeur, six instituteurs et quatre institutrices!

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — La citation que je viens de produire et qu'on ne saurait attaquer répond aux observations présentées par l'honorable M. Leygues.

On essaie continuellement d'établir une confusion. On paraît prétendre que la laïcisation va faire disparaître de la colonie toutes les missions prédicantes. Or, elles y resteront toutes.

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Le rôle de toutes les missions prédicantes, quelles qu'elles soient...

A gauche. — Ne répondez pas!

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs, ce n'est plus une phrase, c'est un mot que M. le Ministre des colonies ne peut pas placer. Le *Journal officiel* le constatera.

M. JULES DELAFOSSE. — Il ne s'agit pas des congrégations prédicantes mais des enseignantes.

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Il ne faut pas de confusion. L'enseignement doit être purement laïque. Pour les congrégations, suppression de la faculté d'enseigner, pour les missions, liberté absolue de catéchiser. Dans cette lutte, les missions françaises, qui parlent français, auront, lorsque nos instituteurs laïques auront appris cette langue à tous les indigènes, une supériorité incontestable sur les missions étrangères.

M. LASIES. — Vos instituteurs laïques sont au nombre de onze. Que peuvent-ils faire?

M. GINOUX-DEFERMON. — Ils sont onze! Répondez sur ce point.

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Je tâche de répondre à tous les arguments et toujours en produisant des faits très précis. Je vous ai dit, et je suis obligé de répéter qu'étant données mes préoccupations, j'avais voulu au lieu de résilier le contrat, supprimer l'enseignement des frères de la doctrine chrétienne dans l'Emyrne. J'avais fait au général Galliéri la proposition d'envoyer les frères des écoles chrétiennes dans d'autres régions de Madagascar.

Après avoir entendu la réponse, vous jugerez s'il est nécessaire d'instituer en France, un recrutement pour l'enseignement congréganiste dans les colonies.

« Mettre les frères en demeure de quitter Tananarive pour établir des écoles officielles congréganistes là où les missions n'ont pas encore pris pied solidement, ce serait étendre par le concours direct de la colonie — fait *a priori* tout à fait anormal — l'influence confessionnelle à des régions où peut-être elle n'aurait pu encore s'exercer; ce serait augmenter leurs moyens d'action sans que cet accroissement — portant sur des régions qui échappaient jusqu'alors à leur action — dût nécessairement se traduire par un amoindrissement de leur œuvre à Tananarive.

» La situation des établissements congréganistes, loin d'être amoindrie, se trouverait ainsi singulièrement améliorée et nous aurions, en définitive à déloger ensuite les frères des positions que nous-mêmes leur aurions données dans ces provinces.

» Le seul résultat serait l'augmentation des charges de la colonie, puisque le budget local aurait à payer à la fois les frères envoyés dans les provinces et les instituteurs qui les remplaceraient dans les écoles officielles à Tananarive. »

Vous pouvez maintenant juger la question.

A droite. — Il ne parlait que des écoles officielles.

M. FERNAND DE RAMEL. — Ce n'est pas la suppression totale.

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Je vous affirme que votre intolérance contraste beaucoup avec les déclarations de libéralisme que vous nous prodiguez. J'ai essayé de parler sans passion, je me suis effacé volontairement derrière des citations d'évêques, de gouverneurs généraux dont vous ne pouviez suspecter ni la sincérité ni la grande valeur. Et vous ne voulez pas me laisser parler, vous ne voulez pas écouter la vérité qui parle par leur bouche. Je suis fondé à croire que cette vérité vous gêne.

A droite. — Vous n'avez jamais répondu à la question posée.

M. LE MINISTRE DES COLONIES. — Je voudrais me refuser à le croire, mais je suis tenté d'arriver à cette conviction: ce que vous poursuivez, c'est plutôt une visée de politique intérieure que l'intérêt supérieur de notre pays et le désir d'assurer notre domination dans les colonies françaises.

Si vous n'avez pas cette pensée, laissez-moi exposer mes raisons. L'honorable M. Leygues l'a fait et je ne l'ai pas interrompu. Vous me répondrez !

Je termine en rappelant comment la question est posée et elle ne peut l'être autrement. Faut-il créer en France, d'une façon définitive, des noviciats destinés à recruter indéfiniment des instituteurs congréganistes pour nos colonies ? Faut-il, au contraire, empêcher ce recrutement ? Je crois que dans l'intérêt de notre domination au loin, nous devons nous y opposer.

M. FERNINAND BUISSON, *rapporteur*. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le rapporteur.

M. DE BAUDRY D'ASSON. — Encore un protestant !

M. GAYRAUD. — C'est Calvin à l'assaut des congrégations.

M. ARCHDEACON. — Je proteste au nom de la mémoire de Michel Servet.

M. FERDINAND BUISSON, *rapporteur*. — Ni la Chambre ni le pays ne se plaindront de l'étendue et de l'élévation du débat auquel nous venons d'assister.

Depuis le moment où l'honorable M. Flandin, par un beau discours, a soulevé la question si largement traitée aujourd'hui, nous sommes engagés à fond et avec la plus grande émotion dans une discussion qui n'a pas le moindre rapport avec le projet de loi.

Sur quel texte êtes-vous appelés à voter ? Sur quel texte se greffe le très grave amendement que nos honorables collègues, MM. Flandin et Leygues nous proposent d'insérer dans la loi ?

Ce texte est, comme toute la loi que nous faisons, uniquement relatif aux « congrégations exclusivement enseignantes ». Il ne s'applique par conséquent ni de près ni de loin aux missions en général, il ne touche aucune des quatre grandes congrégations autorisées sur l'œuvre desquelles porte depuis le commencement de ce débat une controverse si acharnée de part et d'autre. Notre loi ne vise, n'effleure pas un instant les Lazaristes les missions étrangères, les pères du Saint-Esprit et les Sulpiciens. Il ne s'agit d'eux en aucune façon dans aucun article du projet.

A droite. — Il ne s'agit pas des jésuites non plus !

M. LE RAPPORTEUR. — On vient de vous retracer un vaste tableau de l'action des missions catholiques de la France dans toutes nos colonies, dans tous les pays soumis à notre influence, dans le monde entier. Ce grand et large tableau nous a tous passionnément émus. Mais encore une fois comment peut-il se rattacher au texte spécial que nous discutons ?

Que dit-il, ce texte ? Vous avez voté dans l'article 1^{er} un principe nouveau qui est le suivant : « Il n'y aura plus de congrégations enseignantes en France » ; et dans l'article 2, au paragraphe où nous sommes arrivés, nous vous proposons comme application, comme conséquence immédiate de ce principe, de décider que le recrutement des congrégations exclusivement enseignantes cessera dès la promulgation de la loi, quand bien même leur suppression totale ne serait prononcée que dans plusieurs années, dans dix ans au plus ; peu importe d'ailleurs. En attendant, dit l'article, « leurs noviciats seront dissous de plein droit ».

Voilà le seul objet actuellement en délibération. Il ne concerne, pour les

femmes, que deux cent cinquante ou trois cents congrégations exclusivement enseignantes dont pas une n'a rien à voir avec les colonies ou avec l'étranger, et, quant aux hommes, une seule et unique congrégation l'institut des frères des écoles chrétiennes. Or, ces frères n'ont rien de commun avec les quatre grandes congrégations autorisées pour les missions.

Je ne prétends pas dire par là que la question soit sans importance, mais nous avons infiniment étendu le cadre; on a tellement élargi le débat, que nous avons perdu de vue les modestes écoles de frères pour nous lancer à la suite des différents orateurs dans une toute autre question, celle des missions françaises et de leur influence en général dans les diverses parties du monde comparée à celle des missions des autres peuples.

Permettez-moi de revenir, messieurs, au texte même de l'amendement qui doit seul nous occuper.

Cet amendement est-il nécessaire, est-il utile pour assurer le maintien des missions de tout ordre? Non, évidemment, puisqu'il ne peut porter que sur le seul institut des frères des écoles chrétiennes.

Mais s'il est inutile à ce point de vue et inefficace, il est au contraire plein de dangers au point de vue spécial de la loi que nous élaborons; il équivaudrait en effet, ou peu s'en faut, à la négation même du principe de cette loi.

Ce principe, vous venez de le proclamer dans l'article 1^{er}, c'est la dissolution à bref délai des congrégations enseignantes et en conséquence la dissolution immédiate de leurs noviciats.

Si vous ajoutez au texte déjà voté l'amendement de M. Leygues — c'est la seule chose dont on n'a pas parlé, la seule dont je vous demande la permission de parler comme rapporteur, ne fût-ce que cinq minutes...

M. LE PRÉSIDENT. — J'invite M. le rapporteur à attendre le silence. Il n'est pas possible que le rapporteur d'une loi parle dans ce bruit.

M. LE RAPPORTEUR. — L'honorable M. Leygues nous propose une mesure à son dire, partielle et inoffensive, dont les conséquences, si nous en croyons ses déclarations, ne doivent pas s'étendre au delà d'une limite que lui-même a voulu tracer. Mais c'est là une illusion; cette limite, il lui est impossible de la fixer.

Il vous demande de laisser rouvrir des noviciats autant qu'il en faudra pour recruter le personnel — écoutez bien — « des écoles françaises à l'étranger, dans les colonies et dans les pays de protectorat », c'est-à-dire à peu près dans le monde entier sauf la France.

M. GEORGES LEYGUES. — Oui.

M. LE RAPPORTEUR. — Avouez que c'est extrêmement vaste.

Or, si nous autorisons ce rétablissement des noviciats, ne pouvant raisonnablement prévoir quels seront « les besoins » auxquels il faudra satisfaire, où sera la limite?

Mais il y a plus. Pour que les établissements scolaires du monde entier aient des sujets, il faut, dites-vous, des noviciats; de même pour qu'il y ait des noviciats, il faut qu'il y ait des congrégations. Car que serait un noviciat sans congrégation? Si vous maintenez des noviciats, c'est que vous voulez maintenir les congrégations.

M. ARCHEDEACON. — C'est avec des arguments de ce genre qu'on a fait brûler Michel Servet.

Dites-le clairement : voulez-vous oui ou non, comme vous l'aviez voté l'autre jour, supprimer réellement la congrégation des frères des écoles chrétiennes ? Alors maintenez votre texte mais ne le détruisez pas par un autre qui viendra le contredire en autorisant un certain nombre de noviciats.

Non seulement c'est contredire ce que vous avez écrit dans l'article 1^{er}, mais c'est, de plus, aggraver singulièrement la situation, puisque ce sera vous, Etat républicain de 1904, qui allez passer un contrat tout neuf avec l'institut des frères ; vous vous préparez à lui conférer des droits sur un domaine plus restreint en apparence ; vous allez faire en somme un nouveau Concordat...

Messieurs, croyez-le bien, si je ne croyais pas obéir à un devoir impérieux en vous signalant ce danger, je n'essaierais pas de m'imposer à l'Assemblée

M. LE PRÉSIDENT. — Il ne faut pas crier : Parlez ! et rendre ensuite l'exercice de la parole impossible. Je prie l'orateur, rapporteur de la loi, d'attendre le silence.

M. LE RAPPORTEUR. — Si la disposition que nous propose notre honorable collègue M. Leygues est votée, elle n'aura pas seulement pour effet de renforcer l'existence de la congrégation enseignante dont il s'agit, elle causera un plus grand mal encore en rendant certainement beaucoup plus difficile et peut-être impossible la sécularisation véritable et sincère des congréganistes. Cette sécularisation que nous avons en vue, elle est possible, elle est probable si la congrégation est réellement dissoute, et dans ce cas du moins, nous ne devons pas désespérer de l'atteindre.

M. JAURÈS. — Très bien !

M. LE RAPPORTEUR. — Mais si la congrégation subsiste, si elle est autorisée à créer des noviciats, à conserver son état-major, s'il lui est permis d'espérer et d'attendre des jours meilleurs en laissant passer l'orage, alors il est bien évident qu'elle ne négligera rien pour maintenir son pouvoir sur ses membres, même épars et sécularisés, et ceux qui, abandonnés à eux-mêmes, une fois leur corporation dissoute, seraient rentrés tout naturellement dans la vie civile, se seraient laïcisés par la force des choses et très rapidement, comme nous en connaissons de nombreux exemples. Ils ne pourront plus le faire, ils se laisseront reprendre par la vieille influence ils auront grand'peine à résister à la mainmise de la congrégation qui fera l'impossible pour se survivre et nous verrons s'organiser en grand la pratique démoralisante des fausses sécularisations.

Si donc vous établissez des noviciats, officiellement reconnus, c'est comme si vous accordiez un nouveau brevet de pérennité à la congrégation. Vous ne pouvez pas vous faire d'illusion sur cette conséquence, elle est par trop évidente.

Ceux qui voteront la proposition de l'honorable M. Leygues savent d'avance à quoi s'en tenir. Ils votent purement et simplement la mesure la plus efficace pour empêcher la disparition de la congrégation enseignante ; ils votent un moyen infaillible de la continuer et de la perpétuer.

Est-ce là, messieurs, un vote de détail, une sorte de question technique ?

Non, c'est un vote politique, c'est un acte de politique générale dont il est impossible de n'avoir pas conscience.

Je comprends très bien que l'honorable M. Leygues qui n'a pas voté l'article 1^{er}, vous apporte maintenant une motion qui tue la loi. Il peut très bien le faire, il est conséquent avec lui-même ; il a combattu très énergiquement, et par ses paroles et par ses votes, le principe que la majorité a consacré dans l'article 1^{er}. Mais vous, qui avez voté autrement que M. Leygues, serez-vous conséquents en vous ralliant maintenant à l'amendement destructif de l'article ?

M. Leygues est parfaitement logique et loyal, en vous disant : « Nous avons perdu la bataille, nous allons la regagner sur un autre terrain ! » C'est son droit. En faisant rétablir les noviciats, il sauvera la congrégation que vous aviez voulu frapper et qu'il avait voulu épargner.

Que chacun prenne sa responsabilité.

La commission ne peut pas acquiescer à une disposition, qui consiste à détruire dans l'article 2, tout l'effet du principe institué par l'article 1^{er}.

Sur divers bancs. Aux voix !

M. FRANÇOIS DELONCLE. — Je demande la parole pour expliquer mon vote.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez la parole.

M. FRANÇOIS DELONCLE. — Messieurs, M. le ministre des colonies vient de nous demander, au nom de la domination française, de voter contre l'amendement de M. Leygues. C'est au contraire pour servir la domination française dans nos colonies, dans les pays de protectorat et à l'étranger, que je voterai l'amendement de M. Leygues.

Je ne parlerai pas de la Cochinchine ; je suis d'accord avec M. le Ministre des colonies, nous savons tous que la laïcisation peut être obtenue dans cette colonie sans qu'il soit besoin d'y appliquer la nouvelle loi.

Mais, à Madagascar, je ne veux pas que les missionnaires protestants, anglais, norvégiens, puissent catéchiser, apprendre à lire leur Bible, c'est-à-dire enseigner leur langue aux indigènes hovas ou sakalaves, alors qu'on aura fait disparaître des missionnaires français, les frères, auxquels on ne peut reprocher d'avoir manqué de patriotisme et de ne nous avoir pas aidés à conquérir la grande île.

De même sur la côte occidentale d'Afrique ; M. le Ministre des colonies n'a pu démentir l'honorable M. Leygues affirmant que toute cette côte et notre colonie du Congo sont librement ouvertes aux missionnaires étrangers, anglais, américains, norvégiens, danois. Si M. le Ministre des affaires étrangères, était là, comme j'estime que c'eût été son devoir strict, il vous eût dit qu'il nous est absolument impossible d'empêcher aucune nation d'envoyer là-bas leurs missionnaires catéchiser les indigènes, leur apprendre en langue anglaise ou autre, mais jamais en français, à lire et à commenter la Bible, c'est-à-dire en réalité, leur enseigner leur langue, leur civilisation et aussi, trop souvent, hélas ! les écarter des nôtres et les désaffectionner de la France.

Enfin, messieurs, je me demande pourquoi M. le ministre des affaires étrangères n'est pas venu répondre à l'honorable M. Leygues sur la question des établissements français à l'étranger.

J'appartiens au bloc, je m'en honore et j'y resterai fidèle jusqu'à la dernière minute. Je suis libre penseur et je mets les actes de ma vie d'accord avec ma pensée affranchie ; enfin, j'ai voté cette loi ; il n'y a donc point

pour moi de question politique ni confessionnelle dans cette affaire ; il n'y a qu'une question nationale. Or, je sais que M. le ministre des affaires étrangères a été prié de faire ici le discours que M. Doumergue a prononcé et qu'il s'y est refusé.

Si M. le ministre des affaires étrangères eût été ici...

M. JAURÈS. — M. Lasies l'a demandé tout à l'heure !

M. FRANÇOIS DELONCLE. — ...et si nous lui avions demandé : « Acceptez-vous que demain...

M. LEUVRAUD. — Pas demain, dans dix ans !

M. FRANÇOIS DELONCLE. — ...les écoles françaises des frères qui, au Caire et à Alexandrie fournissent actuellement 15,000 élèves parlant français soient supprimées », M. le ministre des affaires étrangères nous eût certainement répondu non. Et il eût pu ajouter : « Je suis en conversation diplomatique avec une grande puissance, je n'ai pas besoin de lui faire gratuitement l'abandon de l'un des derniers facteurs de notre influence en Egypte ».

Voilà pourquoi je voterai l'amendement de M. Leygues.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix la disposition additionnelle de M. Georges Leygues.

Il y a une demande de scrutin signée de MM. Vazeille, Chanoz, Colliard, Capéran, Cazeneuve, Carnaud, Sarrien, Péret, Balandreau, Empereur, Réveillaud, Lachaud, Charruyer, Albert Poulain, Antoine Gras, Casimir Lesage, Baudon, Gouzy, Sénac, Jeanneney, Lacombe, Tournier, etc.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les Secrétaires en font le dépouillement).

M. LE PRÉSIDENT. — MM. les secrétaires me font connaître qu'il y a lieu de faire le pointage des votes.

Il va y être procédé.

La séance est suspendue pendant cette opération.

(La séance, suspendue à six heures vingt minutes, est reprise à sept heures moins vingt minutes.)

M. LE PRÉSIDENT. — Voici, après vérification, le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants.....	555
Majorité absolue.....	278
Pour l'adoption.....	288
Contre.....	272

La Chambre des députés a adopté.

Le voyage en Italie du Président de la République

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

(Séance des 25 mars)

Présentation et lecture par M. le ministre des affaires étrangères, d'un projet de loi portant ouverture d'un crédit extraordinaire de 450,000 fr. pour les frais de voyage en Italie de M. le Président de la République. —

M. de Pressensé, rapporteur de la commission du budget. — Déclaration de l'urgence. — Discussion immédiate : MM. le comte Boni de Castellane, Lasies, Marcel Sembat, Denys Cochin, Paul Doumer, président de la commission du budget ; le rapporteur, de Baudry d'Asson, Lucien Millevoye. — Adoption, au scrutin.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le ministre des affaires étrangères pour le dépôt d'un projet de loi.

M. DELCASSÉ, *ministre des affaires étrangères*. — J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre un projet de loi, dont je vous demande la permission de lire l'exposé des motifs.

« Messieurs, M. le Président de la République à l'intention de rendre prochainement à LL. MM. le roi et la reine d'Italie leur visite du mois d'octobre dernier.

» C'est dans la satisfaction d'une amitié heureusement renouée et de l'accord réalisé entre les grands intérêts des deux nations que la France faisait naguère à ses hôtes royaux un accueil auquel ils ont bien voulu marquer qu'ils étaient loin d'être indifférents.

» C'est dans la joie du développement pacifique assuré aux deux pays par le resserrement des liens qui les unissent que l'Italie s'apprête à saluer le premier magistrat de la République.

» Nous ne doutons pas que la représentation nationale, dont l'appui éclairé et constant a permis l'exécution d'une politique qui, sur la base immuable de l'alliance avec la Russie et de la pratique fidèle et incessante de cette alliance, a poursuivi le rétablissement des amitiés naturelles et le rapprochement des intérêts concordants, n'ait à cœur de s'associer, elle aussi, à la manifestation qui se prépare.

» C'est pourquoi nous soumettons avec confiance à votre approbation, le projet de loi suivant :

» *Article unique*. — Il est ouvert au ministre des affaires étrangères, sur l'exercice 1904, en addition aux crédits accordés par la loi de finances du 30 décembre 1903, un crédit extraordinaire de 450,000 fr. pour les frais du voyage en Italie du Président de la République.

» Ce crédit sera inscrit à un chapitre nouveau du budget des affaires étrangères portant le n° 25 *bis* et intitulé : « Frais du voyage en Italie du Président de la République. »

« Il sera pourvu au crédit ci-dessus, au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1904. »

Je demande à la Chambre de vouloir bien prendre immédiatement l'avis de la commission du budget.

M. PAUL DOUMER, *président de la commission du budget*. — La commission est en état de présenter son rapport.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le rapporteur de la commission du budget.

M. FRANCIS DE PRESSENSÉ, *rapporteur*. — Messieurs, à l'unanimité, la commission du budget m'a chargé de vous demander de déclarer l'urgence et de voter la discussion immédiate du projet de loi qui vient de vous être soumis par le Gouvernement.

La commission vous demandera l'adoption de ce projet de loi ; elle est heureuse de contribuer pour sa part à faciliter le voyage de M. le Président

de la République en Italie ; elle est heureuse de penser que le chef de l'Etat français va rendre au Quirinal, au chef de la nation voisine et amie, la visite qui lui a été faite ici par les souverains de l'Italie. Elle espère que la Chambre voudra bien, à l'unanimité, s'associer au vote de ce crédit qui contribuera, comme l'a dit M. le ministre des affaires étrangères, à resserrer les liens qui ont été si heureusement rétablis entre l'Italie et la République française.

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande la parole ?

Je consulte la Chambre sur la déclaration d'urgence.

(L'urgence est déclarée.)

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas d'opposition à la discussion immédiate ?...

La discussion immédiate est ordonnée.

La parole est à M. Delafosse.

M. JULES DELAFOSSE. — Je cède mon tour de parole à M. Boni de Castellane, monsieur le président.

M. LE PRÉSIDENT. — M. Boni de Castellane a la parole.

M. LE COMTE BONI DE CASTELLANE. — Messieurs, je monte à cette tribune à regret, car il y a des questions sur lesquelles il vaudrait mieux n'avoir pas à discuter.

On nous demande des crédits pour le voyage du Président de la République à Rome et on nous avoue que cette visite s'adressera uniquement au Quirinal.

On nous a fait entrevoir, par la voie de la presse, que M. Loubet serait volontiers allé au Vatican... et on essaie de faire retomber ainsi sur le Saint-Siège toute la responsabilité des conséquences que peut entraîner l'événement dont je parle.

Il y a là un sophisme. Le pape n'avait pas la liberté du choix et notre Gouvernement le savait ; ce n'est pas à la chancellerie française qu'on peut ignorer qu'un protocole inflexible a réglé une fois pour toutes les questions de cette sorte et a fermé l'entrée du Vatican à tout chef d'Etat catholique qui vient saluer le représentant de la dynastie spoliatrice de la papauté.

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur Boni de Castellane, vous adressez ici une injure à une nation amie. La nation française protestera tout entière contre vos paroles, et elle y verra la certitude du péril intérieur et extérieur, contre lequel le parti républicain s'arme tout entier.

M. LE COMTE BONI DE CASTELLANE. — Je n'ai qu'un mot à répondre à M. le président : tant pis pour la nation française.

M. CUNEO D'ORNANO. — Nous ne sommes pas d'accord avec M. Boni de Castellane, mais nous demandons qu'on l'écoute, puisqu'il a le droit de parler.

M. LE PRÉSIDENT. — Veuillez faire silence, messieurs. A l'instant même, sans que vous l'entendissiez, M. Boni de Castellane vient de dire : « Je n'ai qu'un mot à répondre à M. le Président : Tant pis pour la nation française ! »

De telles paroles sont au-dessous de tout châtiment réglementaire et de toute protestation. Autrefois, dans les assemblées, on les aurait traitées par le silence absolu. Je vous invite à faire de même.

M. LE COMTE BONI DE CASTELLANE. — Nous n'avons aucun motif d'espérer

que cette règle formelle et toujours rigoureusement appliquée fléchirait pour M. Loubet. Elle vaut encore pour Sa Majesté apostolique l'empereur d'Autriche qui n'a jamais pu rendre à son allié le roi d'Italie, des visites que dans des villes italiennes autres que Rome. Elle vaut encore pour les souverains d'Espagne, de Portugal, de Saxe, de Bavière, etc., au point que ceux-ci ne peuvent même pas faire à Rome des visites de famille sans caractère politique.

Pourquoi ne vaudrait-elle pas pour le Président de la République française ?

M. DE LARGENTAYE. — Il y a des catholiques en France !

M. JULES-LOUIS BRETON. — Ils ont un représentant à la tribune en ce moment.

M. CHAPUIS. — Il y a surtout des républicains.

M. le comte BONI DE CASTELLANE. — Je sais, messieurs, qu'on a objecté que le Président de la République n'est pas le chef d'un Etat catholique, mais le chef d'un Etat laïque, confondant ainsi le Gouvernement composé de quelques-uns avec l'Etat qui est composé de 38 millions de catholiques.

Le Saint-Siège répondrait à cela que le Président de la République est catholique en tant que signataire, comme chef de l'Etat français, du traité appelé Concordat.

Et, si j'avais besoin d'insister sur cette idée, je me contenterais de vous faire remarquer qu'il exerce l'indult de nomination des évêques et que cet indult est attaché à la profession du catholicisme d'après l'article 17 de ce même Concordat.

Les chefs d'Etat non catholiques en effet ne nomment pas aux évêchés, et nous avons vu récemment, par les longues discussions qui ont eu lieu au sujet du *nominavit*, combien M. Combes attache d'importance à ce privilège.

Le pape n'avait donc pas le choix. C'est vous qui avez décidé, et, en décidant de vous-même que M. Loubet irait rendre sa visite au roi d'Italie à Rome, vous vous êtes résigné à infliger au Saint-Siège le mauvais procédé d'un acte que n'a accompli aucun chef d'Etat catholique. En cela, vous suivez les conséquences de votre politique antérieure.

Lorsque le roi Victor-Emmanuel III a fait sa visite à Paris, il ne venait pas seulement saluer un gouvernement anticatholique et recueillir dans un voyage triomphal les acclamations du monde maçonnique auquel il doit sa couronne... mais encore, par un curieux retour, jouant alors son rôle de roi, obligé d'appuyer sa puissance monarchique sur la force catholique qui est la plus grande force conservatrice du monde, Victor-Emmanuel III venait provoquer et rendre obligatoire la visite de M. Loubet à Rome, événement qui, de quelque façon qu'il tournât, ne pouvait être que nuisible à la France et utile à l'Italie.

Supposez, en effet, que vous avez réussi à franchir les portes du Vatican, ce n'aurait pas été au bénéfice de la France, mais au profit du royaume d'Italie. Vous auriez obtenu une concession du Pape bien plus importante pour l'Italie que pour la France elle-même, et le gouvernement du roi Victor-Emmanuel III aurait été plus fondé encore que le vôtre à chanter victoire.

Du coup le Quirinal se fût trouvé ouvert à tous les souverains catholiques auxquelles il est fermé. La monarchie italienne se serait placée dans le monde catholique hors de l'état de suspicion où elle a vécu jusqu'ici et elle aurait vu luire un avenir bien plus magnifique que tout ce qu'elle pouvait rêver. Ayant calmé les rigueurs de la papauté, elle aurait eu la tâche bien plus aisée pour répandre son influence dans ce monde du Levant et de l'Extrême-Orient, dans tous ces pays où l'on ne pénètre guère que sous le couvert du catholicisme. C'eût été pour nous une rivalité dangereuse, et vous n'auriez réussi, somme toute, qu'à jouer à notre détriment le rôle de courtier entre la maison de Savoie et la papauté.

Cette tendance, quelques actes l'ont déjà indiquée. Notre ambassadeur auprès du Vatican, M. Nisard, n'assistait-il pas dernièrement, ici, aux fêtes données à Paris en l'honneur du roi Victor-Emmanuel III ? N'était-il pas aussi parmi les membres de la colonie française, à Rome qui sont allés saluer, au 1^{er} janvier, notre ambassadeur au Quirinal, M. Barrère ?

Sa double visite eût été le commencement de cette politique. Mais elle échoue, et c'est l'autre alternative qu'il faut examiner, celle qui se produit et en vertu de laquelle la visite au Quirinal sera exclusive d'une visite au Vatican.

Que se passera-t-il ? Le pape vous reprochera amèrement votre conduite. Vous aurez aggravé la situation déjà si tendue entre le Saint-Siège et la France.

Au moment où la campagne en faveur de la dénonciation du Concordat a l'assentiment pour ainsi dire non dissimulé du Gouvernement français, où la lutte contre l'Eglise a pris un caractère si marqué d'hostilité à l'égard de l'idée religieuse, et où par conséquent les moindres conflits deviennent plus difficiles à résoudre entre le Saint-Siège et l'Etat français, à ce moment précis le mauvais procédé du voyage à Rome prend une gravité particulière.

Le sursaut serait peut-être plus violent si l'offense venait d'une façon plus inattendue d'un Gouvernement resté fidèle à sa tradition catholique, comme l'Autriche ou comme l'Espagne.

Mais, assurément, le conflit, la brouille seront plus dangereux et plus difficiles à apaiser du moment où ce mauvais procédé envers le Saint-Siège semblera constituer de la part de la France une consécration définitive et l'achèvement de la politique antireligieuse de ces vingt-cinq dernières années.

Dès lors, vous perdrez tous les avantages matériels et moraux que vous retiriez de l'entente avec la papauté.

Vous rompez une histoire séculaire au cours de laquelle la France et le Saint-Siège ont vécu dans une union comparable à celle de l'âme et du corps.

Le pouvoir politique et le pouvoir spirituel... Je reprends le mot de quelqu'un que vous n'aimez pas beaucoup ; mais je le reprends quand même. Le pouvoir politique et le pouvoir spirituel, suivant le mot de Joseph de Maistre, sont dans le même rapport que les deux centres d'une même ellipse qui tantôt se rapprochent au point de se confondre et tantôt s'éloignent.

Et l'époque de notre grandeur fut celle où l'église gallicane, avec sa puissance, sa doctrine, sa dignité, sa langue, son prosélytisme sembla rapprocher le foyer où l'on voyait Saint-Pierre de celui où l'on voyait Charlemagne, au point de les confondre l'un et l'autre dans la plus magnifique unité.

Aujourd'hui les deux foyers s'éloignent et l'on voit totalement pervertis cet ordre admirable et cette relation sublime entre les deux puissances.

N'allons-nous pas périr de cette dissociation ?

La dernière force de la France était de rester, malgré ses revers, la plus grande nation catholique du monde. Elle tirait de là son prestige en Europe, dans le Levant, dans les pays d'Extrême-Orient, partout où elle exerçait, à ce titre, le protectorat des chrétiens et les avantages moraux qu'elle en recueillait se doubleraient d'avantages commerciaux et politiques qui en étaient la conséquence nécessaire.

Tout ce patrimoine menace d'être dissipé et anéanti.

Mais, il ne faudrait pas croire messieurs, qu'une force se perde. Elle se déplace. Le catholicisme ne cessera pas d'exercer certaines fonctions parce que nous aurons cessé, nous, d'être l'organe de ces fonctions. Il choisira un organe nouveau. Il prendra pour fille aînée de l'Eglise une autre nation catholique.

Et déjà une de nos voisines est prête à recueillir la succession que nous laissons échapper par débilité d'esprit ou par je ne sais quelle démence.

Cette nation est justement celle à laquelle nous faisons le sacrifice de l'amitié du Saint-Siège. Oui, celle qui vous fait commettre notre faute sera la bénéficiaire de cette faute. C'est celle dont les consuls commencent à disputer partout la préséance à nos consuls du Levant.

C'est celle dont les nationaux peuplent, sans s'assimiler aux nôtres nos colonies, nos protectorats, nos pays d'influence française ; c'est celle qui, de concert avec l'Allemagne son alliée, est prête à pousser et à reprendre le plan de celle-ci : mettre les missionnaires chrétiens de Chine sous la protection d'un passe-port national au lieu de les laisser tous, de quelque nation qu'ils soient, sous la protection du passe port français.

Vraiment, tout cela étonne. Il n'est pas moins étonnant qu'à l'heure actuelle la nation italienne s'enrichisse des réserves de travail et d'épargne que nous chassons de notre sol en exilant les congrégations. C'est le ministre du trésor italien, M. Luzzati lui-même, qui nous l'affirmait à la tribune du Sénat, le 23 novembre dernier, lorsqu'il attribuait le relèvement de la rente et la prospérité récente des finances italiennes à l'apport des capitaux dus aux congrégations chassées de France et installées en Italie.

M. DEGEANTE. — Les congrégations n'étaient donc pas si pauvres !

M. LE COMTE BONI DE CASTELLANE. — Voilà tout ce que vous donnez à la monarchie italienne, tout ce que vous lui livrez de notre patrimoine national.

Et en retour que recevez-vous ?

Pas un avantage commercial, puisque tout le profit économique du rapprochement entre les deux pays va à l'Italie.

Pas un avantage politique, puisque personne n'oserait plus soutenir aujourd'hui le sophisme dont on se couvrait il y a deux ans et qui consistait à dire que l'entente franco-italienne marquerait la fin de la triple alliance, sophisme réfuté par les faits, car enfin, — et ce n'est pas la chose qui me coûte le moins à dire dans ce débat — au moment même où le Président de la République française s'apprête à partir pour Rome, l'empereur d'Allemagne, débarquant à Naples, y est salué par la dépêche suivante du roi d'Italie, qui a paru hier matin dans tous les journaux :

« Au moment où tu touches la terre d'Italie, hôte bienvenu, je désire me

réjouir de te revoir prochainement ; je veux, en attendant, que le premier salut t'arrive de moi, ami affectionné et allié fidèle.

Signé : « VICTOR-EMMANUEL. »

L'empereur Guillaume répondait :

« Reçois mes très vifs remerciements pour la cordiale dépêche, qui m'est parvenue au moment d'entrer dans le port de la jolie Naples.

« En me rappelant la gracieuse hospitalité reçue l'an dernier à Rome de toi, de la reine et du peuple italien, je suis heureux de te revoir.

« Ton ami affectionné et fidèle allié,

Signé : « GUILLAUME ».

Et les journaux qui publient ces étranges télégrammes...

M. GUSTAVE ROUANET. — Pourquoi étranges ?

M. LE COMTE BONI DE CASTELLANE. — Parce qu'ils se produisent avant la venue de M. Loubet à Rome.

Et les journaux italiens ajoutent : « M. Titoni, ministre des affaires étrangères accompagnera le roi, lorsque celui-ci ira à Naples pour rendre visite à l'empereur d'Allemagne. »

Mais alors, monsieur le ministre, pour qui donc travaille notre politique et comment se fait-il que chaque fois que nous examinons d'un peu près un de ses actes, il nous apparaît comme inspiré non par le souci d'un intérêt national, mais par une conception vague, abstraite, et qui se rattache à je ne sais quel plan international et secret ?

La maçonnerie du monde entier se réjouira de l'essor pris par cette Italie moderne qui, après avoir été sa création, est restée sa terre de prédilection.

Mais ce serait vraiment trop peu pour nous que de nous contenter de participer à ses joies. Il nous faudrait des satisfactions plus particulières et plus égoïstes. Où les trouverons-nous ?

Je ne pense pas que vous songiez à faire de l'Italie agrandie et fortifiée et surtout après les dépêches que j'ai eu l'honneur de vous lire, je ne suppose pas, dis-je, que vous songiez à en faire une barrière pour l'Allemagne, descendant sur Trieste et sur l'Adriatique. Il serait vraiment plus simple, au lieu de s'égarer dans de pareils plans, de s'en tenir aux faits et de continuer à considérer que l'existence de l'Autriche-Hongrie, que le drapeau autrichien qui flotte encore, j'imagine, à Trieste, sont les vraies garanties et sont les garanties suffisantes contre une coulée du pangermanisme vers l'Adriatique.

Ne nous acharnons donc pas à cette conception d'une plus grande Italie qui, loin d'être contraire à celle de la plus grande Allemagne, en est en réalité le complément.

L'une et l'autre ont commencé à se réaliser en même temps aux dépens de la même puissance : l'Autriche, et elles ont abouti contre la France. L'une et l'autre se continueraient sans opposition et sans heurt au détriment encore de l'Autriche. Elles aboutiront encore certainement contre la France et en poussant plus loin l'analogie, permettez-moi monsieur le ministre, de vous faire remarquer que si la première étape s'est terminée par la destruction des derniers restes du pouvoir temporel maintenus par la France, la seconde étape a bien des chances de se conclure par la séparation complète de la France et de l'Eglise.

M. DE BAUDRY D'ASSON. — C'est absolument vrai !

A l'extrême gauche. Tant mieux !

M. GOUJAT. — Est-ce que vous voulez restaurer le pouvoir temporel ?

M. LE COMTE DE BONI DE CASTELLANE. — C'est à vous de comprendre et de connaître assez bien notre histoire pour ne pas retomber dans les fautes du passé. C'est à vous de faire maintenant le contraire de ce que nous avons fait jadis, d'être résolument avec l'Autriche contre l'italianisme et contre le germanisme, ce qui vous évitera de porter des atteintes irréparables à l'union de la France et du Saint-Siège.

J'en suis encore revenu, monsieur le ministre, presque fatalement, à la critique de votre politique italienne.

C'est que c'est là votre erreur foncière, je dirai même la seule erreur de votre politique.

C'est que cette visite de M. Loubet au Quirinal, sans le contrepoids impossible à lui donner d'une visite au Vatican, est l'acte le plus grave de cette politique. J'ai tort. Elle en est sans doute le but dernier, et tout ce qui s'est passé jusqu'ici : reprise des rapports commerciaux, visite du roi d'Italie, n'en était en somme, que la préparation.

Des passions que vous ne partagez sans doute pas, mais dont vous subissez le contre-coup, font de vous la dupe des combinaisons secrètes de l'internationale maçonnique.

Vous marchez où on vous conduit, les yeux bandés. Le grand malheur c'est que vous entraînez avec vous la France. Mais prenez bien garde ! Et c'est pourquoi je ne voterai pas, quant à moi, les crédits qu'on nous demande pour le voyage du Président de la République à Rome.

A l'extrême gauche. — La droite n'applaudit pas.

M. LE PRÉSIDENT. — M. Delafosse était inscrit le premier. Il cède son tour de parole à M. Lasies.

M. LASIES. — Je demande à la Chambre un instant d'attention.

Le vote que nous avons à exprimer est un des plus délicats que nous puissions avoir à prononcer. C'est au nom de mes amis, qui m'en ont chargé, que je prends la parole.

Nous ne pouvons pas suivre notre ami M. Boni de Castellane dans la thèse qu'il a développée.

M. JULES-LOUIS BRETON (Cher). — Il a été trop franc, selon vous !

M. LASIES. — Il ne s'agit [pas aujourd'hui de discuter la question du pouvoir temporel du pape, il s'agit de savoir si la France va rendre une visite de courtoisie faite par un souverain étranger. Le roi d'Italie est venu en France, la France va lui rendre sa visite. Dans cet échange de visites, nous voyons comme une détente, comme un gage de paix pour le monde entier. Personne d'entre nous ne pourrait voter contre la visite qui va être faite.

Nous la voterons d'autant plus que M. le ministre des affaires étrangères s'est exprimé dans des termes parfaits quand il a demandé les crédits à la Chambre.

M. CUNEO D'ORNANO. — Très bien.

M. LASIES. — Il a fait voir les arguments patriotiques qui limitaient en faveur des crédits demandés. Dans les paroles du Gouvernement, rien ne peut blesser les idées catholiques, aucune condition injurieuse ni provo-

catrice n'y est posée. M. le ministre des affaires étrangères, évitant de blesser nos sentiments religieux, a simplement fait appel à nos sentiments patriotiques. Il nous demande des crédits pour que la France rende au roi d'Italie une visite de politesse qui lui a été faite. — J'espère qu'elle sera profitable à la France, C'est pour cela que nous voterons les crédits.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Sembat.

M. MARCEL SEMBAT. — J'avais demandé la parole pour souligner, dans la question du voyage de M. le Président de la République, un point qui nous préoccupe particulièrement. Mais M. de Castellane l'a souligné beaucoup mieux que je n'aurais pu le faire.

Lors de la discussion du dernier budget, mon ami Allard et moi, nous avons interrogé M. le ministre des affaires étrangères sur les intentions du Gouvernement au sujet du voyage à Rome. Nous lui avons demandé si la Chambre serait saisie en temps utile et pourrait, avant la visite de M. le Président de la République en Italie, connaître et apprécier les conditions de cette visite.

Il nous avait répondu affirmativement et je suis heureux de constater que le Gouvernement a tenu sa promesse et qu'il nous a ainsi mis à même de nous prononcer. Nous allons en effet nous prononcer, étant bien entendu — ainsi que le silence de M. le ministre des affaires étrangères l'a indiqué suffisamment et que M. le rapporteur de la commission du budget l'a marqué mieux encore à la tribune — que M. le Président de la République n'ira qu'au Quirinal. On ne saurait alléguer que nous lui imposons une condition ; mais, en son nom, M. le ministre nous fait connaître, préalablement au voyage, qu'il a décidé de ne rendre visite qu'au représentant de la nation italienne.

M. DENYS COCHIN. — Je demande la parole.

M. MARCEL SEMBAT. — C'est dans ces conditions que M. le Président de la République française va à Rome et que nous attendons de ce voyage les effets les plus heureux au point de vue extérieur. Nous considérons cette manifestation comme ayant une importance suprême et nous saluons par conséquent ce nouveau gage d'amitié entre la République française et le peuple d'Italie.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Cochin.

M. DENYS COCHIN. — Messieurs, tout à l'heure, à la commission du budget — je ne trahis pas ses secrets, et du reste il n'y en a pas — la discussion s'est engagée déjà sur le terrain où M. Sembat vient de la ramener. Nous étions unanimes à comprendre que le voyage de M. le Président de la République, visite rendue au souverain d'Italie, n'était que le signe des bons rapports rétablis, à notre joie à tous, entre la France et l'Italie.

La France a une grande alliée, elle a d'excellents voisins avec lesquels elle désire et entend entretenir les meilleurs relations.

A ce moment seulement, quelques membres de la commission — M. Sembat ne me démentira pas — ont engagé une discussion subtile sur la distinction à faire entre les conditions imposées et les intentions exprimées, mais exprimées préalablement au vote du crédit, distinction qui me paraît peu fondée, les intentions qu'on prie les gens d'exprimer avant un vote comme celui-ci étant à mon avis de pures et simples conditions. On demandait donc que cette condition fût acceptée, que le Président de la

République se rendant à Rome allât voir seulement le roi d'Italie et ne rendît pas visite au pape.

Au nom de quelques-uns de mes amis faisant comme moi partie de la commission, j'ai cru pouvoir répondre que la dignité du Président de la République qui fait librement cette visite et qui est juge de ce que l'intérêt de la France lui commande en cette circonstance, ne devait pas permettre d'accepter la moindre condition.

J'ai pensé pouvoir ajouter que cette condition n'était nullement dictée par l'intérêt extérieur de la France, mais par des passions dues à la politique intérieure.

Je ne connais pas les intentions de M. le Président de la République, mais dire que la Chambre lui interdit d'aller voir le pape, alors qu'au nom de la France entière il se rend à Rome, c'est à mes yeux, et j'avais le droit de le considérer ainsi faire insulte à une partie considérable de cette France, qui professe la religion dont le pape est le chef. Oui ! c'est une injure à nous tous catholiques.

M. LE RAPPORTEUR. — Je demandé la parole.

M. DENYS COCHIN. — Je le sais, monsieur le rapporteur, vous avez essayé d'expliquer que dans un Etat laïque il n'était pas naturel que le chef de l'Etat rendît visite au chef d'une religion. Je vous ai répondu que cet Etat laïque est un Etat concordataire entretenant, à tort ou à raison, avec le pape des relations diplomatiques, et que, par conséquent, il n'y avait rien d'incorrect ni rien d'extraordinaire à ce que le Président, s'il lui convenait, rendît une visite au pape.

Le lui interdire c'était continuer cette politique intérieure dont j'ai le droit de me plaindre. Nous voyons ici depuis de longs mois les catholiques français traités — on l'a assez dit à cette tribune — et comme des gens qui s'éloignent des données de la raison et comme des gens qui ne pratiquent pas avec assez de cœur leur devoir de bons citoyens. Nous avons entendu développer cette théorie que d'un côté est la science et la raison et la patrie, et de l'autre une foule de choses dont il ne me plaît pas de répéter les qualifications que vous leur donnez. Et nous n'avons pas seulement entendu ces paroles, nous avons assisté à des actes. Y avons-nous assez assisté ?

Croyez-vous que nous ne souffrions pas de voir toutes nos entreprises scolaires, créées avec tant de peine, de dévouement, de patriotisme, traitées, au nom de la force et de la majorité qui siège sur ces bancs, comme de mauvaises, de coupables entreprises, et de voir nos écoles fermées, les maîtres de notre choix proscrits, persécutés, chassés ? Et vous voudriez qu'après cela, lorsque le chef de l'Etat dont nous faisons partie et auquel nous sommes tous dévoués du fond de nos cœurs, va à Rome, vous voudriez lui imposer cette clause injurieuse de s'abstenir volontairement d'aller voir le chef de notre religion !

Mais à qui croyez-vous parler ? Nous sommes d'aussi bons citoyens que vous, vous n'avez aucun droit de le mettre en doute, nous ne sommes pas plus bêtes que vous ! Vous n'avez ni le monopole de la raison et de la science, ni le monopole du patriotisme.

Cessez donc de nous proscrire, cessez donc de nous injurier, ou nous prendrions cette prétention comme une véritable injure.

Voilà ce que je disais à la commission du budget. M. le ministre — je dois le dire, et il ne le niera pas ici — a répondu qu'il avait fait connaître

les intentions du Président de la République, mais qu'au nom du Président de la République il refusait d'accepter aucune espèce de condition.

Et il a rencontré dans la commission l'unanimité, il trouvera ici, je le crois, beaucoup de voix. Mais s'il n'avait pas formulé cette clause, s'il n'avait pas affirmé qu'au nom de M. le Président de la République il n'accepterait pas qu'on lui dise : « Vous irez ici, et vous n'irez pas là », si cette déclaration n'avait pas été faite par M. le ministre des affaires étrangères, je tiens à vous l'affirmer, messieurs : je ne voterais pas le crédit qui nous est demandé.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le président de la commission du budget.

M. PAUL DOUMER, *président de la commission du budget*. — Je tiens simplement à déclarer qu'aucun des membres de la commission du budget n'a cherché à imposer des conditions à M. le ministre des affaires étrangères en ce qui concerne le voyage de M. le Président de la République à Rome. Chacun des membres de cette commission — comme c'était son droit, comme c'est le droit des membres de la Chambre, — a questionné M. le ministre sur les conditions dans lesquelles ce voyage s'effectuerait ; rien de plus n'a été demandé. Après les explications qui nous ont été fournies et qui se retrouvent dans l'exposé des motifs même dont vous avez entendu la lecture, la commission du budget, qui comprend des représentants de tous les partis politiques de cette Chambre, a été unanime à approuver la proposition du Gouvernement. J'ai le ferme espoir que cette unanimité se retrouvera dans la Chambre elle-même pour l'adoption du crédit.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le rapporteur.

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, quand la commission du budget m'a chargé de venir développer ici, le cas échéant, les raisons qui l'avaient déterminée à proposer à l'unanimité le vote du crédit demandé par le Gouvernement, je ne me doutais pas que ma tâche me serait singulièrement facilitée par l'apparition à cette tribune du représentant d'une faction qui nous a montré une fois de plus ce qu'était son patriotisme et ce qu'il valait en présence d'intérêts confessionnels.

M. LE GÉNÉRAL JACQUEY ET GINOUX-DEFERMON. — C'est vous qui représentez une faction !

A droite. — C'est une insolence !

M. DE BAUDRY D'ASSON. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — Je fais observer à M. de Pressensé qu'il n'y a pas ici de factions représentées ; il n'y a que des députés représentants de la France.

M. LE RAPPORTEUR. — M. de Castellane est le représentant d'une opinion — je pense pouvoir employer ce mot que M. le président, je crois, voudra bien me passer...

M. LE COMTE DE LA ROCHETULON. — Ce n'est pas du tout la même chose !

M. LE RAPPORTEUR. —... qui nous a montré une fois de plus que, quand il s'agissait des intérêts de l'Eglise, elle sacrifiait sans hésiter les inté-

rêts. supérieurs du pays, et ce patriotisme dont elle se targue si volontiers.

Plusieurs membres à droite. — C'est absolument inexact ; nous protestons !

M. LASIES. — Je demande la parole.

Au centre. — Aux voix !

M. LE RAPPORTEUR. — Cette intervention a déjà reçu le châtiment qu'elle méritait soit dans les paroles si justement sévères qui ont été prononcées par le président de la Chambre, soit dans les applaudissements avec lesquels la grande majorité de cette Chambre a accueilli ce jugement tombé de haut, soit surtout dans le silence absolu du parti auquel appartient celui-là même qui avait tenu ce langage. Actuellement, je viens non pas répondre — ce serait désormais inutile — aux paroles qui ont été portées à cette tribune par l'honorable M. de Castellane, mais répondre quelques mots aux observations qui ont été présentées par M. Denis Cochin.

M. Denys Cochin nous a dit que nous avons fait un *distinguo* qu'il n'admettait pas dans le langage tenu au nom de la commission du budget entre des conditions à mettre au vote de ce crédit et la constatation des conditions dans lesquelles on nous a demandé d'émettre ce vote. Il a protesté contre la prétention que nous avons émise, disait-il, d'imposer des conditions à M. le Président de la République et à M. le ministre des affaires étrangères, contrairement à la dignité du chef de l'Etat. Je lui réponds qu'assurément nous n'avons pas eu le dessein d'imposer des conditions... mais nous avons eu la prétention très naturelle de savoir dans quelles conditions allait se produire un grand acte public au nom de l'Etat français.

Le Président de la République ne peut pas voyager sans engager la France ; il ne peut pas rendre visite à Rome ou dans toute autre capitale sans que la politique française tout entière y soit intéressée.

M. CHENAVAZ. — Ce n'est pas un souverain.

M. LE RAPPORTEUR. — L'honorable M. Cochin a déclaré ensuite que si nous avons insisté, comme nous l'avons fait, pour savoir si M. le Président de la République avait l'intention de faire exclusivement, comme nous l'a assuré explicitement M. le ministre des affaires étrangères, sa visite au Quirinal, ou s'il avait l'intention de faire une visite officielle ou officieuse au Vatican, c'est que nous obéissions uniquement à des préoccupations de politique intérieure.

M. DE BAUDRY D'ASSON. — C'est absolument vrai !

M. LE RAPPORTEUR. — Je lui répondrai tout d'abord que nous obéissons en premier lieu, normalement, naturellement, comme il devait se faire, sinon exclusivement, à des préoccupations de politique étrangère. L'honorable M. de Castellane n'a-t-il pas lui-même développé ici ce que j'appellerai l'histoire de cette question ? Ne vous a-t-il pas rappelé, messieurs, que depuis 1870 et l'occupation de Rome, il n'y a pas eu un seul chef d'un Etat dans lequel la population est en majorité catholique, qui ait pu venir à Rome pour rendre en même temps visite au Quirinal et au Vatican ? Et vous voulez que ce soit le Président de la République française qui pose ce précédent, qui prenne cette initiative ? Allons donc !

M. GABRIEL SYVETON. — C'est une très grosse conséquence, en effet.

M. LE RAPPORTEUR. — Ce serait compromettre les résultats mêmes de la politique que nous avons voulu suivre ; ce serait rendre, non pas inutile et inefficace, mais nuisible et malfaisant le voyage de Rome.

J'ajouterai à un point de vue qui, je puis dire, est supérieur à la politique intérieure elle-même, c'est-à-dire au point de vue constitutionnel, au point de vue des principes qui président à l'Etat français depuis la Révolution, que la France a beau avoir un concordat avec le souverain pontife, dans ce contrat qui règle précisément les formes des rapports que l'Etat peut avoir avec le pape, envisagé comme chef de l'église catholique, je n'ai vu nulle part que le chef de l'Etat français fût appelé ou autorisé à rendre une visite officielle au pape, au Vatican, au nom de la France laïque et républicaine.

M. LUCIEN MILLEVOYE. — Je demande la parole.

M. GABRIEL SYVETON. — Le concordat est antérieur à 1870 !

M. LE RAPPORTEUR. — Et alors, tout en consentant, provisoirement et jusqu'à ce que nous ayons pu accomplir cette grande et nécessaire réforme du divorce de l'Etat et de l'Eglise, à ce que le Concordat fonctionne, nous ne voulons pas qu'on en tire des conséquences qui n'y sont pas contenues et nous prétendons que les principes mêmes que la Révolution française a formulés, pour la société nouvelle et qui sont la laïcité de l'Etat, s'opposent à ce que le chef élu de l'Etat français aille rendre une visite à celui qui n'est plus un souverain, qui n'est plus que le représentant d'une religion.

M. FABIEN-CESBRON. — Pourquoi accréditez-vous un ambassadeur auprès de lui ?

M. RIBOT. — Et le roi d'Angleterre ? Et l'empereur d'Allemagne ?

M. LE RAPPORTEUR. — L'honorable M. Ribot me dit : « Et le roi d'Angleterre ? Et l'empereur d'Allemagne ? » Je me permettrai de lui faire remarquer que c'est précisément parce que dans ces pays il n'existe pas un concordat, que c'est parce qu'il n'y existe pas une Eglise d'Etat ou concordataire catholique, parce que le roi d'Angleterre comme l'empereur allemand est à la tête d'un pays qui n'est pas en majorité — bien que nominale — catholique, que l'Italie a pu, sans se formaliser, assister à la visite que ces princes ont cru devoir faire au Vatican.

M. CHARLES BENOIST. — L'Italie n'avait pas à y consentir.

M. LE RAPPORTEUR. — Mais la question se pose d'une tout autre façon pour le chef d'un Etat dont la population est, nominale, en majorité catholique, et où un grand parti n'a cessé de protester contre la suppression du pouvoir temporel ; et nous n'entendons pas que ce soit le Président de la République française qui pose le premier ce précédent.

Et puis, croyez-vous donc que nous avons l'intention de renier au dehors la politique que nous pratiquons actuellement en France ? Croyez-vous donc que nous voulons envoyer en quelque sorte le chef de l'Etat français faire pénitence au Vatican ? Vous ne le pensez pas vous-mêmes.

J'entendais tout à l'heure l'honorable M. Cochin nous déclarer que son parti en avait assez d'être traité d'internationale noire, d'ennemi de la pa-

trie, d'entendre constamment des attaques contre son patriotisme et contre sa façon de comprendre les intérêts de la France.

J'avoue que j'étais légèrement étonné de trouver cette parole dans sa bouche. Jusqu'à présent, soit dans cette Assemblée, soit, depuis quelques années, dans les polémiques dirigées par un certain parti politique, je sais bien qui a été en butte à ce genre de calomnies, qui a été sans cesse traité, même par des affiches électorales collectives, de sans-patrie.

M. LE GÉNÉRAL JACQUEY. — C'est vous !

M. CHARLES BENOIST. — Ce sont ceux qui signaient leurs articles de ces mots-là.

M. LE RAPPORTEUR. — Je sais bien à qui on jetait sans cesse à la face ces outrages imbéciles que nous avons dédaignés, que nous avons le droit de dédaigner et que nous dédaignerons toujours.

Mais je trouve en vérité qu'à l'heure actuelle il est un peu étrange que ce soit ceux dont les votes se sont quelquefois rencontrés dans les urnes de la Chambre avec le bulletin de celui qui a prononcé tout à l'heure, à cette tribune, une parole véritablement impie au point de vue français, qui avaient l'audace de prétendre, comme nous l'avons entendu à satiété dans des débats récents, que notre parti manque au devoir patriotique et qu'il faut appartenir à je ne sais quelle confession religieuse pour avoir le droit de revendiquer la qualité de Français.

A droite. — Vous êtes des patriotes anglais !

M. LE RAPPORTEUR. — J'entends, sur les bancs de l'extrême droite, prononcer les mots de « patriotes anglais ». Je suis heureux de l'entendre, parce qu'au cours de discussions récentes et en particulier de celle de l'amendement de M. Leygues, ceux d'entre nous qui, comme moi, tout en étant nés dans le sein de telle ou telle confession, ne lui appartiennent plus, à l'heure actuelle, par leurs convictions et qui ne se souviendront jamais de leurs origines que quand on calomnierait toute une catégorie de citoyens, ont bondi d'indignation, quand ils ont entendu quelques-uns de vos interrupteurs et de vos orateurs, messieurs de la droite, jeter dans le débat une confusion volontaire et outrageante entre les prétendus champions des intérêts de l'étranger et les représentants du protestantisme français qui se livrent, comme c'est leur droit, à la même propagande personnelle que les missionnaires du catholicisme.

Oui, à l'heure actuelle, on a l'audace — et parfois à cette tribune — de prétendre qu'on ne peut être bon Français si l'on n'est bon catholique.

M. LASIES. — Qui a dit cela ?

M. CUNEO D'ORNANO. — Personne ne l'a dit.

M. LE RAPPORTEUR. — Quand on a l'impudence de prétendre que seules les congrégations peuvent servir la politique française à l'étranger, on provoque de légitimes répliques et ce n'est plus seulement un droit, c'est pour nous un devoir de déclarer que nous entendons en toute occasion et sur tous les terrains continuer la politique qui a été suivie par le Gouvernement qui siège sur ces bancs depuis le commencement de la législature et que nous ne souffrirons pas qu'on y porte atteinte, même sous un prétexte de courtoisie internationale ou de prétendue habileté politique.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. de Baudry d'Asson.

Sur divers bancs. — La clôture !

M. DE BAUDRY D'ASSON. — Messieurs, vous avez vraiment tort de m'accueillir par des protestations. D'abord je suis député ici au même titre que qui que ce soit. J'y ai été envoyé par mes électeurs depuis vingt-huit ans sans interruption, et qui de vous pourrait en dire autant ?

Au centre. — M. Gévelot est ici depuis trente-cinq ans.

M. DE BAUDRY D'ASSON. — Qu'il se lève !

Cela dit, mes chers collègues, je vais vous étonner par ma modération.

Messieurs, une question bien grave se développe ici en ce moment et devant le pays de France.

On est venu vous demander des crédits pour envoyer M. Loubet, Président de la République, à Rome dans le but de rendre sa visite au roi d'Italie.

Messieurs, je suis absolument partisan que M. le Président de la République rende au souverain italien la politesse qu'il a reçue de lui. Mais je trouve que ce n'est pas le moment de demander des dépenses à un pays qui est épuisé ; la commission du budget le sait bien !

M. PAUL DOUMER, *président de la commission du budget.* — Elle sait heureusement le contraire.

M. DE BAUDRY D'ASSON. — On peut rendre une visite dans un délai plus ou moins long. Je ne crois pas qu'en ce moment les finances du pays puissent permettre aux députés français de voter encore des crédits pour ce voyage et j'ajoute : Si M. le Président de la République tient à faire sa visite au roi d'Italie, qu'il paye lui-même son voyage !

Je suis ici pour expliquer mon vote, en même temps que pour prendre la parole dans la discussion. Je ne voterai pas les crédits qui nous sont demandés, parce que ce voyage est une imprudence. Je m'étonne que la majorité n'ait pas déjà prévu la chose. Vous envoyez M. le Président de la République en Italie pour rendre sa visite au roi d'Italie ; je le répète : c'est très bien ; mais l'exposer à aller hypocritement voir le saint père, alors que nous sommes en pleine persécution religieuse, c'est une chose abominable... pour ne pas dire plus.

Sans doute, M. le Président de la République ira hypocritement voir le chef de l'Eglise ; sans doute il se présentera devant le pape pour faire croire que tous les Français ne sont pas si anticléricaux que cela ; mais j'espère que s'il se présente au Vatican, il sera reçu comme il le mérite, c'est-à-dire que les portes lui seront fermées inexorablement.

Messieurs, pourrait-il en être autrement ? Car enfin le pape est le chef de la chrétienté. Aujourd'hui Pie X peut-il recevoir celui qui signe tous les décrets d'expulsion de nos chères congrégations ? Non, je ne le crois pas, et vous ne le pensez pas vous-mêmes.

D'ici je vois, je n'ai jamais pu l'oublier, le général de Charette à la tête de ses zouaves. Il en est qui sont ici, M. Le Gonidec de Traissan en était, je suis fier de le voir sur ces bancs. Oui, Charette, avec ses zouaves, a soutenu cet illustre pontife Pie IX et combattu à Rome pour maintenir ses droits légitimes méconnus par les Italiens. Je ne saurais trop le répéter, je crie bien haut de cette tribune : Vivent les zouaves de Charette ! vive Charette ! vive la papauté ! vive le pouvoir temporel du pape !

Quand le pape sera rentré dans ses Etats, alors le Président de la République — si république il y a dans ce temps-là, ce que je ne crois pas — pourra se présenter au Vatican ; mais jusque-là il est impossible de supposer que le chef de la chrétienté puisse recevoir le chef d'un gouvernement persécuteur.

Messieurs, j'ai terminé, mais je tenais à faire cette observation très légitime et à dire du haut de cette tribune, devant le pays, devant la France tout entière, que je ne suis pas de ceux qui voteront les crédits pour le voyage à Rome du Président de la République qui signe tous les décrets d'expulsion des religieux.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Millevoye.

M. LUCIEN MILLEVOYE. — Messieurs, nous voterons les crédits et nous les voterons sans conditions.

Au cours de l'année dernière, à l'occasion de la discussion du budget des affaires étrangères, j'étais déjà venu au nom de mes amis apporter à cette tribune la déclaration suivante. M'adressant à M. le ministre des affaires étrangères qui pourrait en rendre témoignage, je lui disais : Si vous engagez la France dans la voie d'une réconciliation, d'un rapprochement définitif avec l'Italie, vous ne rencontrerez aucune opposition française.

Je confirme aujourd'hui cette déclaration. Considérant le voyage du Président de la République comme la consécration de cette politique ou tout au moins comme un événement qui peut en faciliter la réalisation ; considérant d'autre part qu'elle peut avoir pour effet d'en finir une fois pour toutes avec une équivoque qui a failli produire des malheurs historiques et qui aujourd'hui heureusement est en voie d'apaisement ; considérant que nous ne pouvons pas admettre qu'on puisse calomnier notre pays ; considérant que nous ne pouvons pas accepter un instant qu'on puisse dire qu'il a eu l'idée un seul jour de porter atteinte à l'amitié et à l'intégrité de l'Italie ; considérant qu'il y a là la fin d'un cauchemar qui a trop longtemps duré, nous voterons sans discussion et sans réticence des crédits qui sont destinés à améliorer la situation de notre pays dans le monde.

Sur divers bancs. La clôture !

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Je consulte la Chambre sur la question de savoir si elle entend passer à la discussion de l'article unique du projet.

(La Chambre, consultée, décide de passer à la discussion de l'article unique).

M. LE PRÉSIDENT. « *Article unique.* — Il est ouvert au Ministre des affaires étrangères, sur l'exercice 1904, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 30 décembre 1903, un crédit extraordinaire de 450.000 fr. pour les frais du voyage en Italie du Président de la République.

» Ce crédit sera inscrit à un chapitre nouveau du budget des affaires étrangères portant le n° 25 *bis* et intitulé : « Frais du voyage en Italie du Président de la République. »

« Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1904. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix, par scrutin, l'article unique du projet de loi.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement).

M. LE PRÉSIDENT. — Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants.....	514
Majorité absolue.....	258

Pour l'adoption.....	502
----------------------	-----

Contre.....	12
-------------	----

La Chambre des députés a adopté.

SÉNAT

(Séance du 25 mars)

Dépôt par M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, au nom de M. le Ministre des finances et au sien, d'un projet de loi adopté par la Chambre des députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit extraordinaire de 450.000 fr. pour les frais du voyage en Italie du Président de la République. — Lecture de l'exposé des motifs. — Renvoi à la Commission des finances. — Rapport par M. Edouard Millaud, rapporteur de la commission des finances. — Déclaration de l'extrême urgence. — Discussion immédiate. — Article unique : MM. Halgan, Dominique Delahaye, Delcassé, Ministre des Affaires étrangères. — Adoption, au scrutin, du projet de loi.

M. DELCASSÉ, *Ministre des Affaires étrangères*. — J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le Ministre des finances et au mien, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés. Je demande la permission de lui lire l'exposé des motifs.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez la parole, Monsieur le Ministre.

M. DELCASSÉ, *Ministre des affaires étrangères*. — Messieurs, M. le Président de la République à l'intention de rendre prochainement, à LL. MM. le roi et la reine d'Italie, leur visite du mois d'octobre dernier.

C'est dans la satisfaction d'une amitié heureusement renouée et de l'accord réalisé entre les grands intérêts des deux nations que la France faisait naguère à ses hôtes royaux un accueil auquel ils ont bien voulu marquer qu'ils étaient loin d'être indifférents.

C'est dans la joie du développement pacifique assuré aux deux pays par le resserrement des liens qui les unissent, que l'Italie s'apprête à saluer le premier magistrat de la République.

Nous ne doutons pas que la représentation nationale, dont l'appui éclairé et constant a permis l'exécution d'une politique qui, sur la base immuable de l'alliance avec la Russie et de la pratique fidèle et incessante de cette alliance, a poursuivi le rétablissement des amitiés naturelles et le rapprochement des intérêts concordants, n'ait à cœur de s'associer, elle aussi, à la manifestation qui se prépare.

C'est pourquoi nous soumettons avec confiance à votre approbation le projet de loi suivant :

« *Article unique.* — Il est ouvert au Ministre des affaires étrangères, sur l'exercice 1904, en addition aux crédits accordés par la loi de finances du 30 décembre 1903, un crédit extraordinaire de 450.000 fr. pour les frais du voyage en Italie du Président de la République,

» Ce crédit sera inscrit à un chapitre nouveau du budget des affaires étrangères portant le n° 25 *bis* et intitulé : « Frais du voyage en Italie du Président de la République ».

» Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1904. »

Je prie le Sénat de vouloir bien, après avoir pris l'avis de la commission des finances, ordonner l'urgence et la discussion immédiate.

M. LE PRÉSIDENT. — Le projet de loi est renvoyé à la commission des finances.

Il sera imprimé et distribué.

M. EDOUARD MILLAUD, *rapporteur de la commission des finances.* — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le rapporteur.

M. LE RAPPORTEUR. — J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture au Ministre des affaires étrangères d'un crédit extraordinaire de 450.000 fr. pour les frais du voyage en Italie du Président de la République.

Plusieurs sénateurs. Lisez ! Lisez !

M. LE PRÉSIDENT. — On demande la lecture du rapport.

Il n'y a pas d'opposition ?...

La parole est à M. le rapporteur.

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, au nom de la commission des finances, j'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat une demande de discussion immédiate.

Votre commission, s'associant aux considérations présentées par M. le Ministre des affaires étrangères à l'appui de la demande de crédit qui vient de vous être soumise, est convaincue que le Sénat voudra bien donner immédiatement au projet sa haute sanction.

Votre commission ne peut que se féliciter de voir, par l'échange des visites des souverains italiens à Paris et de M. le Président de la République à Rome, devenir tous les jours plus étroits les liens qui unissent la République française et le royaume d'Italie.

M. LE PRÉSIDENT. — Je consulte le Sénat sur l'extrême urgence qui est demandée par le Gouvernement, d'accord avec la commission.

Il n'y a pas d'opposition ?...

L'extrême urgence est déclarée.

Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate qui est demandée par au moins vingt de nos collègues dont voici les noms : MM. Edouard Millaud, Ernest Boulanger, Barbey, Francoz, Magnin, Victor Leydet, Peytral, Jean Bayol, Rolland, le général Grévy, Antoine Perrier, Poirrier, Bernard,

Bouffier, Jules Cazot, Darbot, Emile Gayot, Giresse, Léopold Thézard, Obissier Saint-Martin, plus deux signatures illisibles.

(La discussion immédiate est ordonnée).

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande la parole pour la discussion générale ?...

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion de l'article unique du projet de loi.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Je donne lecture de l'article unique.

« *Article unique.* — Il est ouvert au ministre des Affaires étrangères, sur l'exercice 1904, en addition aux crédits accordés par la loi de finances du 30 décembre 1903, un crédit extraordinaire de 450.000 fr. pour les frais du voyage en Italie du Président de la République.

» Ce crédit sera inscrit à un chapitre nouveau du budget des Affaires étrangères portant le n° 25 *bis* et intitulé : « Frais du voyage en Italie du Président de la République ».

» Il sera pourvu au crédit ci-dessus, au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1904. »

M. HALGAN. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Halgan.

M. HALGAN. — Messieurs, par des motifs qu'il est inutile de définir ici, mais que chacun comprend parfaitement, je m'abstiendrai. Je sais qu'un certain nombre de mes amis imiteront ma conduite.

M. VICTOR LEYDET. — Pourquoi ? Dites-le !

M. MÉRIC. — Il était bien plus simple de ne pas demander la parole si vous ne vouliez rien dire.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs, vous ne pouvez exiger de M. Halgan qu'il vous fournisse les raisons pour lesquelles il entend s'abstenir.

M. MAGNIN. — Quand on a des motifs sérieux pour faire une chose, on les indique.

M. DOMINIQUE DELAHAYE. — Les motifs que nous avons, je vais vous les dire.

Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Delahaye.

M. DOMINIQUE DELAHAYE. — Messieurs, je ne suis pas surpris que, de ce côté de l'Assemblée (*l'orateur désigne la gauche*), on demande à connaître les motifs de notre abstention. Ce désir est légitime. Cependant je crois que ces motifs se devinent assez, sans qu'il y ait lieu de les développer longuement.

Rome n'a pas qu'un seul souverain : le roi d'Italie.

M. MAGNIN. — Si !

M. DOMINIQUE DELAHAYE. — Rome en a un autre, le pape, avec lequel la France est en relations diplomatiques.

Vous n'ignorez pas que, pour des catholiques, une visite au roi d'Italie dans la capitale du souverain pontife, est une offense au pape, une reconnaissance à peu près complète de l'envahissement des Etats pontificaux, de l'abolition du pouvoir temporel du pape.

Les catholiques, messieurs, soucieux des droits acquis, doivent, devant l'iniquité qui paraît se consommer et à laquelle la France pourrait sembler vouloir donner son assentiment, protester, et c'est pourquoi je voterai contre ce crédit.

M. DELCASSÉ, *ministre des Affaires étrangères*. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le ministre des Affaires étrangères.

M. LE MINISTRE. — Messieurs, il eût certainement mieux valu qu'aucune discussion ne se fût engagée, mais le ministre des Affaires étrangères ne peut pas laisser dire que le voyage de M. le Président de la République en Italie est une offense pour qui que ce soit. Il n'y a pas plus d'offense dans nos actes que dans nos intentions. Remplir un devoir évident, rendre une visite reçue, apporter à l'Italie dans la personne de ses souverains, le salut de la France, resserrer ainsi pour le bien commun des deux pays des liens formés à la fois par les sentiments et par les intérêts, qui donc, messieurs, pourrait équitablement prendre ombrage d'une démarche si naturelle ?

Vraiment, je ne parviens pas à comprendre comment les honorables sénateurs qui m'ont précédé à cette tribune ont pu risquer une pareille affirmation ! Comment n'ont-ils pas vu, étant donné l'objet de leur préoccupation, le danger qu'il y aurait à laisser croire à la France qu'elle ne peut vivre en bons rapports avec le chef suprême de l'Eglise catholique qu'à la condition de négliger, ailleurs, sinon même de sacrifier des intérêts français ? Je ne fais pas fi de l'histoire, mais je me pique de la lire avec une entière liberté d'esprit, et surtout je ne peux pas faire abstraction des grandes transformations qu'elle enregistre.

Or, un fait que l'histoire enregistre, c'est que l'Italie est devenue une grande nation.

Un autre fait que je constate, c'est que les intérêts essentiels de l'Italie ne sont nulle part en opposition nécessaire avec les intérêts essentiels de la France ; et, dès lors, c'est au tact, c'est à la vigilance des hommes responsables dans chaque pays d'empêcher des malentendus de surgir et qu'ailleurs on n'en profite.

Nous serions inexcusables si nous n'avions pas tenu compte, les uns et les autres, des deux côtés des Alpes, des leçons d'un passé récent, et c'est parce que nous en avons tenu compte que la Méditerranée, notamment, qui avait séparé la France et l'Italie alors qu'elle avait de quoi les réunir, les a en effet réunies.

Le résultat, la conséquence de cet accord, ç'a été de mettre en harmonie, comme je le disais il y a trois mois, de cette même place, au Sénat, la politique générale des deux pays : si bien qu'à l'heure actuelle la France et l'Italie, sûres de n'être pas exposées à se trouver face à face, n'ont qu'à travailler côte à côte, en toute confiance, en toute liberté d'esprit, au développement de leur prospérité mutuelle, dont elles doivent, l'une et l'autre, également bénéficier.

Personne, messieurs, ne peut douter que la visite prochaine du Président de la République n'ait pour effet de fortifier un état de choses aussi favorable, et je puis assurer le Sénat que nos autres relations ne sauraient en aucune manière s'en ressentir.

C'est dans ces conditions que je fais appel ici à tous les sénateurs, car il n'y a aucune raison pour qu'un Français refuse de s'associer à la manifestation qui se prépare.

M. LE PRÉSIDENT. — Je consulte le Sénat sur le projet de loi.
Il va être procédé au scrutin.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. LE PRÉSIDENT. — Voici, messieurs, le résultat du scrutin :

Nombre des votants.....	260
Majorité absolue.....	131
Pour l'adoption.....	258
Contre.....	2

Le Sénat a adopté.

Le Propriétaire-Gérant : Alfred LEQUEUX.

Châteauroux. — Typ. et Lith. P. LANGLOIS ET C^{ie}

ERRATA DU N° 3 (MARS) 1904.

P. 321, titre VI, alinéas 1° et 2° lors de l'impression la phrase suivante marquée en italique a été transposée :

Texte à corriger.

VI. — Constituent contrebande de guerre :

1° Toute espèce d'armes blanches et d'armes à feu, aussi bien montées qu'en parties détachées ainsi que les blindages, *et les munitions, tels que : projectiles, fusées, balles, capsules, cartouches, douilles, poudre, salpêtre, soufre.*

2° Tous les accessoires d'armes à feu.

Texte corrigé

VI. — Constituent contrebande de guerre :

1° Toute espèce d'armes blanches et d'armes à feu, aussi bien montées qu'en parties détachées, ainsi, que les blindages.

2° Tous les accessoires d'armes à feu et les munitions, tels que : projectiles, fusées, balles, capsules, cartouches, douilles, poudre, salpêtre, soufre.

P. 319 dernière ligne d'en bas, lire (2) au lieu de (1).

P. 319 2^{me} ligne d'en bas, lire (1) au lieu de (2)

ANCIENNE LIBRAIRIE THORIN ET FILS
ALBERT FONTEMOING, Éditeur

LIBRAIRE DES ÉCOLES FRANÇAISES D'ATHÈNES ET DE ROME
DU COLLÈGE DE FRANCE ET DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE

Rue Le Goff, 4, PARIS

Vient de paraître

GEORG JELLINEK

Professeur à l'Université de Heidelberg, doyen de la Faculté de Droit

L'ÉTAT MODERNE ET SON DROIT

TRADUIT DE L'ALLEMAND ET ANNOTÉ
AVEC L'AUTORISATION DE L'AUTEUR ET DE L'ÉDITEUR ALLEMANDS

Par GEORGES FARDIS

Avocat, directeur des *Archives Diplomatiques*

AVEC LA COLLABORATION D'UN GROUPE D'AVOCATS
ET DE JURISCONSULTES

PREMIÈRE PARTIE: DOCTRINE GÉNÉRALE DE L'ÉTAT
Livre I: INTRODUCTION A LA DOCTRINE DE L'ÉTAT

Un fort volume in-8°..... 7 fr. 50

DUJARRIC & C^{ie}, Éditeurs

PARIS. — 50, Rue des Saints-Pères. — PARIS

Vient de paraître

POLITIQUE AFRICAINE

La Question marocaine

Les Délégations financières en Algérie. — La Pénétration au Tchad

L'Effort étranger

L'Outillage économique de l'Afrique occidentale française

PAR

LUCIEN HUBERT

Député, Secrétaire de la Commission parlementaire des Colonies

PRÉFACE DE **M. EUG. ETIENNE**

Vice-Président de la Chambre des Députés

1 vol. in-18 (*Carte et Tableaux*)..... 3 fr. 50